

REPUBLIQUE DU BURUNDI

Gitega, le 14 juillet 2023



LE PRESIDENT

N°100/PR/073 /2023

Au Très Honorable Président du Sénat
à
GITEGA.-

**Objet : Seconde lecture du projet de loi portant
Modification de la Loi n°1/08 du 17 mars 2005
portant Code de l'Organisation et de la
Compétence Judiciaires**

Très Honorable Président,

Conformément à la Constitution de la République du Burundi, et spécialement en son article 202, Nous avons l'honneur de vous transmettre le « **projet de loi portant Modification de la Loi n°1/08 du 17 mars 2005 portant Code de l'Organisation et de la Compétence Judiciaires** », tel qu'adopté par le Parlement, pour un nouvel examen.

Les parties faisant objet d'examen ainsi que la motivation sont récapitulées dans un tableau en annexe.

Veillez agréer, Très Honorable Président, l'assurance de Notre Haute Considération.

Evariste NDAYISHIMIYE,

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE.-

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Evariste Ndayishimiye', written over a horizontal line.

**AMENDEMENTS DE SECONDE LECTURE DU PROJET DE LOI PORTANT MODIFICATION DE LA LOI
N°1/08 DU 17 MARS 2005 PORTANT CODE DE L'ORGANISATION ET DE LA COMPÉTENCE JUDICIAIRES**

N°	Matières réformées	Observations	Motivations
1.	Les visas	<p>Ajouter dans les visas les lois suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Loi organique n°1/05 du 16 mars 2023 portant Détermination et Délimitation des Provinces, des Communes, des Zones, des Collines ou Quartiers de la République du Burundi ; • Loi n°1/36 du 13 décembre 2006 portant Création de la Cour Anti-corruption (cette loi devrait être revue ; dans certaines de ses dispositions en vue de l'adapter à la présente loi organique) ; • Loi n°1/12 du 18 avril 2006 portant Mesures de prévention et de répression de la corruption et des infractions connexes (celle-ci devrait aussi être revue) ; • Loi organique n°1/21 du 27 juin 2022 portant Modification de la loi organique n°1/04 du 20 février 2017 portant Missions, Organisation, Composition, Instruction, Conditions de service et fonctionnement de la Force de Défense Nationale du Burundi ; • Loi n°1/03 du 23 janvier 2021 portant Complément des dispositions du Code de procédure civile relative à la réinstitution du Conseil des notables de la colline. 	<p>Ces visas permettent de situer le texte dans son environnement juridique et indiquent les textes dont la connaissance est nécessaire à la compréhension du texte lui-même. Les visas jouent également un autre rôle : ils servent « à déterminer le bloc normatif de référence, c'est-à-dire, au-delà des textes que l'on applique, les textes avec lesquels le texte à venir devra se combiner »</p> <p>De plus, ces lois ont un lien étroit avec les matières traitées dans le texte de loi sous examen. Donc, elles devraient figurer dans les visas.</p>



N°	Matières réformées	Observations	Motivations
2.	Sur la mise en forme	Il faudrait systématiquement que les chiffres cardinaux des articles, les intitulés des chapitres, des sections, des sous-sections et des paragraphes soient écrits en gras dans la version kirundi du texte de loi organique comme c'est le cas dans la version française	Harmonisation de deux versions du texte
3.	Sur la traduction du texte	<p>L'intitulé ou le libellé en version kirundi du titre de la loi organique a été mal traduit.</p> <p>De manière générale, il faudrait refaire totalement la traduction de toute la version kirundi du texte de loi organique et cela dans toutes ses dispositions afin que la version française soit entièrement et correctement traduite en kirundi.</p> <p>N.B : Dans le strict respect de l'exigence constitutionnelle, précisée dans l'article 5, al.2 de la Constitution de la République du Burundi, tous les textes législatifs doivent avoir leurs versions en Kirundi. Le parlement doit formuler ces amendements en Français et en Kirundi. Il est impératif que le Parlement puisse analyser comparativement les deux versions. Celles-ci doivent être cohérentes, claires et concises avant l'adoption du texte en plénière.</p> <p>A titre illustratif, la version kirundi du texte de loi organique comporte certaines parties qui sont mal traduites au point même de dénaturer le fond du texte. C'est notamment le cas des articles 26 al.1 et 2, 34, 37,</p>	<p>Certaines parties sont mal traduites au point même de dénaturer le fond du texte.</p> <p>Il a été constaté que le Parlement n'a pas analysé la version kirundi.</p>



N°	Matières réformées	Observations	Motivations
		52,147 al.4, etc. Les articles 147 al.5, 202,203 et 204 n'ont pas du tout été traduits en kirundi. Etc., etc.	
4.	L'article 8 Sur les autres aspects de fond.	L'article 8 du texte de loi organique devrait être élagué.	Cet article ne cadre pas avec le présent texte de loi organique mais a plutôt trait avec le Statut des magistrats. En plus, aucune disposition du présent texte de loi organique ne développe ce qui est en rapport avec l'impartialité des juges à laquelle ladite disposition se rapporte. Cette disposition est à élaguer également.
5.	L'article 11	L'article 11 classe la Cour anti-corruption parmi les juridictions régies par une loi spécifique. Dès lors que le présent texte de loi organique crée des chambres anti-corruption au niveau des tribunaux de Grande Instance excepté en « Mairie de Bujumbura », la Cour anti-corruption devrait être considérée comme régie par une loi spécifique dans la mesure où elle n'est plus une juridiction exerçant une compétence exclusive	L'organisation et la compétence de la Cour anti-corruption, certes spéciale, devraient figurer dans ce texte de loi organique à l'instar des autres juridictions spécialisées qui sont elles aussi régies par la présente loi organique.



N°	Matières réformées	Observations	Motivations
6.	Article 15	<p>en matière anti-corruption.</p> <p>Article 15 dispose : « Les tribunaux de résidence connaissent des infractions punissables au maximum de deux ans de servitude pénale indépendamment du montant de l'amende. Ils statuent par un seul et même jugement sur les intérêts civils quel que soit le montant des dommages et intérêts à allouer d'office ou après constitution de la partie civile ».</p>	<p>Il faudrait mettre en place une procédure spéciale pour les accidents de roulage pour permettre des réparations faciles aux victimes. La mise en place d'un mécanisme d'arbitrage pour un règlement à l'amiable au niveau de l'ARCA dans le but d'améliorer les conditions de la victime.</p>
7.	Article 16.	<p>Article 16. « Les Tribunaux de résidence peuvent prononcer la contrainte par corps pour une durée ne dépassant pas deux mois ».</p>	<p>La contrainte par corps est déjà réglementée par le Code Pénal Burundais.</p> <p>Il faudrait élarguer la disposition pour éviter des confusions et contradictions avec le Code pénal (article 97).</p>



N°	Matières réformées	Observations	Motivations
8.	L'article 17	<p>L'article 17 est libellé comme suit : « Sur réquisition du ministère public, les Tribunaux de résidence peuvent mettre à la disposition du Gouvernement pour une durée ne dépassant pas six mois les individus majeurs qui tombent sous l'application des dispositions pénales relatives au vagabondage, à l'exploitation de la mendicité ou à la récidive.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dans cet ordre, des propositions ont été émises : • Deuxième alinéa à ajouter : Une ordonnance conjointe du Ministre ayant le genre dans ses attributions, Ministre ayant la justice dans ses attributions et le Ministre ayant l'intérieur dans ses attributions doivent prévoir les modalités de mise en application de cet article. 	<p>Les dispositions de cet article ne sont pas claires puisque le groupe de mot «mettre à la disposition du Gouvernement » n'est pas suffisamment explicite. A ce niveau, la loi a besoin des modalités d'application dans le système burundais.</p>
9.	Article 22	<p>Proposition de buffer l'article 22 qui dispose : « Les tribunaux de résidence ne connaissent pas des contestations dont le montant excède les limites de leur compétence en raison du cumul des demandes ou chefs de demande. » Proposition de l'ajout d'un deuxième alinéa à l'article 23, cet alinéa dispose : « Toutefois, les jugements rendus conformément au point 5° de l'article 20 uniquement en ce qui concerne les contrats de bail écrit ne sont susceptibles d'aucun recours » ;</p>	<p>C'est dans le but d'éviter des confusions et des contradictions avec le point 1° de l'article 20. Le point 1° de l'article 20 dispose : « des actions relatives aux propriétés foncières quelle que soient leurs valeurs ».</p>



N°	Matières réformées	Observations	Motivations
10.	L'article 26	<p>Article 26 : La loi organique sous examen crée une chambre anti-corruption dans chaque tribunal de grande instance.</p> <p>La Cour anti-corruption connaîtrait au premier degré des infractions commises par les justiciables ayant le privilège de juridiction devant la Cour d'Appel.</p> <p>La Cour anti-corruption serait également compétente pour connaître des appels en provenance des chambres anti-corruption créées au sein des Tribunaux de Grande Instance.</p> <p>Il faudrait ajouter de nouveaux articles pour préciser l'organisation et la compétence matérielle de la chambre anti-corruption.</p>	<p>La chambre anti-corruption doit être créée dans tous les tribunaux de grande instance, dans le but de mettre sur le même pied d'égalité les justiciables, exceptés ceux qui ont le privilège de juridiction.</p> <p>Le texte de loi organique sous examen n'a prévu aucune disposition en rapport avec le recours en appel à la Cour anti-corruption contre les décisions des chambres anti-corruption instituées au sein des TGI.</p> <p>Dans ses amendements, le Parlement propose que la Cour anti-corruption reste une juridiction spécialisée dans le but de garder la spécificité en matière de la répression de la corruption et des infractions connexes.</p> <p>Les appels formés contre les décisions rendues par ces chambres anti-corruption des TGI sont dirigés à la Cour Anti-corruption (cfr amendement de fond n° 9 du parlement).</p>

N°	Matières réformées	Observations	Motivations
11.	Article 39	Article 39 : Les dispositions de cet article énumèrent les personnes justiciables à la Cour d'appel à l'instar de la loi régissant la Cour Suprême.	Cela démontre et à juste titre que le législateur a voulu attribuer les privilèges de juridictions à certaines personnes occupants les plus hautes fonctions. Cependant, toutes les personnes occupantes les plus hautes fonctions ne se retrouvent pas sur la liste. Par exemple, les hauts cadres de la Présidence, de l'Assemblée Nationale et du Sénat,...
12.	Article 63	Article 63 : Dans les ressorts des tribunaux de grandes instances où il n'est pas encore créé de tribunal du commerce, les actions relevant de sa compétence sont jugées par la chambre commerciale du Tribunal de Grande Instance. En effet, à l'article 26, en plus de la seule chambre anti-corrupcion nouvellement créée, il faudrait créer toutes les autres chambres que comporte un Tribunal de grande instance et déterminer leur composition, organisation et fonctionnement.	Il faudrait créer dans la présente loi organique, les chambres sociales, commerciales en plus de la chambre anti-corrupcion au niveau des TGI. Il faut signaler que les compétences sociales et commerciales étaient déjà exercées par les TGI mais dans le cadre des chambres. Elaguer la dernière phrase dans le but d'éviter la tautologie. Après l'article 37 alinéa2, il faudrait créer des articles pour préciser les compétences respectives de ces

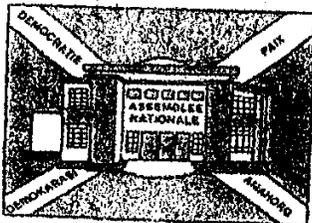
N°	Matières réformées	Observations	Motivations
13.	Article 71	<p>Article 71, 11° : Les cours administratives connaissent : de l'action en remboursement exercée par l'Etat, ses démembrements ou la Commune dans le cadre de l'action récursoire.</p> <p>Ce point 11° de cet article est en harmonie avec les dispositions de l'article 2 (b) qui disposent que « aux termes de la présente loi, on entend par action récursoire. La prérogative reconnue à l'Etat, à ses démembrements ou à la Commune d'exercer une action contre son mandataire ou son préposé lorsqu'ils ont été condamnés au versement des dommages-intérêts à raison des fautes de service en vue du recouvrement des montants déboursés.</p>	<p>Il faut donc créer un deuxième alinéa qui précise que le personnel de chaque chambre est nommé par le Ministre ayant la justice dans ses attributions.</p> <p>Il faudrait aussi envisager la création des chambres commerciales et sociales au niveau des Cours d' Appel.</p> <p>chambres.</p>



N°	Matières réformées	Observations	Motivations
14.	Articles 92-93	<p>Article 92 : Chaque juridiction a un devoir de contrôle et d'encadrement sur les juridictions immédiatement Inférieures.</p> <p>Article 93 : Dans chaque juridiction, le président est chargé de l'ordre et de l'organisation du service sous le contrôle de son chef hiérarchique.</p> <p>A cet effet, chaque président d'une juridiction doit exercer un contrôle sur la juridiction inférieure et sur les décisions judiciaires qui ont fait objet de recours devant la juridiction qu'il préside.</p> <p>Il exerce cette attribution en concertation avec le vice-président et les présidents des chambres s'il échet.</p>	<p>Ces articles parlent du contrôle et de l'encadrement des juridictions.</p> <p>Certes, le juge doit être indépendant de toute influence extérieure. Mais cette indépendance judiciaire ne signifie pas que les juges et les responsables des tribunaux peuvent se comporter comme bon leur semble.</p> <p>Ainsi, il faudrait enrichir l'article 93 pour mettre en exergue la redevabilité du président d'une juridiction devant l'autorité judiciaire hiérarchique.</p> <p>Cette exigence de redevabilité est très importante parce que des fois, c'est le juge lui-même qui enfreint la loi.</p> <p>Egalement, pour des cas de recours, le président de la juridiction saisie doit exercer un contrôle sur la décision qui a fait objet de recours.</p>



ASSEMBLEE NATIONALE



LE PRESIDENT

130/PAN/.../2023

REPUBLIQUE DU BURUNDI



BAJEG
Pour l'Assemblée
CCC
Bujumbura, le 28.1.2023

A Son Excellence Monsieur le Président
de la République du Burundi
à
GITEGA.

Excellence Monsieur le Président,

Conformément aux dispositions de l'article 196 de la Constitution de la République du Burundi, Nous avons l'honneur de transmettre à votre Excellence pour promulgation, la loi organique n°1/... du .../... /2023 portant modification de la loi n°1/08 du 17 mars 2005 portant Code de l'organisation et de la compétence judiciaires, telle qu'adoptée par le Parlement.

Vous trouverez, en annexe, les amendements y relatifs.

Vous en souhaitant bonne réception, Nous vous prions d'agréer, Excellence Monsieur le Président, les assurances de Notre plus haute considération.

LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

Très Honorable Gelase Daniel NDABIRABE

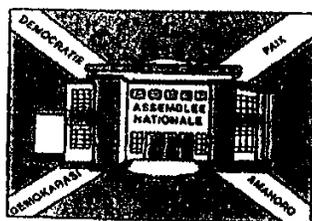


C.P.I à :

- Très Honorable Président du Sénat ;
- Son Excellence Monsieur le Vice-Président de la République ;
- Son Excellence Monsieur le Premier Ministre de la République.

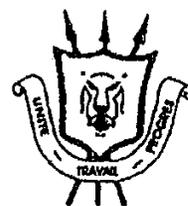
Réceptionnaire

Date d'arrivée 1/3/2023
Heure d'arrivée : 13h00
Heure de transm : 14h00
Paraphe :
Suite réservée :



LE PRESIDENT

130/PAN/.../2023



Bujumbura, le 28/2/2023

AMENDEMENTS ADOPTES PAR LE PARLEMENT LORS DE L'ANALYSE ET DE L'ADOPTION DU PROJET DE LOI ORGANIQUE N°1/... DU .../.../2023 PORTANT MODIFICATION DE LA LOI N°1/08 DU 17 MARS 2005 PORTANT CODE DE L'ORGANISATION ET DE LA COMPETENCE JUDICIAIRES

Lors de l'analyse et de l'adoption du projet de loi susmentionné, les amendements suivants ont été adoptés par le Parlement :

1. Amendements de forme

N°	Matière amendée	Amendement	Motivation
1.	Au niveau du titre	- Mettre des pointillés où il y a de l'espace vide réservé à la numérotation de la loi et écrire : « LOI ORGANIQUE N°1/... DU .../.../2022 » ; - Remplacer l'an « 2022 » par « 2023 ».	- Forme qu'il faut. - Année de promulgation.
2.	En dessous du dernier visa, - 1 ^{ère} ligne - 2 ^{ème} ligne	- Ecrire le mot « Ministres » avec « m » minuscule ; - Ecrire le mot « Nationale » avec « n » minuscule.	- Usage abusif de la majuscule ; - Même motivation que précédemment.
3.	Au niveau du TITRE PREMIER	- Remplacer le mot « PREMIER » par le chiffre romain « I » ; - Mettre un double point après la numérotation du titre et faire de même partout dans le texte.	- Respect des règles de la légistique ; - Même motivation que précédemment.
4.	Art. 1	Remplacer la numérotation « 1 ^{er} » par le chiffre arabe « 1 ».	Même motivation que précédemment
5.	Art. 4, al. 2, 1 ^{ère} ligne	Ecrire le mot « Cours » avec « c » minuscule et faire de même partout dans le texte où il y a le mot « cours ».	Usage abusif de la majuscule.

6.	Au niveau du TITRE II, CHAPITRE PREMIER	<ul style="list-style-type: none"> - Remplacer le mot « PREMIER » par le chiffre romain « I » ; - Mettre un double point après la numérotation du chapitre et faire de même partout dans le texte ; - Ranger correctement l'intitulé du CHAPITRE I et faire de même partout dans le texte où les intitulés des titres sont mal rangés. 	<ul style="list-style-type: none"> - Respect des règles de la légistique ; - Même motivation que précédemment ; - Mise en forme.
7.	Art. 9, 1 ^{ère} ligne	Ecrire le mot « Tribunaux » avec « t » minuscule et faire de même partout dans le texte.	Usage abusif de la majuscule.
8.	Art. 13, 1 ^{ère} ligne	Ecrire le mot « Tribunal » avec « t » minuscule et faire de même partout dans le texte.	Même motivation que précédemment.
9.	Au niveau du CHAPITRE II, Section 1, Sous-section 2, paragraphe 1 ^{er}	Remplacer la numérotation « 1^{er} » par le chiffre arabe « 1 » et faire de même partout dans le texte.	Respect des règles de la légistique.
10.	Art. 16, dernier alinéa, dernière ligne	Ecrire le mot « code » avec « C » majuscule.	Même motivation que précédemment.
11.	Art. 17, 1 ^{ère} ligne	Ecrire « ministère » avec « M » majuscule et le groupe de mots devient « Ministère public » et faire de même partout dans le texte.	Désignation d'un corps.
12.	Art. 20, littera 1, 2 ^{ème} ligne	<ul style="list-style-type: none"> -Ecrire les énumérations par les lettres minuscules et faire de même partout dans le texte où cela apparaît. -Ecrire le groupe de mots « quelle que soit leur valeur » au pluriel. Le groupe de mots devient « quelles que soient leurs valeurs ». 	<ul style="list-style-type: none"> -Abus de la majuscule -Respect des règles grammaticales.
13.	Article 25, al. 3, 1 ^{ère} ligne	Ajouter une virgule entre les mots « besoin » et « le ».	Ajout utile.
14	Art. 39, point 6 et l'art. 80, point 3	Mettre un point à la fin.	Ponctuation qui convient
15.	TITRE II, CHAPITRE II, Section 3	Ecrire le mot « Cour » avec « c » minuscule et faire de même partout dans le texte où le mot « cour » est suivi par le groupe de mots « d'appel ».	Usage abusif de la majuscule.
16	<ul style="list-style-type: none"> -Le titre de la sous-section 1 après l'article 52 -Le titre du paragraphe 1 juste après 	<ul style="list-style-type: none"> -Ecrire ce titre ainsi : « Du tribunal de commerce » -Ecrire ce titre ainsi : « De l'organisation du tribunal de commerce » 	<ul style="list-style-type: none"> Il n'y a qu'un seul tribunal de commerce situé à Bujumbura. Idem

	-Le titre du paragraphe 2, après l'art. 59,	-Ecrire le titre comme suit : « De la compétence du tribunal de commerce »	Idem
17.	Art. 53, 2 ^{ème} ligne	Supprimer la virgule après le mot « juges »	Punctuation qui convient
18.	Art. 56, littera 1, 1 ^{ère} ligne	Supprimer la virgule située entre les mots « moins » et « avec » et la placer après le mot « honneur ».	Meilleure punctuation.
19.	Art. 57, littera 3	Réécrire le littera comme suit : « 3° s'il s'agit d'une société civile, d'une société de personnes à responsabilité limitée, d'une société anonyme, d'une société à participation publique, d'une société coopérative et d'une société unipersonnelle, les administrateurs ou les gérants ; ».	Harmonisation des litteras.
20.	Art. 58, 3 ^{ème} ligne	Ecrire le groupe de mots « toutes personnes » au singulier et le groupe de mots devient « toute personne ».	Respect des règles grammaticales.
21.	Art. 67, al. 2	Ecrire le mot « cour » avec « C » majuscule et faire de même partout dans le texte où le mot « cour » indique une juridiction désignée comme telle.	Respect des règles de la légistique.
22.	Art. 79, alinéas 1 et 2, première ligne	Mettre la virgule après le mot « carrière ».	Punctuation qui convient
23.	Art. 83, al. 3, 2 ^{ème} ligne	Mettre un trait d'union entre les mots « commis » et « greffiers ».	Orthographe qu'il faut.
24.	Art. 88, dernière ligne	Ecrire le groupe de mots « de quartier » au pluriel et le groupe de mots devient « des quartiers ».	Respect des règles grammaticales.
25.	Art. 93, 4 ^{ème} ligne	Ecrire le groupe de mots « de chambre » au pluriel et le groupe de mots devient « des chambres ».	Même motivation que précédemment.
26.	Art. 101, 3 ^{ème} ligne	Ecrire le mot « Président » avec « p » minuscule. Faire de même partout dans le texte où le mot « président » est suivi par le mot « juridiction ».	Usage abusif de la majuscule.
27.	Art. 108, 2 ^{ème} ligne	Remplacer l'adverbe « relativement » par l'adjectif « relatives ».	Respect des règles grammaticales.
28.	Art. 126, al. 1, littera 3	Remplacer le point-virgule par un point à la fin du 3 ^{ème} littera.	Punctuation qu'il faut.
29.	Art. 147, al. 3, 2 ^{ème} ligne	Mettre la virgule entre les mots « délibéré » et le déterminant « le ».	Respect des règles grammaticales.
30.	Art. 148 devenu 147, al.4, 3 ^{ème} ligne	Mettre la virgule juste après le mot « participé ».	Même motivation que précédemment.

31.	Art. 167 devenu 166, al. 1, 2 ^{ème} ligne	Ecrire le mot « Grande » avec « g » minuscule et faire de même partout dans le texte.	Usage abusif de la majuscule.
32.	Art. 169 devenu 168, al.4, 3 ^{ème} ligne	Supprimer le groupe de mots « le dossier » situé entre le mot « dé lai » et la préposition « à ».	Eviter la tautologie.
33.	Art. 172 devenu 171, dernier alinéa, 1 ^{ère} ligne	Ecrire le mot « Magistrats » avec « m » minuscule et faire de même partout dans le texte.	Abu de majuscule
34.	Art. 180 devenu 179, littera 1	A la fin du littera, remplacer le point par un point virgule.	Ponctuation convenable.
35.	Art. 187 devenu 186, littera 4, 2 ^{ème} ligne	- Ecrire le mot « judiciaires » au singulier ; - A la fin du littera, remplacer le point virgule par un point.	- Respect des règles grammaticales ; - Ponctuation qu'il faut.
36.	Art. 199 devenu 198, littera 3	Supprimer la préposition « d' » placée avant le verbe « exploiter ».	Répétition inutile.
37.	Art. 200 devenu 199, al. 1, 3 ^{ème} ligne	Ecrire « restreinte » au lieu de « restreint e ».	Orthographe qu'il faut.
38.	Année de promulgation	Remplacer l'an « 2022 » par « 2023 ».	Année de promulgation
39.	Au niveau de l'appellation du Ministre de la Justice.	Remplacer l'article « LA » par « LE ».	Forme usuelle.
40.	A la fin du nom du Ministre de la Justice	Enlever le trait.	Correction de l'erreur de frappe.

2. Amendements de fond

N°	Matière amendée	Amendement	Motivation
1.	Au niveau du titre du projet de loi	Supprimer le mot « Avant » situé devant le mot « Projet ».	Un texte normatif transmis par le Gouvernement à l'Assemblée nationale pour adoption est un projet de loi et non un avant-projet de loi
2.	Au niveau des visas	<ul style="list-style-type: none"> - Ranger les visas par ordre hiérarchique et chronologique ; - Remplacer le groupe de mots « La Cour constitutionnelle ayant déclaré la loi conforme à la Constitution de la République du Burundi dans son arrêt RCCB ... du ... » par le groupe de mots « Vu l'arrêt RCCB ... du .../.../... de la Cour constitutionnelle ». 	<ul style="list-style-type: none"> - Respect des règles de la législative ; - Formule consacrée.
3.	Art. 14, al. 1	Après le mot « assisté », ajouter le groupe de mots « d'un officier du Ministère public ». L'alinéa devient : « En matière civile, le siège du tribunal de résidence est composé d'un juge unique assisté d'un officier du Ministère public et d'un greffier ».	Pour plus de précision.
4.	Art. 20, - al. 1, littera 2, 3 ^{ème} ligne - littera 3	<ul style="list-style-type: none"> - A la fin de la phrase, écrire en toutes lettres « 10.000.000 frs » et remplacer le mot « frs » par « francs burundais » Le littera devient : « 2° D'autres contestations entre personnes physiques ou morales dont la valeur du litige n'excède pas dix millions de francs burundais (10.000.000 FBU) » ; - Reformuler l'alinéa comme suit : « A la saisine du tribunal de résidence, le requérant doit se munir d'un procès-verbal de conciliation émanant du Conseil des notables de la colline ou de quartier du lieu du litige ». 	-Même motivation que précédemment ; - Meilleure formulation.
5.	Art. 21, dernière ligne	Après le mot « quartier », ajouter le groupe de mots « du lieu du litige ».	Pour plus de précision.
6.	Art. 26, al 2	Libeller l'alinéa 2 comme suit : « Il est créé une chambre anti-corruption dans chaque tribunal de grande instance à l'exception des tribunaux	Pour rapprocher la justice aux justiciables, il a été créé des chambres anti-

		de grande instance du ressort de la Mairie de Bujumbura ».	corruption au sein des TGI, étant donné qu'actuellement la cour anti-corruption a une couverture nationale. Cependant, en vue de garder la spécialisation et l'harmonisation avec les pays de l'EAC, la cour anti-corruption garde la plénitude de ses compétences en Mairie de Bujumbura.
7.	Art. 34, al. 1, 3 ^{ème} ligne Alinéa 2, 1 ^{ère} ligne	-Supprimer le groupe de mots « juge unique du » situé entre « le » et « tribunal ». -Remplacer le groupe de mots « le juge » par « un juge unique » L'article devient : « L'exécution des jugements faite par les tribunaux de résidence est susceptible de recours en vérification devant le tribunal de grande instance. Un juge unique statue toutes affaires cessantes et la mesure prise est sans recours. »	Le recours est fait devant le tribunal et non devant le juge unique. Meilleure formulation
8.	Articles 33 et 34	Mettre le contenu de l'article 34 à l'article 33 ; mettre le contenu de l'article 33 à l'article 34	Question de logique : le jugement vient avant l'exécution
9.	Art. 37, alinéa 1, 2 ^{ème} et 3 ^{ème} lignes	- Enlever le groupe de mots « anti-corruption » ; - Créer un nouvel alinéa libellé comme suit : « Il est créé une chambre d'appel en matière administrative dans les ressorts des cours d'appel où il n'est pas établi une Cour administrative ».	-Il y aura des chambres anti-corruption au niveau des T.G.I., l'appel se fera à la cour anti-corruption -Désengorger la Cour Suprême, rapprocher la justice des justiciables. Les cours d'appel et les cours administratives étant au même niveau , il est illogique que les décisions rendues par la chambre administrative de la Cour

			d'appel soient connues en appel par les cours administratives, étant donné que sous l'empire de la loi en modification l'appel contre les décisions rendues tant par les cours d'appel ou les cours administratives étaient portées devant la chambre administrative de la Cour Suprême.
10.	Art. 39, littera 5°	Supprimer le groupe de mots « des corps de défense et de sécurité » et le littera est reformulé comme suit : « 5° un officier supérieur de police ».	Pour plus de précision.
11.	Art. 40, al. 1, 1 ^{ère} ligne	Après le chiffre « 39 », ajouter le groupe de mots « de la présente loi organique » et faire de même partout dans le texte où il y a renvoi.	Idem.
12.	Art. 45, alinéa 2	Supprimer l'alinéa 2	Il y aura une chambre d'appel en matière administrative au sein des cours d'appel.
13.	Art. 46	Remplacer la conjonction « et » après le groupe de mots « vice-président » par la virgule.	Harmonisation avec les articles 24 et 53.
14.	Art. 51	Reformuler l'article comme suit : « Dans les ressorts des tribunaux de grande instance où il n'est pas créé de tribunal du travail, les actions relevant de sa compétence sont jugées par les tribunaux de grande instance qui statuent en matière sociale, à l'exception des tribunaux de grande instance ayant leurs sièges respectivement en Mairie de Bujumbura et à Gitega ».	Ajout utile parce qu'il existe aussi un tribunal du travail à Gitega.
15.	-Le titre de la sous-section 1 après l'article 52 -Le titre du paragraphe 1 juste après -Le titre du paragraphe 2, après l'art. 59,	-Ecrire ce titre comme suit : « Du tribunal de commerce » -Ecrire ce titre comme suit : « De l'organisation du tribunal de commerce » -Ecrire le titre comme suit : « De la compétence du tribunal de commerce »	Il n'y a qu'un seul tribunal de commerce situé à Bujumbura. Idem Idem

16.	-Le titre de la sous-section 2 après l'art. 64 ; -Le titre du paragraphe 1 ; -Le titre du paragraphe 2 après l'article 66	-Ecrire le titre comme suit : « De la Cour d'appel de commerce » ; - Ecrire le titre comme suit : « De l'organisation de la Cour d'appel de commerce ». -Ecrire le titre comme suit : « De la compétence de la Cour d'appel de commerce ».	Idem Idem Idem
17.	Art. 67, alinéa 1	Reformuler l'alinéa comme suit : « La Cour d'appel de commerce connaît de l'appel des jugements rendus au premier degré par le tribunal de commerce ou par les tribunaux de grande instance statuant en matière commerciale dans leur ressort où il n'est pas encore créé le tribunal de commerce ».	Idem
8.	Art. 71, littera 9 littera 12	Ajouter le groupe de mots « par l'Etat » entre les mots « réquisition » et « des ». Le littera devient : « 9° des contestations relatives à la réquisition par l'Etat des biens mobiliers ou immobiliers ». Supprimer le littera	Pour plus de précision. Il sera établi une chambre d'appel en matière administrative au sein des cours d'appel.
19.	Art. 77	Reformuler l'article comme suit : « Dans les ressorts des cours d'appel où il n'est pas établi une Cour administrative, les actions relevant de la compétence de celle-ci sont jugées au premier et au second degré par les chambres administratives des cours d'appel statuant en matière administrative, à l'exception des cours d'appel ayant leurs sièges à Gitega et en Mairie de Bujumbura ».	Dans les ressorts où il n'est pas établi des cours administratives, les affaires administratives seront connues au premier et au second degré par les cours d'appel.
20.	Art. 83, al. 1, 1 ^{ère} ligne Al.1, 2 ^{ème} ligne	- Après le mot « Ministre », remplacer le groupe de mots « de la Justice » par le groupe de mots « ayant la justice dans ses attributions ». Faire de même partout dans le texte. - Remplacer le groupe de mots « des juridictions » par le mot « auxiliaires ».	Pour plus de précision. Terme approprié
21.	Art. 123, littera 13, 5 ^{ème} ligne	Remplacer le groupe de mots « la signification » par le groupe de mots « l'assignation ».	Le terme approprié.

		et les tribunaux de grande instance statuant en matière commerciale ».	différentes cours d'appel statuant en la matière.
29.	Après l'art. 201	Créer un nouvel article (qui devient article 202) libellé comme suit : « A l'entrée en vigueur de la présente loi organique, les litiges fonciers en matière de terres rurales encore pendants devant les cours d'appel continuent à être instruits et vidés par ces mêmes cours ».	Pour vider les litiges fonciers déjà pendants devant les cours d'appel siégeant en matière des terres rurales.
30.	Après le nouvel art. 202	Créer un autre article (qui devient article 203) libellé comme suit : « En attendant la création des chambres anti-corruption au sein des tribunaux de grande instance, la Cour anti-corruption continue à trancher les litiges en rapport avec la corruption et les infractions connexes ».	Pour permettre la continuité des activités judiciaires de la cour anti-corruption en attendant la création des chambres anti-corruption au niveau des Tribunaux de Grande Instance.
31.	Après l'article 203	-Créer un autre article (qui devient article 204) libellé comme suit: En attendant la création des chambres d'appel au sein des cours d'appel et des Cours administratives, les affaires pendants devant la chambre administrative de la Cour suprême continuent à être instruites par cette dernière. -L'ancien article 202 devient l'article 204, l'ancien article 203 devient l'article 205	Pour ne pas rendre nulles les étapes déjà franchies dans la procédure.
32.	Art. 203 devenu 205, 1 ^{ère} ligne	Supprimer l'article « les », entre « toutes » et « dispositions »	Formule consacrée
33.	Art.204 devenu 206, 1 ^{ère} ligne	Ajouter le mot « organique » après le mot « loi ».	Idem.

LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

Très Honorable Gelase Daniel NDABIRABE



**LOI ORGANIQUE N°1/... DU .../.../2023 PORTANT
MODIFICATION DE LA LOI N°1/08 DU 17 MARS 2005
PORTANT CODE DE L'ORGANISATION ET DE LA
COMPETENCE JUDICIAIRES**

INTEGURO Y'IBWIRIZWA RYUNGANIRA IBWIRIZWA
SHINGIRO INOMERO 1 RYO KU WA.../.../2022
RIHINDURA IBWIRIZWA INOMERO 1/08 RYO KU WA
17 NTWARANTE 2005 RISHINGA IGITABU
C'AMATEGEKO ARINGANIZA SENTARE
N'UBUBASHA BWAZO

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE ;

UMUKURU W'IGIHUGU ;

Vu la Constitution de la République du Burundi ;

Yihweje Ibwirizwa Shingiro rya Repuburika y'Uburundi ;

Vu la loi organique n°1/21 du 3 août 2019 portant
modification de la loi n°1/07 du 25 février 2005 régissant
la Cour Suprême ;

Yihweje Ibwirizwa ryunganira Ibwirizwa Shingiro
inomero 1/21 ryo ku wa 3 Myandagaro 2019 rihindura
Ibwirizwa inomero 1/07 ryo ku wa 25 Ruhuhuma 2005
rigenga Sentare ntahinyuzwa ;

Vu la loi organique n°1/02 du 23 janvier 2021 portant
modification de la loi organique n°1/13 du 12 juin 2019
portant organisation et fonctionnement du Conseil
Supérieur de la Magistrature ;

Yihweje Ibwirizwa inomero 1/02 ryo ku wa 23 Nzero
2021 rihindura Ibwirizwa ryunganira ibwirizwa shingiro
inomero 1/13 ryo ku wa 12 Ruheshi 2019 ritunganya
Inama nkuru y'Ubucamanza n'ingene ikora ;

Vu la loi organique n°1/27 du 9 décembre 2021 portant
modification de la loi organique n°1/03 du 20 février 2017
portant missions, organisation, composition et
fonctionnement de la Police Nationale du Burundi ;

Yihweje Ibwirizwa ryunganira Ibwiriza Shingiro inomero
1/27 ryo ku wa 9 Kigarama 2021 rihindura Ibwirizwa
ryunganira Ibwirizwa Shingiro inomero 1/03 ryo ku wa
20 Ruhuhuma 2017 ryerekeye imirimo y'Igiporisi,
ingene gitunganijwe, abakigize n'ingene gikora ;

Revu la loi n° 1/08 du 17 mars 2005 portant Code de
l'organisation et de la compétence judiciaires ;

Asubiye kwihweza Ibwirizwa inomero 1/08 ryo ku wa 17
Ntwarante 2005 rishinga Igitabu c'amategeko
aringaniza sentare n'ububasha bwazo ;

Revu la loi organique n°1/17 du 15 mai 2014 portant
suppression du pourvoi en cassation devant la Cour
suprême et attribution de compétence aux cours d'appel
pour les affaires relatives aux terres rurales ;

Yihweje Ibwirizwa ryunganira Ibwirizwa Shingiro
inomero 1/17 ryo ku wa 15 Rusama 2014 rikuraho
ukwungururiza muri Gisata gasamburamanza ca
Sentare ntahinyuzwa rikongera rigaha ububasha
Sentare nkuru zisubiramwo ku manza zerekeye
amatongo atari ayo mu bisagara ;

Le Conseil des ministres ayant délibéré ;

Inama Nshikiranganji imaze kubica irya n'ino ;

L'Assemblée nationale et le Sénat ayant adopté ;

Inama Nshingamateka n'Inama Nkenguzamateka
zimaze kuvyemeza ;

Vu l'arrêt RCCB ... du .../.../... de la Cour constitutionnelle ; Sentare yubahiriza Ibwirizwa Shingiro imaze kwemeza ko iri bwirizwa ryisunga Ibwirizwa Shingiro rya Repuburika y'Uburundi mu ngingo yayo RCCB..... yo ku wa.....

PROMULGUE :

ATANGAJE :

TITRE I : DES DISPOSITIONS GENERALES

IKIGABANE CA MBERE. INGINGO NGENDERWAKO

Article 1

La présente loi **organique** régit l'organisation et la compétence judiciaires au Burundi.

Ingingo ya mbere

Iri bwirizwa ryerekeye ingene sentare z' UBurundi ziringanijwe n'ububasha bwazo.

Article 2

Les juridictions rendent leurs décisions au nom du peuple burundais.

Ingingo ya 2

Sentare zica imanza kw'izina ry'Abarundi bose.

Article 3

Le pouvoir judiciaire est indépendant du pouvoir législatif et du pouvoir exécutif.

Ingingo ya 3

Urwego rw'ubutungane rurigenga, Urwego rw'Inama Nshingamateka n'Inama Nkenguzamateka hamwe na Reta ntivyivanga mu mirimo y'urwo rwego.

Article 4

La Cour suprême est la plus haute juridiction ordinaire de la République du Burundi. Elle constitue à ce titre la référence pour la place du pouvoir judiciaire au sein des institutions de la République. Elle exerce le contrôle juridictionnel et administratif sur les autres juridictions excepté la Cour constitutionnelle et la Cour spéciale des terres et autres biens.

Ingingo ya 4

Sentare ntahinyunzwa ni yo ikurira sentare zose zisanzwe zo mu Burundi. Ku bw'ivyo, ni yo ifatirwako mu guha ikibanza urwego rw'ubutungane mu nzego z'igihugu. Ni yo icungera ko izindi sentare zica imanza neza canke ko zitunganya neza ibijanye n'intwano kiretse Sentare yubahiriza Ibwirizwa Shingiro na Sentare idasanzwe ica imanza zerekeye amatongo n'ayandi matungo.

Les autres cours et tribunaux suivent de près l'activité juridictionnelle des instances judiciaires qui leur sont hiérarchiquement inférieures pour la bonne administration de la justice.

Ayandi masentare akurikiranira hafi igikorwa c'amasentare zikurira ku neza y'ubutungane.

Article 5

Les juges ne sont soumis dans l'exercice de leurs fonctions qu'à la loi.

Ingingo ya 5

Mu kurangura amabanga bashinzwe, abacamanza bategerezwa kwisunga gusa amategeko.

Article 6

Les décisions de justice sont rendues dans un délai raisonnable.

Ingingo ya 6

Ingingo z'ubutungane zifatwa mu kiringo kibereye.

Article 7

La permanence et la continuité du service de la justice demeurent toujours assurées.

Ingingo ya 7

Inzego z'ubutungane zama zakira kandi zizobandanya zakira abazitura.

Article 8

L'impartialité des juges est garantie par les dispositions du présent code et celles prévues par les dispositions particulières.

Ingingo ya 8

Ingingo z'iki Gitabu n'izitegekanijwe mu yandi mategeko avyerekeye ziratomora ko umucamanza adahengama.

TITRE II : DES COURS ET TRIBUNAUX**IKIGABANE CA II. IVYEREKEYE SENTARE****CHAPITRE I : DE LA CREATION, DE L'ORGANISATION ET DE LA SUPPRESSION DES COURS ET TRIBUNAUX****IGICE CA MBERE. INGENE SENTARE ZISHINGWA, ZITUNGANYWA N'INGENE ZIFUTWA****Article 9**

Les cours et tribunaux prévus par le présent Code sont créés par décret qui détermine leur nombre, leur ressort et leur siège ordinaire.

Ingingo ya 9

Sentare zitegekanijwe n'iki Gitabu zishingwa n'itegeko ry'Umukuru w'Igihugu. Iryo tegeko ni ryo ritomora igitigiri c'izo sentare, uturere zikoreramwo n'ahari ivyicarwo bisanzwe vyazo.

Article 10

L'organisation judiciaire comporte des juridictions ordinaires et des juridictions spécialisées.

Ingingo ya 10

Sentare zigizwe na sentare zisanzwe hamwe na sentare zica imanza zerekeye igisata kanaka.

Article 11

La Cour suprême, la Cour constitutionnelle, la Cour spéciale des terres et autres biens, la Cour anti-corruption ainsi que les juridictions militaires sont régies par des lois spécifiques.

Ingingo ya 11

Sentare ntahinyuzwa, Sentare yubahiriza Ibwirizwa Shingiro, Sentare idasanzwe ica imanza zerekeye amatungo n'ayandi matungo hamwe na Sentare irwanya igiturire zigengwa n'amabwirizwa ziharije.

Article 12

Des cours et tribunaux peuvent être supprimés par décret si les conditions à la base de leur création ne sont plus réunies.

Ingingo ya 12

Sentare zirashobora gufutwa n'itegeko ry'Umukuru w'Igihugu iyo ivyatumye muri ico gihe zishirwaho bitakiriho.

CHAPITRE II : DES JURIDICTIONS ORDINAIRES

IGICE CA II. IVYEREKEYE SENTARE ZISANZWE

Section 1 : Des tribunaux de résidence

Agace ka 1. Sentare z'intango

Sous-section 1 : De l'organisation des tribunaux de résidence

Agahimba k'agace ka 1. Ingene sentare z'intango zitunganijwe

Article 13

Chaque tribunal de résidence est composé d'un président, d'un vice-président et d'autant de juges et d'agents de l'ordre judiciaire que de besoin.

Ingingo ya 13

Sentare y'intango imwimwe yose igizwe n'umukuru wa sentare, icegera c'umukuru wa sentare, abacamanza n'abakozi bo mu rwego rw'ubutungane atari abacamanza, igitigiri cabo kikavana n'ababa bakenewe.

Article 14

En matière civile, le siège du tribunal de résidence est composé d'un juge unique assisté d'un officier du Ministère public et d'un greffier.

Ingingo ya 14

Mu manza z'amatati, intahe ya Sentare y'intango igizwe n'umucamanza umwe afashwa n'umwanditsi w'imanza.

En matière répressive, le siège du tribunal de résidence est composé d'un juge unique assisté d'un officier du Ministère public et d'un greffier.

Mu manza z'ivyaha, intahe ya Sentare y'intango igizwe n'umucamanza umwe afashwa n'umushikirizamanza hamwe n'umwanditsi w'imanza.

Sous-section 2 : De la compétence des tribunaux de résidence

Agahimba k'agace ka 2. Ububasha bwa sentare z'intango

Paragraphe 1 : De la compétence répressive des tribunaux de résidence

Agahimba ka mbere. Ububasha bwa sentare z'intango ku manza z'ivyaha

Article 15

Les tribunaux de résidence connaissent des infractions punissables au maximum de deux ans de servitude pénale indépendamment du montant de l'amende. Ils statuent par un seul et même jugement sur les intérêts civils quel que soit le montant des dommages et intérêts à allouer d'office ou après constitution de la partie civile.

Ingingo ya 15

Sentare z'intango ziburamisha imanza z'ivyaha bihanishwa umunyororo utarenza imyaka ibiri hatarabwe uko amafaranga y'ihadabu angana. Izo sentare zirashinga mu rubanza rumwe indishi ihabwa abononewe ibintu, sentare ivyibwirije canke uwavyononewe abanje kubishingishiriza, uko igitigiri c'amafaranga y'indishi kiba kingana kwose.

Article 16

Les tribunaux de résidence peuvent prononcer la contrainte par corps pour une durée ne dépassant pas deux mois.

Ingingo ya 16

Sentare z'intango zirashobora guhanisha umunyororo w'agatsindikiro w'ikiringo kitarenza amezi abiri.

La durée de la servitude pénale subsidiaire prononcée par les tribunaux de résidence ne peut excéder quinze jours par infraction ni deux mois par l'effet du cumul.

Ikiringo c'igihano c'umunyororo usubirira ihadabu ritarishwe giciwe na Sentare z'intango ntigishobora kurenza imisi icumi n'itanu ku caha kimwekimwe canke amezi abiri ku vyaha vyose.

Les tribunaux de résidence peuvent prononcer la peine du travail d'intérêt général dans les limites prévues par le Code pénal.

Article 17

Sur réquisition du Ministère public, les tribunaux de résidence peuvent mettre à la disposition du Gouvernement pour une durée ne dépassant pas six mois les individus majeurs qui tombent sous l'application des dispositions relatives au vagabondage, à l'exploitation de la mendicité ou à la récidive.

Article 18

Les jugements répressifs rendus par les tribunaux de résidence sont susceptibles d'opposition et d'appel.

Le Ministre en charge de la justice affecte un ou plusieurs officiers du Ministère public pour exercer les fonctions du Ministère public près les tribunaux de résidence siégeant en matière répressive.

Ils présentent sous le contrôle du Procureur de la République du ressort.

Article 19

Le Conseil des notables peut également aplanir un conflit résultant d'une infraction en se prononçant sur l'octroi des dommages et intérêts qui en résultent pour autant que l'action civile y afférente soit de la compétence du tribunal de résidence.

Sentare z'intango zirashobora gutanga igihano kijanye n'ugukora ibikorwa vy'inyungu rusangi hubahirijwe ibitegekanijwe n'Igitabu c'amategeko mpanavyaha.

Ingingo ya 17

Bisabwe n'Umushikirizamanza, sentare z'itango zirashobora gushikiriza Reta mu kiringo kitarenga amezi atandatu abantu bakuze bafatwa n'ingingo zijanye n'ukwiyerereza, ugusegerereza n'ukudahaha.

Ingingo ya 18

Imanza z'ivyaha ziciwe na sentare z'intango zirashobora gusubirishwamwo muri sentare yaziciye, uwundi muntu arashobora gusaba ko zisubirwamwo kandi zirashobora kwunguruzwa.

Umushikiranganji ajejwe ubutungane arashira umushikirizamanza umwe canke benshi muri Sentare z'intango kugira arangure amabanga y'umushikirizamanza igihe izo sentare zishashe mu manza z'ivyaha.

Barangura amabanga bajejwe basuzumwe n'Umushikirizamanza wa Repuburika wo mu karere Sentare y'itango irimwo.

Ingingo ya 19

Intahe yo ku mugina irashobora gutatura amatati aturutse ku caha mu gutangisha indishi y'akababaro ivuye kuri ico caha mu gihe icaha cakozwe kiba kiri mu vyo sentare y'intango ifitiye ububasha.

Paragraphe 2 : De la compétence civile des tribunaux de résidence

Agahimba ka 2. Ububasha bwa sentare z'intango mu manza z'amatati

Article 20

Sans préjudice des dispositions particulières, les tribunaux de résidence connaissent :

Ingingo ya 20

Hatirengagijwe ingingo zivyerekeye, sentare z'intango ziburanisha :

- | | |
|---|--|
| <p>1° des actions relatives aux propriétés foncières quelles que soient leurs valeurs ;</p> | <p>1° Imanza zijanye n'amatongo hatarabwe agaciro ayo matongo afise ;</p> |
| <p>2° d'autres contestations entre personnes physiques ou morales dont la valeur du litige n'excède pas dix millions de francs burundais (10.000.000 FBU) ;</p> | <p>2° Izindi manza zose ziri hagati y'abantu canke y'amashirahamwe agaciro k'urubanza ntikarenze amafaranga y'amarundi 10.000.000;</p> |
| <p>3° à la saisine du tribunal de résidence, le requérant doit se munir d'un procès-verbal de conciliation émanant du Conseil des notables de la colline ou de quartier du lieu du litige ;</p> | <p>3° Imanza zijanye n'ukugabanganya ibisigi;</p> |
| <p>4° des contestations relatives au droit des personnes et de la famille dont la connaissance n'est pas attribuée à une autre juridiction ;</p> | <p>4° Imanza zijanye n'amategeko agenga ingo n'imiryango mu gihe ata yindi sentare ifise ububasha kuri izo manza;</p> |
| <p>5° des actions relatives à l'expulsion du locataire défaillant ou de tous ceux qui occupent des lieux sans titre ni droit.</p> | <p>5° Imanza zijanye n'ugusohora uwukose inzu atariha canke abantu bose baba mu bibanza badafitiye impapuro canke uburenganzira.</p> |

Toutefois, le tribunal de résidence n'est pas compétent si l'action en expulsion est relative à un bail commercial.

Ariko, sentare y'intango nta bubasha ifise iyo urubanza rwerekeye ugusohora umuntu akose ikibanza c'ukudandarizamwo.

La saisine du tribunal de résidence doit se faire dans le strict respect de la mission générale de conciliation des parties en litige attribuée au Conseil des notables de la colline ou de quartier.

Ukwitura sentare y'intango bitegerezwa kwubahiriza umurimo nyamukuru wo kwumvikanisha abafitaniye amatati wahawe intahe yo kumugina.

Article 21

Avant toute instruction d'une affaire civile de la compétence du tribunal de résidence, celui-ci vérifie si les parties ont préalablement saisi le Conseil des notables de la colline ou de quartier du lieu du litige.

Ingingo ya 21

Imbere y'ukugira itohoza iryo ari ryo ryose ry'urubanza rw'amatati sentare y'intango ifitiye ububasha, iyo sentare ibanza gusuzuma ko ababuranyi babanje kwitura intahe yo ku mugina yo ku mutumba canke mu karitiye.

Article 22

Les tribunaux de résidence ne connaissent pas des contestations dont le montant excède les limites de leur compétence en raison du cumul des demandes ou chefs de demande.

Ingingo ya 22

Sentare z'intango ntizica imanza z'amatati zerekeye amafaranga arenga ayo zifitiye ububasha bivanye n'urusukirane rw'imanza canke mu gihe ibintu nyamukuru urubanza rushingiyeko ari vyinshi.

Article 23

Les jugements civils rendus par les tribunaux de résidence sont susceptibles d'opposition, de tierce opposition et d'appel.

Ingingo ya 23

Imanza z'amatati ziciwe na sentare z'intango zirashobora gusubirishwamwo muri sentare yaziciye, uwundi muntu arashobora gusaba ko zisubirwamwo kandi zirashobora kwunguruzwa.

Les tribunaux de résidence sont compétents pour exécuter les jugements dans des affaires qu'ils ont connues au premier degré devenus définitifs.

Sentare z'intango zifise ububasha bwo gushira mu ngiro ingingo zo mu manza zaburanishije ku rugero rwa mbere zikaba zarabaye ntabanduka.

Section 2 : Des tribunaux de grande instance

Agace ka 2. Sentare nkuru z'igihugu

Sous-section 1 : De l'organisation des tribunaux de grande instance

Agahimba k'agace ka 1. Ingene sentare nkuru z'igihugu zitunganijwe

Article 24

Chaque tribunal de grande instance comprend un président, un vice-président, autant de juges et d'agents de l'ordre judiciaire que de besoin.

Ingingo ya 24

Sentare nkuru y'igihugu imwimwe yose igizwe n'umukuru wa sentare, icegera c'umukuru wa sentare, abacamanza n'abakozi bo mu rwego rw'ubutungane atari abacamanza igitigiri cabo kikavana n'ababa bakenewe.

Article 25

Le siège du tribunal de grande instance en matière civile est composé d'un juge unique assisté d'un officier du Ministère public et d'un greffier.

Ingingo ya 25

Intahe ya sentare nkuru y'igihugu mu manza z'amatati igizwe n'umucamanza umwe afashwa n'Umushikirizamanza hamwe n'umwanditsi w'imanza.

Le siège du tribunal de grande instance en matière pénale est composé :

Intahe ya Sentare nkuru y'igihugu mu manza z'ivyaha igizwe na:

1° d'un juge unique assisté d'un officier du Ministère public et d'un greffier pour les délits et les contraventions ;

1° Umucamanza umwe rudende afashwa n'Umushikirizamanza hamwe n'umwanditsi w'imanza ku vyaha bisanzwe no ku vyaha bitoyi;

2° d'un président et de deux juges assistés d'un officier du Ministère public et d'un greffier pour les crimes dans le respect des équilibres ethniques et de genre.

2° Umukuru wa sentare n'abacamanza babiri bagafashwa n'umushikirizamanza hamwe n'umwanditsi w'imanza ku vyaha bikomeye batorwa hubahirijwe ko ubwoko n'ibitsina biserukirwa ku rugero rukwiye.

En cas de besoin, le président de la juridiction assume des juges des tribunaux de résidence du ressort du tribunal de grande instance pour compléter le siège.

Mu gihe bikenewe, umukuru wa Sentare arikora ku bacamanza ba Sentare y'intango ikukira Sentare nkuru y'igihugu kugira igitigiri c'abakenewe gusasa mu ntahe gikwire.

Article 26

Un tribunal de grande instance comprend les chambres ordinaires.

Ingingo ya 26

Sentare nkuru y'igihugu igizwe n'ibisata bine bisanzwe.

Il est créé une chambre anti-corruption dans chaque tribunal de grande instance à l'exception des tribunaux de grande instance du ressort de la Mairie de Bujumbura.

Harashizweho igisata kijejwe kugwanya igiturire muri sentare nkuru z'igihugu zose.

Le tribunal de grande instance peut aussi comprendre une ou plusieurs autres chambres spécialisées.

Sentare nkuru y'igihugu irashobora kandi kuba irimwo igisata kimwe canke vyinshi bijejwe imanza kanaka.

Une ordonnance du Ministre ayant la justice dans ses attributions détermine la composition, l'organisation et le fonctionnement de ces chambres.

Itegeko ry'umushikiranangaji ajejwe Ubutungane riratomora abagize ivyo bisata n'ingene bikora.

Sous-section 2 : De la compétence des tribunaux de grande instance

Agahimba k'agace ka 2. Ububasha bwa sentare nkuru z'igihugu

Paragraphe 1 : De la compétence répressive des tribunaux de grande instance

Agahimba ka mbere. Ububasha bwa sentare nkuru z'igihugu ku manza z'ivyaha

Article 27

Les tribunaux de grande instance connaissent de toutes les infractions dont la compétence matérielle ou territoriale n'est pas attribuée à une autre juridiction.

Ingingo ya 27

Sentare nkuru z'igihugu zica imanza zose z'ivyaha zerekeye ibintu kandi zo mu karere ata yindi sentare ibifitiye ububasha.

Les tribunaux de grande instance connaissent en outre, en cas de connexité, des infractions commises par les militaires y compris les officiers revêtus d'un grade inférieur à celui de major.

Izo sentare ziraca kandi imanza z'ivyaha vyakozwe n'abasirikare harimwo n'intwazangabo zifise ipete riri muni y'irya majoro mu gihe babikoranye n'abanyagihugu basanzwe.

Article 28

En matière répressive, les tribunaux de grande instance connaissent de l'appel des jugements rendus par les tribunaux de résidence de leur ressort.

Ingingo ya 28

Mu manza z'ivyaha, sentare nkuru z'igihugu zakira imanza zungurujwe zaciwe na sentare z'intango zizikukira.

Article 29

Sur réquisition du Ministère public, les tribunaux de grande instance peuvent mettre à la disposition du Gouvernement pour une durée excédant six mois mais ne dépassant pas douze mois, tout individu majeur

Ingingo ya 29

Bisabwe n'Umushikirizamanza, sentare nkuru z'igihugu zirashobora gushikiriza Reta mu kiringo kirenga amezi atandatu ariko ntikirenge amezi icumi n'abiri, umuntu uwo ari we wese akuze afatwa n'ingingo zijanye

tombant sous l'application des dispositions sur le vagabondage, l'exploitation de la mendicité en cas de récidive.

Article 30

Les jugements répressifs rendus par les tribunaux de grande instance sont susceptibles d'opposition, d'appel et de cassation.

Toutefois, les jugements rendus en matière de délits et de contraventions ne sont pas admis en cassation.

Paragraphe 2 : De la compétence civile des tribunaux de grande instance

Article 31

Les tribunaux de grande instance connaissent de toutes les actions dont la compétence matérielle ou territoriale n'est pas attribuée à une autre juridiction.

Article 32

En matière civile, les tribunaux de grande instance connaissent de l'appel des jugements rendus par les tribunaux de résidence de leur ressort.

Article 33

Les jugements civils rendus par les tribunaux de grande instance sont susceptibles d'opposition, de tierce opposition, d'appel et de cassation.

Les jugements rendus par les tribunaux de grande instance en matière foncière ou sur des litiges d'une valeur ne dépassant pas dix millions de franc burundais ne sont pas admis en cassation.

Article 34

L'exécution des jugements faite par les tribunaux de résidence est susceptible de recours en vérification devant le tribunal de grande instance.

Un juge unique statue toutes affaires cessantes et la mesure prise est sans recours.

Ingingo ya 30

Imanza z'ivyaha zaciwe na sentare nkuru z'igihugu zirashobora gusubirishwamwo muri sentare yaziciye, kwunguruzwa canke gusambuzwa.

Ariko, imanza zaciwe zerekeye ivyaha bitobito n'ivyaha bibayabaye ntizisambuzwa.

Agahimba ka 2. Ububasha bwa sentare nkuru z'igihugu ku manza z'amatati

Ingingo ya 31

Sentare nkuru z'igihugu zica imanza zose z'amatati zerekeye ibintu kandi zo mu karere zifiseko ububasha mu gihe ata yindi sentare yazihaweko ububasha.

Ingingo ya 32

Mu vyerekeye imanza z'amatati, Sentare nkuru z'igihugu zakira imanza zungurujwe zaciwe na sentare z'intango zizikukira.

Ingingo ya 33

Ingingo z'ugukurikiza imanza zaciwe zafashwe na sentare z'intango zirashobora kwungururizwa imbere y'intaha ya sentare nkuru y'iguhugu ishashemwo umucamanza umwe.

Uwo mucamanza aca ahagarika izindi manza kugira yige urubanza ashikirijwe kandi urwo aciye ntirushobora kwunguruzwa.

Ingingo ya 34

Imanza z'amatati zaciwe na sentare nkuru z'igihugu zirashobora gusubirishwamwo muri sentare yaziciye, uwundi muntu arashobora gusaba ko zisubirwamwo kandi zirashobora kwunguruzwa no gusambuzwa.

Imanza zaciwe na sentare nkuru z'igihugu zerekeye amatongo canke amatati afise agaciro katarenga amafaranga y'amarundi imiriyoni icumi ntizisambuzwa.

Il est créé une chambre d'appel en matière administrative dans les ressorts des cours d'appel où il n'est pas établi une Cour administrative.

Une ordonnance du Ministre ayant la justice dans ses attributions détermine la composition, le fonctionnement et l'organisation de ces chambres.

Itegeko ry'Umushikiranganji ajejwe ubutungane riratomora abagize ivyo bisata, ingene bikora n'ingene bitunganijwe.

Sous-section 2 : De la compétence des cours d'appel

Agahimba k'agace ka 2. Ububasha bwa sentare nkuru zisubiramwo

Paragraphe 1 : De la compétence répressive des cours d'appel

Agahimba ka 1. Ububasha mpanavyaha bwa sentare nkuru zisubiramwo

Article 38

Les cours d'appel connaissent de l'appel des jugements rendus au premier degré par les tribunaux de grande instance.

Ingingo ya 38

Sentare nkuru zisubiramwo zakira imanza zungurujwe zaciwe ku rugero rwa mbere na sentare nkuru z'igihugu.

Article 39

Les cours d'appel connaissent au premier degré des infractions commises par les personnes ci-après :

Ingingo ya 39

Sentare nkuru zisubiramwo zica imanza ku rugero rwa mbere z'ivyaha vyakozwe n'abantu bakurikira :

- | | |
|--|---|
| 1° un magistrat de carrière en activité ou en détachement ayant le rang du magistrat du tribunal de résidence, du tribunal de grande instance ou du parquet de la République ; | 1° Umucamanza yabigize umwuga akiri mu kazi canke yarungitswe kurangura ayandi mabanga wo ku rugero rw'umucamanza wo muri sentare y'intango, uwo ku rugero rwo muri sentare nkuru y'igihugu canke urwo muri Paraki y'igihugu; |
| 2° un magistrat du tribunal militaire et de l'auditorat militaire ; | 2° Umucamanza wo muri sentare ya gisirikare n'uwo muri Paraki ya gisirikare; |
| 3° un administrateur communal ; | 3° Musitanteri; |
| 4° tout fonctionnaire public nommé par décret autres que ceux qui sont justiciables de la Cour suprême ; | 4° Umukozi wese wa Reta yagenywe n'Itegeko ry'Umukuru w'igihugu kiretse abashobora gucirirwa imanza na Sentare ntahinyuzwa; |
| 5° un officier supérieur de police ; | 5° Intwazangabo nkuru yo mu rwego rw'ukwivuna abansi n'urwo umutekano ; |
| 6° un avocat régulièrement inscrit au barreau. | 6° Umushingwamanza yiyandikishije hisunzwe amategeko mu rwego rw'abashingwamanza; |

Les cours d'appel connaissent, en cas de connexité, des infractions commises par les magistrats des tribunaux militaires, de l'auditorat militaire et les officiers supérieurs de la Force de Défense Nationale.

Article 40

Les dispositions de l'article 39 de la présente loi organique sont applicables à toutes les infractions commises pendant l'exercice des fonctions qu'elles soient ou non en rapport avec celles-ci ou si les personnes concernées y accèdent postérieurement au fait qui leur est reproché.

Après la cessation des fonctions, elles continuent à bénéficier du privilège de juridiction pour les faits en rapport avec lesdites fonctions.

Article 41

Les arrêts rendus par la cour d'appel en matière répressive sont susceptibles d'opposition, d'appel et de cassation.

Paragraphe 2 : De la compétence civile des cours d'appel

Article 42

Les cours d'appel connaissent de l'appel des jugements rendus au premier degré par les tribunaux de grande instance et les tribunaux du travail de leur ressort.

Elles connaissent également en dernier ressort de l'appel contre les décisions rendues par les tribunaux de grande instance en matière d'exequatur.

Article 43

Les cours d'appel connaissent en premier et dernier ressort des prises à partie dirigées contre les magistrats à l'exception de ceux qui sont justiciables devant la Cour suprême.

Article 44

Les mesures provisoires et les recours contre l'exécution des jugements pris au premier degré par les tribunaux de grande instance et les tribunaux du travail sont susceptibles d'appel devant un juge unique de la

Sentare nkuru zisubiramwo zica imanza z'ivyaha vyakozwe n'abacamanza bo muri sentare ya gisirikare n'abo muri Paraki ya gisirikare n'intwazangabo nkuru zo mu rwego rw'ukwivuna umwansi n'urwo umutekano.

Ingingo ya 40

Ibitegekanijwe mu ngingo ya 39 birakurikizwa ku vyaha vyose vyakozwe n'abantu mu gihe bariko barangura amabanga bajejwe ivyo vyaha vyaba bifitaniye canke bidafitaniye isano n'ayo mabanga canke iyo abo bantu bagiye muri ayo mabanga icaha bagirizwa caramaze gukorwa.

Bavuye muri ayo mabanga, babandanya bafise uburenganzira bwo kudacirirwa urubanza na sentare iyo ari yo yose ku vyaha bifitaniye isano n'ayo mabanga.

Ingingo ya 41

Imanza zaciwe na Sentare nkuru isubiramwo zirashobora gusubirishwamwo muri sentare yaziciye, kwunguruzwa canke gusambuzwa.

Agahimba ka 2 : Ububasha bwa Sentare nkuru isubiramwo ku manza z'amatati

Ingingo ya 42

Sentare nkuru zisubiramwo zakira imanza zaciwe ku rugero rwa mbere na sentare nkuru z'igihugu na sentare z'akazi ziri mu karere zikoreramwo.

Sentare nkuru zisubiramwo zirakira kandi ku rugero rwa nyuma imanza zungurujwe zitwarira ingingo zafashwe na sentare nkuru z'igihugu mu bijanye n'ikurikizwa ry'imanza zaciriwe mu mahanga.

Ingingo ya 43

Sentare zisubiramwo zica ku rugero rwa mbere kandi ari na rwo rwa nyuma imanza z'abitwarira abacamanza kiretse abacamanza bafise iteka ryo kuburanira imbere ya Sentare ntahinyuzwa.

Ingingo ya 44

Ingingo mfatakibanza n'ugusubirishamwo ingingo zo gukurikiza imanza zafashwe ku rugero rwa mbere na sentare nkuru z'igihugu hamwe na sentare z'akazi zirashobora kwungururizwa mu ntahe ishashemwo

cour d'appel. Le juge statue toutes affaires cessantes et la mesure prise est sans recours.

Article 45

Les arrêts civils rendus par les cours d'appel sont susceptibles d'opposition, de tierce opposition et de cassation.

CHAPITRE III : DES JURIDICTIONS SPECIALISÉES

Section 1 : Des tribunaux du travail

Sous-section 1 : De l'organisation des tribunaux du travail

Article 46

Chaque tribunal du travail comprend un président, un vice-président, autant de juges et d'agents de l'ordre judiciaire que de besoin.

Article 47

Le siège du tribunal du travail est composé d'un président, magistrat de carrière, d'un assesseur travailleur et d'un assesseur employeur assistés d'un greffier et avec le concours d'un officier du Ministère public, s'il est expressément requis par le président de la juridiction.

Article 48

Les assesseurs des tribunaux du travail sont nommés par ordonnance du Ministre ayant la justice dans ses attributions sur proposition des organisations les plus représentatives des travailleurs et employeurs après avis du Ministre ayant le travail dans ses attributions.

Article 49

Les tribunaux du travail connaissent :

1° des contestations individuelles ou collectives nées à l'occasion du travail entre les travailleurs et leurs

umucamanza umwe wo muri Sentare nkuru isubiramwo. Uwo mucamanza aca ahagarika izindi manza kugira yige urubanza ashikirijwe kandi urwo aciye ntirushobora kwunguruzwa.

Ingingo ya 45

Imanza z'amatazi zaciwe na sentare nkuru zisubiramwo zirashobora gusubirishwamwo muri sentare yaziciye, uwundi muntu arashobora gusaba ko zisubirwamwo kandi zirashobora kwunguruzwa no gusambuzwa.

IGICE CA III. IVYEREKEYE SENTARE ZIDASANZWE

Agace ka 1: Sentare z'akazi

Agahimba ka mbere. Ingene sentare z'akazi ziringanijwe

Ingingo ya 46

Sentare y'akazi imwimwe yose igizwe n'umukuru wa sentare, icegera c'umukuru wa sentare n'abacamanza n'abakozi bo mu rwego rw'ubutungane atari abacamanza igitigiri cabo kikavana n'ibiba bikenewe.

Ingingo ya 47

Intahe ya sentare y'akazi igizwe n'umukuru w'intahe ategerezwa kuba ari umucamanza yabigize umwuga, umufasha w'umucamanza muri sentare aserukira abakozi, n'umufasha w'umucamanza muri sentare aserukira umukoresha bari kumwe n'umwanditsi w'imanza bagafashwa n'umushikirizamanza, iyo yasabwe n'umukuru w'iyo sentare mu buryo butomoye.

Ingingo ya 48

Abafasha b'abacamanza muri sentare z'akazi bagenwa n'itegeko nshikiranganji ry'Umushikiranganji ajejwe ubutungane abashikirijwe n'amashirahamwe aserukira abakozi n'abakoresha afise abanywanyi benshi Umushikiranganji ajejwe akazi abanje kugira ico abivuzeko.

Ingingo ya 49

Sentare z'akazi zica :

1° Amatazi yerekeye umukozi umwumwe ukwiwe canke ayerekeye abakozi bose aturutse ku kazi ari

employeurs relatives aux contrats de travail ou d'apprentissage, aux conventions collectives ou aux décisions administratives qui en tiennent lieu;

hagati y'abakozi n'abakoresha yerekeye amasezerano y'akazi canke ay'ukwimenyereza akazi ,amasezerano abakozi bagiranira n'abakoresha , canke ingingo ziba zafashwe n'umukoresha ziyasubirira ;

2° des contestations nées entre les établissements de sécurité sociale, les travailleurs et les employeurs, concernant l'exécution de la législation sur la sécurité sociale sans préjudice, toutefois, des dispositions de cette législation en ce qu'elles portent d'institution de commissions spécialement compétentes pour connaître de certaines catégories particulières de contestations.

2° Amatati yadutse hagati y'amashirahamwe ategekaniriza kazoza abakozi n'abakoresha yerekeye ikurikizwa ry'amategeko agenga ibijanye n'ugutegekaniriza kazoza abakozi hatirengagijwe ingingo z'iri tegeko mu vyerekeye ishirwaho ry'imigwi ifise ububasha budasanzwe bwo gutatura ubwoko bumwebumwe bw'amatati bufise ico bwisangije ;

Article 50

Les jugements rendus par les tribunaux du travail sont susceptibles d'appel devant la cour d'appel de leur ressort.

Ingingo ya 50

Imanza z'amatati ziciwe na sentare z'akazi zirashobora kwungururizwa muri sentare nkuru isubiramwo yo mu karere izo manza zaciriwemwo.

Article 51

Dans les ressorts des tribunaux de grande instance où il n'est pas créé de tribunal du travail, les actions relevant de sa compétence sont jugées par les tribunaux de grande instance qui statuent en matière sociale, à l'exception des tribunaux de grande instance ayant leurs sièges respectivement en Mairie de Bujumbura et à Gitega.

Ingingo ya 51

Mu turere dukukira sentare nkuru z'igihugu hatarashingwa sentare y'akazi, imanza iyo sentare ifitiye ububasha zicibwa na sentare nkuru z'igihugu zisasa mu manza zerekeye ugutegekaniriza kazoza abakozi kiretse sentare nkuru z'igihugu zikorera mu Gisagara ca Bujumbura.

Article 52

Le juge statuant en matière sociale connaît également des infractions à la législation du travail, à la législation sur la sécurité sociale et à leurs mesures d'exécution.

Ingingo ya 52

Umucamanza aca imanza zerekeye ugutegekaniriza kazoza abakozi araca kandi imanza zijanye n'ivyaha vyo kurenga amategeko y'akazi, amabwirizwa agenga ugutegekaniriza kazoza abakozi hamwe n'ingingo zo kuyashira mu ngiro.

Section 2 : Des juridictions de commerce

Sous-section 1 : Du tribunal de commerce

Paragraphe 1 : De l'organisation du tribunal de commerce

Article 53

Le tribunal de commerce comprend un président, un vice-président, autant de juges et d'agents de l'ordre judiciaire que de besoin.

Article 54

Le siège du tribunal de commerce est composé d'un président, magistrat de carrière, d'un juge et d'un assesseur, assistés d'un greffier et d'un officier du Ministère public près le tribunal de grande instance s'il est expressément requis par le président de la juridiction.

Article 55

Les assesseurs du tribunal de commerce sont nommés par ordonnance du Ministre ayant la justice dans ses attributions sur proposition de la chambre fédérale de commerce et d'industrie en matière de commerce après avis du Ministre ayant le commerce dans ses attributions.

Article 56

Pour être nommé assesseur du tribunal de commerce, le candidat doit remplir les conditions suivantes :

1° avoir, pendant cinq ans au moins avec honneur, exercé le commerce ou participé soit à la gestion d'une société commerciale ayant son principal établissement au Burundi, soit à la direction d'une organisation professionnelle ou interprofessionnelle représentative du commerce ou de l'industrie;

2° n'avoir pas été condamné comme auteur ou complice d'une infraction contre les propriétés, la

Agace ka 2. Sentare z'ubudanzaji

Agace k'agace ka 1. Ibijanye na sentare z'ubudandaji

Agahimba k'agace ka 1. Ingene sentare z'ubudandaji ziringanijwe

Ingingo ya 53

Sentare y'ubudandaji igizwe n'umukuru wa sentare, icegera c'umukuru wa sentare, abacamanza hamwe n'abakozi bo mu butungane atari abacamanza igitigiri cabo kikavana n'ababa bakenewe.

Ingingo ya 54

Intahe ya sentare y'ubudandaji igizwe n'umukuru w'intahe ategerezwa kuba ari umucamanza yabigize umwuga, umucamanza n'umufasha w'umucamanza bari kumwe n'umwanditsi w'imanza n'umushikirizamanza akukira sentare nkuru y'igihugu iyo yasabwe n'umukuru wa sentare.

Ingingo ya 55

Abafasha b'abacamanza ba sentare y'ubudandaji bagenwa n'itegeko ry'umushikiranganji ajejwe ubutungane abishikirijwe n'lgisata c'ubudandaji n'amahinguriro mu bijanye n'ubudandaji, Umushikiranganji w'ubudandaji amaze kugira ico abivuzeko.

Ingingo ya 56

Kugira umuntu ashobore kugenwa ngo abe umufasha w'umucamanza muri Sentare y'ubudandaji, ategerezwa kuba akwije ibi bikurikira:

1° Kuba, mu myaka itanu n'imiburuburi, yararanguranye iteka umwuga w'ubudandaji canke yaragize uruhara mw'itunganywa ry'ishirahamwe ry'ubudandaji rifise icicaró gikuru mu Burundi, canke mu buyobozi bw'ishirahamwe ryerekeye umwuga w'ubudandaji canke irihuza amashirahamwe menshi y'ubudandaji canke y'amahinguriro afise abanywanyi benshi ;

2° Kuba atigeze ahanwa nk'uwakoze icaha we nyene ubwiwe canke yifadikanije n'abandi mu kwambura

foi publique, l'ordre public ou l'économie nationale;

amatungo, kubuza abanyagihugu kwizigira ibimenyetso vyashinzwe na Reta kandi vyemewe na bose no mu guhungabanya umutekano w'abanyagihugu canke ubutunzi bw'igihugu;

3° n'avoir pas été déclaré en faillite ou condamné pour banqueroute.

3° Kuba atigeze atangazwa ko yahomvye canke yarahanywe kubera yahomvye.

Article 57

Sont considérés comme participant à la gestion d'une société commerciale :

Ingingo ya 57

Abafatwa ko bagize uruhara mw'itunganywa ry'ishirahamwe ry'ubudandaji ni:

1° s'il s'agit d'une société en commandite simple, les associés commandités ;

1° Abadandaza basangiye ishirahamwe n'abatari abadandaza, abadandaza bo nyene basangiye ishirahamwe;

2° s'il s'agit d'une société en nom collectif, les associés ;

2° Abasangiye ishirahamwe, iyo ari ishirahamwe ry'abadandaza basukiraniye imitahe ;

3° s'il s'agit d'une société civile, d'une société de personnes à responsabilité limitée, d'une société anonyme, d'une société à participation publique, d'une société coopérative et d'une société unipersonnelle, les administrateurs ou les gérants ;

3° Abari mu rwego nshingwantwaro canke abajewe gutunganya ishirahamwe, iyo ari amashirahamwe adaharanira inyungu z'amafaranga, amashirahamwe abayasangiye babazwa imyenda yayo ku rugero rw'imitahe bayashizemwo, amashirahamwe ata bo yitirirwa, amashirahamwe Reta ifisemwo imitahe, amashirahamwe amakoperative hamwe n'amashirahamwe agizwe n'umuntu umwumwe;

4° les membres du personnel de ces sociétés exerçant une fonction de direction au sein de l'entreprise.

4° Abakozi b'ayo mashirahamwe barangura imirimo y'ubuyobozi mw'ishirahamwe.

Article 58

Sont considérés comme participant à la direction d'une organisation professionnelle ou interprofessionnelle les administrateurs, les gérants et toute personne exerçant à titre permanent une fonction de direction au sein de ladite organisation.

Ingingo ya 58

Abafatwa ko bafise uruhara mu buyobozi bw'ishirahamwe ry'abakora umwuga w'ubudandaji canke irihuza amashirahamwe menshi y'ubudandaji ni abari mu rwego nshingwantwaro, abajewe gutunganya ishirahamwe n'abandi bantu bose mu kazi kabo ka misi yose barangura amabanga y'ukurongora iryo shirahamwe.

Article 59

Par dérogation à l'article 54 de la présente loi organique, en cas d'empêchement d'un assesseur,

Ingingo ya 59

Hirengagijwe ibitegekanijwe mu ngingo ya 54 y'iri bwirizwa, mu gihe umufasha w'umucamanza yafatiriwe

celui-ci est remplacé par un magistrat de carrière désigné par le président de la juridiction.

asubirirwa n'umucamanza yabigize umwuga agenwa n'umukuru wa sentare y'ubudandaji.

Paragraphe 2 : De la compétence du tribunal de commerce

Agahimba 2. Ububasha bw'amasentare y'ubudandaji

Article 60

Le tribunal de commerce connaît en premier ressort :

Ingingo ya 60

Sentare y'ubudandaji ica ku rugero rwa mbere imanza zerekeye :

1° des contestations entre commerçants relatives aux actes commerciaux ou réputés commerciaux par la loi et qui ne sont pas de la compétence d'autres tribunaux ;

1° Amatati hagati y'abadandaza yerekeye ibikorwa vy'ubudandaji canke ibifatwa nk'ivyo hisunzwe amategeko mu gihe ata zindi sentare zibifitiye ububasha ;

2° des contestations relatives aux effets de commerce.

2° Amatati yerekeye inzandiko z'ubudandaji zemeza imyenda.

Article 61

Le tribunal de commerce connaît, même lorsque les parties ne sont pas commerçantes :

Ingingo ya 61

Sentare y'ubudandaji iraca imanza zerekeye ibi bikurikira no mu gihe ababuranyi atari abadandaza :

1° des contestations entre associés, entre administrateurs, entre administrateurs et associés, entre commissaires et administrateurs, entre commissaires et associés, entre liquidateurs, entre liquidateurs et associés, entre associés, administrateurs, commissaires ou liquidateurs et réviseurs d'entreprise ;

1° Amatati yadutse hagati y'abasangiye ishirahamwe, hagati y'abari mu rwego nshingwantwari, hagati y'abari mu rwego nshingwantwari n'abasangiye ishirahamwe, hagati y'abagenduzi b'amakonte n'abari mu rwego nshingwantwari, hagati y'abagenduzi b'amakonte n'abasangiye ishirahamwe, hagati y'abajejwe guheraheza ishirahamwe ryahomvye, hagati y'abajejwe guheraheza ishirahamwe n'abarisangiye, abari mu rwego nshingwantwari, abagenduzi b'amakonte canke abajejwe guheraheza ishirahamwe ryahomvye n'abajejwe guhinyuza isuzuma ryakozwe mw' ishirahamwe;

2° de tout ce qui concerne les faillites et les concordats y relatifs conformément aux dispositions du Code de commerce ;

2° Ivyo vyose vyerekeye uruhombo rw'ishirahamwe n'amasezerano yo kurizamura hisunzwe ibitegekanijwe mu Gitabu c'amategeko agenga ubudandaji;

3° des demandes relatives aux appellations d'origine ;

3° Imburano zerekeye amazina nkomoko y'ibidandazwa ;

- 4° des actions en rectification ou en radiation d'inscription au registre de commerce ; 4° Imanza zerekeye uguhindura canke ugufuta ivyanditswe mu gitabu c'ubudandaji ;
- 5° des demandes aux fins de nomination de commissaires ayant pour mission de vérifier les livres et les comptes des sociétés commerciales ; 5° Imburano kugira hagenwe abagenduzi b'amakonte bajewe guhinyuza ibiri mu bitabu n'amakonte y'amashirahamwe y'ubudandaji ;
- 6° des demandes en matière maritime et fluviale, notamment de l'examen des créances à l'occasion d'une répartition des deniers provenant de l'adjudication d'un bâtiment saisi ; 6° Imburano zerekeye ibidandazwa bicishwa mu biyaga no mu nzuzi, nk' ukwihweza imyenda yatanzwe igihe c'ukugabangana amafaranga avuye mw'igurishwa biciye mw'ihiganwa ry'ubwato bwafashwe;
- 7° des contestations liées au bail commercial. 7° Amatati yerekeye ugukota ikigikoreshwa mu rudandazwa.

Article 62

Les jugements rendus par le tribunal de commerce sont susceptibles d'appel.

Ingingo ya 62

Imanza zicibwa na sentare y'ubudandaji zirashobora kwunguruzwa.

Article 63

Dans les ressorts des tribunaux de grande instance où il n'est pas encore créé de tribunal de commerce, les actions relevant de sa compétence sont jugées par la chambre commerciale du tribunal de grande instance, à l'exception des tribunaux de grande instance ayant leurs sièges en Mairie de Bujumbura.

Ingingo ya 63

Mu turere dukukira sentare nkuru z'igihugu tutarashingwamwo sentare y'ubudandaji, imanza iyo sentare ifitiye ububasha zicibwa n'igisata ca sentare nkuru y'igihugu gisasa mu manza zerekeye ubudandaji kiretse sentare nkuru z'igihugu zikorera mu Gisagara ca Bujumbura.

Article 64

Le juge statuant en matière commerciale connaît également des infractions liées à la législation commerciale ainsi qu'à leurs mesures d'exécution.

Ingingo ya 64

Umucamanza asasa mu manza zerekeye ubudandaji araca kandi imanza z'ivyaha zerekeye ukurenga ku mategeko y'ubudandaji no ku ngingo ziyashira mu ngiro.

Sous-section 2 : De la Cour d'appel de commerce

Agace ka 2. Sentare nkuru zisubiramwo zica imanza zerekeye ubudandaji

Paragraphe 1 : De l'organisation de la Cour d'appel de commerce

Agahimba ka mbere. Ingene Sentare nkuru zisubiramwo zica imanza zerekeye ubudandaji ziringanijwe

Article 65

La Cour d'appel de commerce comprend un président, un vice-président, autant de juges et d'agents de l'ordre judiciaire que de besoin.

Ingingo ya 65

Sentare nkuru isubiramwo ica imanza zerekeye ubudandaji igizwe n'umukuru wa sentare, icegera c'umukuru wa sentare, abacamanza, abakozi bo mu rwego rw'ubutungane atari abacamanza, igitigiri cabo kikavana n'ababa bakenewe.

Article 66

Le siège de la Cour d'appel de commerce est composé d'un président, magistrat de carrière, d'un juge et d'un assesseur assistés d'un greffier et d'un officier du Ministère public près la cour d'appel s'il est expressément requis par le président de la juridiction.

En cas d'empêchement d'un assesseur, celui-ci est remplacé par un magistrat de carrière désigné par le président de la juridiction.

Paragraphe 2 : De la compétence de la Cours d'appel de commerce**Article 67**

La Cour d'appel de commerce connaît de l'appel des jugements rendus au premier degré par le tribunal de commerce ou par les tribunaux de grande instance statuant en matière commerciale dans leur ressort où il n'est pas encore créé le tribunal de commerce.

Les arrêts de la Cour d'appel de commerce sont susceptibles de cassation.

Section 3 : Des Cours administratives**Sous-section 1 : De l'organisation des Cours administratives****Article 68**

La Cour administrative comprend deux chambres, une chambre de premier degré et une chambre d'appel.

Article 69

La Cour administrative comprend un président et deux présidents des chambres.

Ingingo ya 66

Intahe ya Sentare nkuru isubiramwo y'ubudandaji igizwe n'umukuru w'intahe, ategerezwa kuba ari umucamanza yabigize umwuga, umucamanza n'umufasha w'umucamanza bari kumwe n'umwanditsi w'imanza n'umushikirizamanza akukira Sentare nkuru isubiramwo ica imanza zerekeye ubudandaji iyo yasabwe n'umukuru wa sentare.

Mu gihe umufasha w'umucamanza afatiriwe, asubirirwa n'umucamanza yagize ubucamanza umwuga agenywe n'umukuru wa sentare.

Agahimba 2. Ububasha bw'amasentare y'ubudandaji asubiramwo imanza

Ingingo ya 67

Sentare nkuru zisubiramwo zica imanza zerekeye ubudandaji zakira imanza zaciwe ku rugero rwa mbere na sentare zica imanza zerekeye ubudandaji canke sentare nkuru z'igihugu ziri mu karere zikoreramwo zica imanza zerekeye ubudandaji.

Imanza ziba zaciwe na ngingo zifatwa na Sentare nkuru zisubiramwo zirakira kandi ku rugero rwa nyuma imanza zungurujwe zitwarira ingingo zafashwe na sentare nkuru z'igihugu mu bijanye n'ikurikizwa ry'imanza zaciriwe mu mahanga.

Agace ka 3. Sentare isasa mu manza zerekeye Reta n'ibisata vyayo bimwebimwe

Agahimba k'agace ka 1. Ingene Sentare isasa mu manza zerekeye Reta n'ibisata vyayo bimwebimwe zitunganijwe

Ingingo ya 68

Sentare isasa mu manza zerekeye Reta n'ibisata vyayo bimwebimwe igizwe n'ibisata bibiri, igisata gica imanza ku rugero rwa mbere n'igisata c'iyungururizo.

Ingingo ya 69

Sentare isasa mu manza zerekeye Reta n'ibisata vyayo bimwebimwe igizwe n'umukuru wa sentare hamwe n'abakuru b'ibisata babiri.

Chaque chambre comprend autant de juges et d'agents de l'ordre judiciaire que de besoin.

Article 70

Le siège de la juridiction administrative est composé d'un juge unique assisté d'un officier du Ministère public près la cour d'appel et d'un greffier.

SOUS-SECTION 2 : DE LA COMPETENCE DES COURS ADMINISTRATIVES

Article 71

Les Cours administratives connaissent :

- 1° des recours en annulation pour violation des règles de fond et de procédure, pour incompétence ou pour excès de pouvoir formés contre les décisions prises en dernier ressort par les pouvoirs publics et les autorités administratives ;
- 2° des recours en interprétation, en appréciation de la légalité des décisions, des conventions ou actes de l'administration qui leur sont déferés dans le cadre de leur compétence telle que définie au littéra précédent. Elles peuvent éventuellement annuler ou accorder des dommages et intérêts en réparation du préjudice qui en a résulté ;
- 3° des recours en validité, exécution, nullité, résolution ou résiliation des contrats administratifs ;
- 4° des actions en responsabilité fondées sur une cause autre que contractuelle ou quasi-contractuelle, lorsque le dommage invoqué est imputable à un fait ou à un agissement de l'administration ou est un dommage résultant de travaux publics ;

Igisata kimwekimwe cose kigizwe n'abacamanza hamwe n'abakozi bo mu rwego rw'ubutungane atari abacamanza, igitigiri cabo kikavana n'ababa bakenewe.

Ingingo ya 70

Intahe ya sentare isasa mu manza zerekeye Reta n'ibisata vyayo bimwebimwe igizwe n'umucamanza umwe ari kumwe n'umushikirizamanza akukira sentare nkuru isubiramwo hamwe n'umwanditsi w'imanza.

Agahimba ka 2. Ububasha bwa sentare isasa mu manza zerekeye Reta n'ibisata vyayo bimwebimwe

Ingingo ya 71

Sentare isasa mu manza zerekeye Reta n'ibisata vyayo bimwebimwe zakira:

- 1° Imanza z'abitwara basaba ko hafutwa ingingo zafashwe hatubahirijwe amategeko n'ibikorikizwa mu guca urubanza, kubera sentare yazifashe itari ibifitiye ububasha canke ingingo zafashwe n'ubutegetsu bwa Reta hamwe n'abategetsu bajejwe ivyerekeye intwaro bitwaje ububasha bafise;
- 2° Imanza zisaba ko hasobanurwa, hihwezwa ko ingingo, amasezerano canke inzandiko zateguwe n'abajejwe intwaro zisunze amategeko, bikaba vyarungikiwe izo sentare kubera zibifitiye ububasha nk'uko bitomowe mu karongo ka (1°). Sentare zica imanza zerekeye Reta n'ibisata vyayo bimwebimwe zirashobora, iyo bikenewe, gufata ingingo ifuta canke itanga indishi ihuye n'agahombo kajanye n'ivyaha vyakozwe;
- 3° Imanza uwitwara asaba ko amasezerano mu bayagize harimwo Reta canke inzego z'intwaro z'intango yemezwa, ashirwa mu ngiro, agirwa impagusa, ahagarikwa canke afutwa;
- 4° Imanza zerekeye abagirizwa amakosa adafatiye ku kurenga amasezerano canke ku bifatwa nkayo mu gihe agahombo uwitwaye yagize katurutse ku gikorwa canke ku nyifato y'abajejwe intwaro canke ku bikorwa vya Reta ;

- 5° des recours contre les notations des fonctionnaires et les sanctions disciplinaires prévues par le statut général des fonctionnaires ;
- 5° Imanza umukozi wa Reta yitwara asaba ko amanota yahawe ku kazi canke ibihano yafatiwe n'abamutwara mu kazi bitegekanijwe n'amategeko agenga abakozi ba Reta bisubirwamwo;
- 6° des actions en réintégration ou en dommages et intérêts résultant de la violation du statut général des fonctionnaires ;
- 6° Imanza abitwara basaba gusubizwa mu kazi canke guhabwa indishi bivuye ku makosa y'ukutubahiriza amategeko agenga abakozi ba Reta;
- 7° des recours contre les décisions prises en matière fiscale et douanière dans les conditions fixées par la réglementation en la matière ;
- 7° Imanza abitwara basaba ko ingingo zafashwe mu bijanye n'amakori na maduwane hisunzwe ibitegekanijwe n'amategeko agenga amakori n'amaduwane zisubirwamwo;
- 8° des actions relatives aux incompatibilités attachées aux fonctions et mandats publics ;
- 8° Imanza zerekeye amakosa ajanye n'ukubangikanya imirimo ya Reta n'amabanga umuntu ajamwo atowe n'abanyagihugu;
- 9° des contestations relatives à la réquisition par l'Etat des biens mobiliers ou immobiliers ;
- 9° Amatati ajanye n'amatungo yimuka canke ayatimuka Reta yifashishije;
- 10° des contestations relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique ;
- 10° Amatati ajanye n'amatungo Reta isohoyemwo beneyo ku neza ya bose;
- 11° de l'action en remboursement exercée par l'Etat, ses démembrements ou la Commune dans le cadre de l'action récursoire.
- 11° Imanza zijanye n'ukwishuza kwa Reta n'ibisata vyayo amafaranga Reta itegerezwa kuriha uwakorewe amakosa n'uwo Reta yashinze amabanga canke ikomine amafaranga Reta itegerezwa kuriha uwakorewe amakosa n'uwo Reta yashinze amabanga.

Article 72

Dans les limites des dispositions précédentes, le juge administratif peut ordonner à l'administration et spécialement lui prescrire ou interdire de faire un acte ou une opération déterminée.

Ingingo ya 72

Hubahirijwe ingingo zihejeje kuvugwa, umucamanza wa sentare asasa mu manza zerekeye Reta n'ibisata vyayo bimwebimwe arashobora kubwiriza abajejwe intwaro na canecane kubategeka canke kubabuza gukora igikorwa kanaka.

Article 73

Le juge administratif peut, dans le dispositif de sa décision, offrir à l'administration le choix entre une réparation en nature qu'il détermine et une réparation pécuniaire.

Ingingo ye 73

Umucamanza wa sentare asasa mu manza zerekeye Reta n'ibisata vyayo bimwebimwe arashobora, mu vyo ategerekanya mu ingingo yafashe, guha abajejwe intwaro uburenganzira bwo guhitamwo indishi igizwe n'ibintu we nyene atomora canke igizwe n'amafaranga.

Article 74

Le juge administratif peut encore énoncer un certain nombre d'indications relatives à la conduite que devra suivre tel responsable de l'administration pour se conformer à ladite décision sous peine d'être personnellement condamné à des dommages et intérêts.

Article 75

Tous les litiges d'ordre individuel intéressant les fonctionnaires ou autres agents de l'administration, notamment ceux relatifs à des questions pécuniaires relèvent de la Cour administrative dans le ressort de laquelle se trouve le lieu d'affectation du fonctionnaire ou agent concerné, sous réserve des dispositions suivantes :

- 1° si la décision à l'origine du litige entraîne un changement d'affectation, la compétence est déterminée par le lieu de la nouvelle affectation ;
- 2° si la décision prononce une révocation, une mise à la retraite ou toute autre mesure entraînant une cessation définitive d'activité ou si elle concerne un ancien fonctionnaire ou agent sans affectation à la date de la décision, la compétence est déterminée par le lieu de la dernière affectation de ce fonctionnaire ou agent ou, à son choix, par le lieu de résidence au moment de la présentation de la requête introductive d'instance ou de la réception de la décision attaquée ;
- 3° si la décision a un caractère collectif et si elle concerne des agents affectés dans le ressort de plusieurs juridictions administratives, l'affaire relève de la compétence de celle dans le ressort de laquelle siège l'auteur de ladite décision.

Article 76

Les actions en responsabilité fondées sur une cause autre que contractuelle ou quasi-contractuelle relèvent :

Ingingo ya 74

Umucamanza wa sentare asasa mu manza zerekeye Reta n'ibisata vyayo bimwebimwe arashobora kandi kwerekana bimwebimwe biranga inyifato uwujewe intwaro yotegerezwa gukurikiza kugira yisunge ingingo yafashwe n' umucamanza, bitagenze uko na ho akaba ari we atangishwa indishi.

Ingingo ya 75

Imanza z'amatati yose yerekeye umukozi umwumwe wa Reta canke uwo mu gisata c'intwaro nk'ayajanye n'ibibazo vy'amafaranga zishikirizwa Sentare ica imanza zerekeye Reta n'ibisata vyayo bimwebimwe iri aho umukozi wa Reta canke umukozi vyega akorera, hatirengagijwe ingingo zikurikira :

- 1° Iyo ingingo ari yo nkomo y'amatati yatumye umukozi ahindurirwa aho akorera, ububasha bwo guca urwo rubanza butomorwa hisunzwe aho uwo mukozi arungitswe gukorera ;
- 2° Iyo ingingo ishinze ko umukozi yirukanwa mu kazi, akukuruka canke iyindi ngingo yose ituma umukozi ahagarika burundu akazi canke iyo ingingo yerekeye uwahora ari umukozi wa Reta canke uwo mu gisata c'intwaro atari bwarungikwe ahandi akorera gushika kw'igenekerezo ingingo yafatiweko, ububasha butomorwa hisunzwe aho yakoreye ubwa nyuma canke aho yaba mu gihe yatangura kwitura sentare canke mu gihe yasomerwa ingingo yitwariye igihe ari ho yahisemwo ;
- 3° Iyo ingingo yerekeye umugwi w'abakozi canke iyo yerekeye abakozi bakorera mu karere gakukira sentare nyinshi zica imanza za Reta n'ibisata bimwebiwe vyazo, sentare ifise ububasha kuri urwo rubanza ni sentare y'aho uwafashe iyo ngingo اساسامو.

Ingingo ya 76

Imanza zerekeye abagirizwa amakosa adafatiye ku kurenga amasezerano y'akazi canke afatiye ku vyumvikanyweko gusa zikurikiranwa na :

- 1° de la compétence de la juridiction administrative dans le ressort de laquelle le fait générateur s'est produit, lorsque le dommage invoqué est imputable à un fait ou à un agissement de l'administration ou résulte des travaux publics;
- 1° Sentare isasa mu manza zerekeye Reta n'ibisata bimwebimwe vyayo iri mu karere kakorewemwo ikosa, mu gihe agahombo uwitwaye yagiriwe katurutse ku gikorwa canke inyifato y'abajejwe intwara canke vyaturutse ku bikorwa vya Reta ;
- 2° de la compétence de la juridiction administrative dans le ressort de laquelle se trouve, au moment de la présentation de la requête introductive d'instance, l'auteur ou le premier des auteurs de la demande s'il est une personne physique, ou son siège s'il est une personne morale, dans tous les autres cas.
- 2° Sentare isasa mu manza zerekeye Reta n'ibisata bimwebimwe vyayo iri mu karere uwitwaye canke uwa mbere mu bitwaye yarimwo mu gihe yatangura kwitura sentare igihe ari umuntu, canke icicaro igihe ari ishirahamwe, mu bindi bihe vyose.

Article 77

Dans les ressorts des cours d'appel où il n'est pas établi une Cour administrative, les actions relevant de la compétence de celle-ci sont jugées au premier et au second degré par les chambres administratives des cours d'appel statuant en matière administrative, à l'exception des cours d'appel ayant leurs sièges à Gitega et en Mairie de Bujumbura.

Ingingo ya 77

Mu turere dukukira sentare nkuru zisubiramwo tutarashingwamwo sentare isasa mu manza zerekeye Reta n'ibisata bimwebimwe vyayo, imanza iyo sentare ifitiye ububasha zicibwa ku rugero rwa mbere n'ibisata vya sentare nkuru zisubiramwo zisasa mu manza zerekeye Reta n'ibisata bimwebimwe vyayo kiretse sentare nkuru zisubiramwo zikorera mu gisagara ca Bujumbura.

CHAPITRE IV : DES DISPOSITIONS COMMUNES A TOUTES LES JURIDICTIONS

IGICE CA IV. INGINGO RUSANGI KURI SENTARE ZOSE

Section 1 : Du personnel judiciaire des cours et tribunaux

Agace ka 1. Abakozi ba sentare zitandukanye

Article 78

Le personnel judiciaire des cours et tribunaux comprend les magistrats du siège et les agents de l'ordre judiciaire.

Ingingo ya 78

Abakozi ba sentare bagizwe n'abacamanza basasa mu ntahe hamwe n'abakozi bo mu rwego rw'ubutungane.

La catégorie des magistrats du siège comprend des magistrats de carrière exclusivement affectés à des fonctions judiciaires et des magistrats auxiliaires non exclusivement affectés à ces fonctions.

Umugwi w'abacamanza basasa mu ntahe ugizwe n'abacamanza bagize ubucamanza umwuga bakora gusa ibikorwa vyerekeye ubucamanza hamwe n'abandi bacamanza bafasha mu butungane badakora gusa uwo murimo.

Article 79

Sont magistrats de carrière, les juges affectés dans les différentes juridictions de la République à l'exception des juges stagiaires.

Ingingo ya 79

Abacamanza bagize ubucamanza umwuga ni abacamanza bakorera muri sentare zitandukanye z'igihugu kiretse abacamanza bacimenyereza akazi.

Sont également magistrats de carrière, les magistrats du siège détachés ou affectés auprès de l'administration centrale du Ministère ayant la justice dans ses attributions, auprès des administrations personnalisées relevant du ministère ayant la justice dans ses attributions, auprès d'autres services de l'Etat ou d'une organisation régionale ou internationale.

Article 80

Sont magistrats auxiliaires :

- 1° les membres non permanents de la Cour constitutionnelle;
- 2° les assesseurs près les tribunaux du travail;
- 3° les assesseurs près les juridictions de commerce.

Article 81

Les magistrats auxiliaires restent soumis aux statuts de leurs fonctions principales.

Néanmoins, lorsqu'ils exercent la fonction judiciaire, ils sont soumis au régime disciplinaire des magistrats de carrière.

Article 82

Sont agents de l'ordre judiciaire près les cours et tribunaux :

- 1° les greffiers chefs, greffiers, les commis greffiers et commis des juridictions ;
- 2° les huissiers de carrière près toutes les juridictions de la République ainsi que les huissiers indépendants.

L'organisation et le fonctionnement de la profession d'huissiers de justice indépendants sont régis par une loi particulière.

Abandi babigize ubucamanza umwuga ni abacamanza bashinzwe canke bahawe ayandi mabanga mu Bushikiranganji bw'ubutungane, mu bisata vyitunganiriza ibijanye n'intwari n'ikigega bikukira Ubushikiranganji bw'ubutungane, mu bindi bisata vya Reta canke mw'ishirahamwe ry'ibihugu Uburundi buherereyemwo canke mpuzamakungu.

Ingingo ya 80

Abacamanza bafasha mu butungane ni aba bakurikira:

- 1° Abacamanza ba Sentare yubahiriza Ibwirizwa Shingiro bafise ayandi mabanga babangikanije n'ayo;
- 2° Abacamanza bafasha muri Sentare z'akazi;
- 3° Abacamanza bafasha muri Sentare z'ubudandaji.

Ingingo ya 81

Abacamanza bafasha baguma bagengwa n'amategeko yo mu kazi kabo nyamukuru.

Ariko, igihe bashinzwe amabanga y'ubucamanza, bagengwa n'amategeko agenga abacamanza bagize ubucamanza umwuga.

Ingingo ya 82

Abakozi bo mu rwego rw'ubutungane atari abacamanza ni aba :

- 1° Abanditsi b'imanza bakuru, abanditsi b'imanza, abanditsi bafasha abanditsi b'imanza n'abakarani ba sentare ;
- 2° Abamenyeshamanza bagize ukumenyeshana imanza umwuga ba sentare zose za Repuburika hamwe n'abakurikizamanza bigenga.

Ingene umwuga w'abakurikizamanza bigenga utunganyijwe n'ingene ukorwa bigengwa n'ibwirizwa rivyerekeye.

Article 83

Le Ministre ayant la justice dans ses attributions peut désigner des huissiers **auxiliaires** parmi les fonctionnaires des administrations publiques.

Leur acte de désignation fixe leur compétence territoriale. Ils restent soumis au statut de leurs fonctions principales.

Le Ministre en charge de la justice ou son délégué affecte les greffiers chefs, greffiers, les commis-greffiers, les commis des juridictions et les huissiers.

Article 84

Le greffier assiste le juge dans tous les actes et dresse les procès-verbaux de son ministère. Il les signe avec lui.

Article 85

Le greffier garde les minutes, registres et tous actes de la juridiction près laquelle il est affecté.

Il en délivre les grosses, copies, expéditions ou extraits et dresse les diverses formalités dont l'accomplissement doit être constaté.

Article 86

En cas d'absence ou d'empêchement, le greffier chef est remplacé par un greffier ou, à défaut, par un commis-greffier de la même juridiction.

Article 87

Qu'ils soient de carrière ou auxiliaires, tous les huissiers ont pour mission notamment de signifier les exploits sous la surveillance du président de la juridiction et du greffier chef, d'exécuter les décisions de justice, ordonnances et actes revêtus de la formule exécutoire, de procéder aux ventes publiques des biens meubles en matière d'exécution des jugements et arrêts.

Ingingo ya 83

Umushikiranganji ajejwe ubutungane arashobora kugena abamenyeshamanza bunganizi mu bakozi basanzwe bakora akazi ka Reta.

Urwandiko rubagena rurerekana akarere ububasha bwabo bugarukiramwo. Baguma bagengwa n'amategeko y'akazi kabo nyamukuru.

Umushikirangaji w'ubutungane canke uwo yatumye ni we arungika abanditsi b'imanza bakuru, abanditsi b'imanza, abanditsi bafasha abanditsi b'imanza hamwe n'abamenyeshamanza iyo bakorera.

Ingingo ya 84

Umwanditsi w'imanza arafasha umucamanza mu bikorwa vyose akongera akagira icegeranyo c'imirimo ashinzwe. Iyo vyegeranyo babiterako umukono bomp.

Ingingo ya 85

Umwanditsi w'imanza ni we ashingura inzandiko nkomoko zanditswe n'iminwe zaciriweko imanza, ibitabu n'ivyegeranyo vyose vy'ivyaranguwe na Sentare akoreramwo.

Aratanga amakopi y'imanza zaciwe, amakopi y'imanza, inzandiko zirimwo ingingo nkurukuru z'imanza zaciwe agakora n'urutonde rw'ibikenewe vyose bitegerezwa kugaragara ko vyakozwe.

Ingingo ya 86

Mu gihe umwanditsi w'imanza mukuru yasivye canke yafatiriwe n'ayandi mabanga, asubirirwa n'umwanditsi w'imanza canke atahari na ho agasubirirwa n'uwufasha umwanditsi w'imanza wo muri iyo sentare nyene.

Ingingo ya 87

Baba abamenyashamanza bagize ubumenyeshamanza umwuga canke abafasha b'abamenyeshamanza bafise umurimo canecane wo kumenyeshana inzandiko zirimwo ingingo nkurukuru z'imanza zaciwe bahagarikiwe n'Umukuru wa sentare hamwe n'umwanditsi w'imanza mukuru, uwo gukurikiza ingingo z'ubutungane, ingingo n'ivyemezo vy'uko zokurikizwa, uwo kugurisha icamunara

Article 88

En matière de propriétés foncières, l'exécution des jugements est assurée par les juges des tribunaux de résidence assistés d'un greffier, avec le concours des notables collinaires ou **des quartiers** en cas de besoin.

Article 89

Les greffiers peuvent faire office d'huissier lorsque la juridiction n'en est pas pourvue ou en cas d'empêchement.

Section 2: Du règlement d'ordre intérieur des cours et tribunaux**Article 90**

Le règlement d'ordre intérieur des cours et tribunaux est fixé par ordonnance du Président de la Cour suprême après approbation du Conseil supérieur de la magistrature.

Il en est de même du règlement d'ordre intérieur des greffes et du service de l'huissariat.

Article 91

Le règlement d'ordre intérieur des cours et tribunaux fixe notamment les principes relatifs :

- 1° à l'organisation et au fonctionnement des juridictions ;
- 2° à la tenue des audiences ;
- 3° à l'inscription au rôle ;
- 4° aux conclusions et plaidoiries ;
- 5° à la communication des dossiers au Ministère public ;

amatungo yimuka mu ntumbero yo gushira mu ngiro ingingo zafashwe na sentare.

Ingingo ya 88

Ku vyerekeye amatungo, ikurikizwa ry'imanza zaciwe rigirwa n' abacamanza ba Sentare z'intango, bari kumwe n'umwanditsi w'imanza bafadikanijwe n'abagize Intahe yo ku mugina igihe bakenewe.

Ingingo ya 89

Abanditsi b'imanza barashobora kurangura umurimo w'abamenyeshamanza mu gihe sentare ata mumenyeshamanza isanganywe canke mu gihe yafatiriwe.

Agace ka 2. Amategeko ntunganyabikorwa ya sentare zitandukanye

Ingingo ya 90

Amategeko ntunganyabikorwa ya sentare zitandukanye ashingwa n'ingingo y'Umukuru wa Sentare ntahinyuzwa abanje kwemezwa n'Inama nkuru y'Ubucamanza.

Ni co kimwe no ku mategeko ntunganyabikorwa agenga abanditsi b'imanza n'abamenyeshamanza.

Ingingo ya 91

Amategeko ntunganyabikorwa ya sentare zitandukanye ashingwa canecane ingingo ngenderwako zijanye na:

- 1° Ingene sentare ziringanijwe n'ingene zikora;
- 2° Ingene intahe zisasa;
- 3° Ingene imanza zishirwa ku rutonde rw'izizoburanishwa;
- 4° Ingene imburano n'ibisabwa bishikirizwa;
- 5° Ingene idosiye z'imanza zishikirizwa Ubushikirizamanza;

- 6° au contrôle hiérarchique et aux rapports mensuels et annuels ;
- 7° aux vacances judiciaires ;
- 8° à la gestion du patrimoine.
- 6° Ingene isuzuma rigirwa n'abarongoye abandi hamwe n'ivyegeranyo vyo ku kwezi ku kwezi n'ivyo ku mwaka ku mwaka;
- 7° Uburuhuko bw'abacamanza ;
- 8° Itunganywa ry'amatungo ya sentare.

Section 3: Du contrôle et de l'encadrement des juridictions

Agace ka 3. Ugusuzuma n'ugukurikirana sentare

Article 92

Chaque juridiction a un devoir de contrôle et d'encadrement sur les juridictions immédiatement inférieures.

Ingingo ya 92

Sentare imwimwe yose itegerezwa gusuzuma no gukurikirana ibikorwa vya Sentare ziyukira.

Article 93

Dans chaque juridiction, le président est chargé de l'ordre et de l'organisation du service. Il exerce cette attribution en concertation avec le vice-président et les présidents des chambres s'il échet.

Ingingo ya 93

Muri sentare imwemwe yose, Umukuru wa sentare ajejwe gutunganya no kuringaniza imirimo ya sentare. Ivyo abikora abigiye inama n'icegera c'Umukuru wa sentare n'abakuru b'ibisata vy'iyi sentare, iyo bihari.

Section 4: De l'exercice de la fonction juridictionnelle et de l'itinérance

Agace ka 4. Ingene sentare zikora n'ingene zihindura akarere zisasamwo

Article 94

Sans préjudice de règles particulières aux juridictions spécialisées, les magistrats du siège exercent leur fonction conformément à la présente loi organique, au règlement d'ordre intérieur et à l'organisation du service.

Ingingo ya 94

Hatirengagijwe amategeko agenga sentare zica imanza zerekeye igisata kanaka, abacamanza basasa mu ntahe barangura umurimo wabo bisunze iri bwirizwa ryunganira ibwirizwa Shingiro, amategeko ntunganyabikorwa hamwe n'ingingo ziringaniza akazi.

Article 95

Les juridictions peuvent siéger dans les localités de leur ressort si elles l'estiment nécessaire à la bonne administration de la justice.

Ingingo ya 95

Sentare zirashobora gusasa mu turere dukukira izo sentare iyo bikenewe ku neza y'ubutungane.

Le déplacement n'empêche pas l'exercice de la fonction juridictionnelle au siège ordinaire.

Ukuba sentare ija gusasa mu kandi karere ntibibuza ko imirimo ibandanya aho yari isanzwe isasira.

Article 96

Les magistrats du siège appelés à se déplacer sont désignés par le président de la juridiction dont ils relèvent.

Ingingo ya 96

Abacamanza barungikwa kuja gusasa mu kandi karere bagenwa n'Umukuru wa Sentare basanzwe bakoreramwo.

Article 97

Dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice, le Ministère public peut, en matière délictuelle ou criminelle, requérir la tenue d'une audience dans une autre localité déterminée.

Le président de la juridiction statue sur cette requête par ordonnance motivée non susceptible de recours.

**Section 5: Des chambres
spécialisées**

Article 98

Il peut être institué par ordonnance du Ministre **ayant la justice dans ses attributions** au sein des juridictions une ou, selon les besoins, plusieurs chambres spécialisées pour telle ou telle catégorie d'affaires.

Article 99

Les chambres instituées au sein d'une juridiction comprennent, un président, autant de juges et de greffiers que de besoin.

Article 100

La composition du siège ainsi que le rôle des affaires appelées en audience publique par une chambre sont fixés par le président de la juridiction sur proposition du président de la chambre concernée.

Article 101

Les juges affectés dans les différentes chambres spécialisées peuvent en outre dans l'intérêt du service et sur décision du président de la juridiction, juger d'autres cas introduits devant cette juridiction.

**Section 6 : De la détermination de la compétence
civile des cours et tribunaux**

Sous-section 1 : De la compétence matérielle

Article 102

En matière civile, la compétence matérielle des juridictions est déterminée par la nature et le montant de la demande.

Ingingo ya 97

Mu ntumbero y'ugutunganiriza abantu neza, Umushikirizamanza arashobora, mu manza zerekeye ivyaha bisanzwe canke bikomeye, gusaba ko imanza ziburanishirizwa ahatari mu ngoro za sentare mu karere kanaka.

Umukuru wa sentare arashinga ingingo ivyerekeye itangiwe imvo idashobora kungururizwa.

Agace ka 5. Ibisata bidasanze bikurikirana imanza kanaka

Ingingo ya 98

Harashobora gushingwa muri Sentare, biciye mw'itegeko ry'Umushikiranganji ajejwe ubutungane, igisata kimwe canke, iyo bikenewe, ibisata vyinshi bidasanze bijejwe gukurikirana imanza kanaka.

Ingingo ya 99

Ibisata bishinzwe muri sentare bigizwe n'umukuru w'ico gisata, abacamanza, hamwe n'abanditsi b'imanza, igitigiri cabo kikavana n'ibiba bikenewe.

Ingingo ya 100

Abasasa mu ntahe hamwe n'urutonde rw'imanza zizoburanishwa mu ntahe y'icese mu gisata kimwekimwe bitunganywa n'Umukuru wa Sentare abisabwe n'Umukuru w'igisata vyerekeye.

Ingingo ya 101

Abacamanza barungitswe gukorera mu bisata bidasanze bashobora kandi, ku neza y'akazi babihereye uruhusha n'Umukuru wa sentare barungitswemwo, guca n'izindi manza zitwariwe muri iyo sentare.

Agace ka 6: Ububasha bwa sentare zitandukanye mu manza z'amatati

Agahimba k'agace ka mbere. Ububasha bwa sentare mu manza zerekeye ibintu

Ingingo ya 102

Mu manza z'amatati zerekeye ibintu, ububasha bwa sentare butomorwa hafatiwe ku bwoko bw'ikintu catumye haba amatati n'igitigiri c'amafaranga asabwa.

Article 103

Les fruits, intérêts, dommages et intérêts, frais et autres accessoires ne sont ajoutés au principal que s'ils ont une cause antérieure à la demande.

Ingingo ya 103

Umwimbu, inyungu, indishi, amafaranga yakoreshejwe n'ibindi vyiyongera, vyongerwa ku casabwe nyamukuru ari uko icatumye umwimbu canke inyungu iboneka, indishi n'ayo yandi mafaranga asabwa cabaye imbere yuko urubanza rushingwa.

Article 104

Lorsqu'une demande a plusieurs chefs qui proviennent de la même cause, ceux-ci sont cumulés pour déterminer la compétence.

Ingingo ya 104

Mu gihe urubanza rufise ibirego vyinshi bivuye ku mvo imwe, ivyo birego birateranywa kugira hatomorwe sentare irufitiye ububasha.

Article 105

Lorsque la somme réclamée fait partie d'une créance plus forte qui est contestée, le montant de celle-ci détermine la compétence.

Ingingo ya 105

Mu gihe amafaranga yishuzwa ari mu bigize umwenda urengeye ayategerezwa kwishuzwa yatumye haba amatati, igitigiri c'ayo mafaranga ni co gifatirwako mu gutomora sentare ifise ububasha kuri urwo rubanza.

Article 106

Lorsqu'une demande est formée par plusieurs demandeurs ou contre plusieurs défendeurs en vertu d'un même titre, la somme totale réclamée fixe la compétence.

Ingingo ya 106

Mu gihe urubanza rurimwo abitwaye benshi canke abitwariwe benshi ku mvo imwe, igitigiri c'amafaranga yose asabwa ni co gituma hatomorwa sentare ifise ububasha kuri urwo rubanza.

Article 107

Dans les contestations sur la validité ou sur la résiliation d'un bail, la valeur du litige est déterminée en cumulant dans le premier cas, les loyers pour toute la durée du bail et, dans le second cas, les loyers à échoir.

Ingingo ya 107

Mu matati yerekeye kugumizaho canke gufuta amasezerano yo gukota, agaciro k'icatumye haba amatati gaharurwa, ku vyerekeye kugumizaho amasezerano, mu guteranya amafaranga yose yo gukota y'ikiringo cose, ku vyerekeye ifutwa ry'amasezerano naho, mu guteranya amafaranga yari ageze kurihwa.

Article 108

Dans les contestations entre le créancier et le débiteur relatives aux privilèges ou aux hypothèques, la compétence est déterminée par le montant de la créance garantie.

Ingingo ya 108

Mu matati ari hagati y'uwoheraniwe n'uwoheranye ashingiye ku burenganzira bwo kurihwa imbere y'abandi canke ku ngwati ifatiye ku matungo atimuka, ububasha bwa sentare kuri urwo rubanza butomorwa hafatiye ku gitigiri c'umwenda watangiwe ingwati.

Article 109

Lorsque les bases de calcul prévues aux articles 102 à 108 de la présente loi organique font défaut, la juridiction évalue le litige.

Ingingo ya 109

Mu gihe ibifatirwako mu guharura bitegekanijwe kuva ku ngingo ya 102 gushika ku ya 108 bitariho, sentare irashinga agaciro k'icateye amatati.

Article 110

Les demandes reconventionnelles n'exercent, quant à la compétence, aucune influence sur la demande originelle.

Ingingo ya 110

Ukwitwarira uwakwitwariye, ntaco bihindura ku rubanza rwashingishijwe ubwa mbere, mu vyerekeye ububasha bwa Sentare

Article 111

Toute juridiction peut, dans les limites de sa compétence, opérer, autoriser et valider les saisies.

Ingingo ya 111

Sentare irashobora, hubahirijwe ububasha ifise, gufata, kurekurira n'ukwemeza ifatwa ry'ibintu.

Sous-section 2 : De la compétence territoriale

Agahimba k'agace ka 2. Akarere sentare ifisemwo ububasha

Article 112

Sans préjudice des dispositions particulières et à défaut d'accord entre les parties, la juridiction du domicile du défendeur est seule compétente pour connaître de la cause.

Ingingo ya 112

Hatirengagijwe ingingo zidasanzwe zivyerekeye n'igihe ababuranyi batumvikanye, Sentare iri mu karere uwitwariwe abamwo ni yo yonyene ifise ububasha bwo guca urubanza.

Article 113

Lorsqu'il y a plusieurs défendeurs, la cause est portée, au choix du demandeur, devant la juridiction du domicile de l'un d'eux.

Ingingo ya 113

Mu gihe hari abitwariwe benshi, uwitwara ni we ahitamwo sentare ashaka iri mu karere umwe mu bitwariwe abamwo.

Article 114

Lorsqu'un domicile a été élu pour l'exécution d'un acte, l'action afférente à cet acte peut également être portée devant la juridiction du domicile élu.

Ingingo ya 114

Mu gihe hari ikibanza camenyeshajwe ko ari co kizokurikizwamwo ingingo, urubanza rujanye n'iyoyingingo rushobora kandi gushingishwa muri sentare y'aho ico kibanza kiri.

Article 115

Par dérogation aux dispositions des articles 102 à 108 de la présente loi organique, les actions sont portées devant les juridictions suivantes :

Ingingo ya 115

Hirengagijwe ibitegekanijwe mu ngingo ziva ku ya 102 gushika ku ya 108, imanza zishingishwa muri sentare zikurikira:

1° en matière mixte portant à la fois sur la contestation d'un droit réel et d'un droit personnel, devant la juridiction de la situation des lieux de la chose, du domicile ou de la résidence du défendeur ;

1° Mu vyerekeye urusukirane rw'amatati afatiye ku burenganzira ku bintu canke uburenganzira bwa muntu, muri sentare y'aho amatati yabereye canke y'aho uwitwaye aba canke iy'aho uwitwariwe afise urugo canke sentare y'aho uwitwariwe aba;

2° en matière de pension alimentaire, devant la juridiction du lieu du domicile ou de la résidence du défendeur ou du demandeur, au choix de ce dernier ;

2° Mu vyerekeye urubanza rujanye n'ugusaba ibirezo, ni muri sentare y'aho uwitwariwe afise urugo canke aho aba canke sentare y'aho uwitwaye aba mu gihe ari yo ahisemwo;

- 3° en matière de prestations de soins médicaux ou de nourriture, devant la juridiction du lieu où les soins ont été donnés ou la nourriture fournie ;
- 4° en matière de réparation de dommages, devant la juridiction du lieu où le fait dommageable s'est produit ou devant celui du domicile du défendeur, au choix du demandeur ;
- 5° en matière de fournitures, de travaux, de locations, de louages d'ouvrages ou d'industrie, devant la juridiction du lieu où la convention a été contractée ou exécutée, lorsque l'une des parties est domiciliée en ce lieu; à défaut, devant la juridiction du lieu du domicile du défendeur ;
- 6° en matière de travaux publics, devant la juridiction du lieu de la passation du marché ;
- 7° en matière de contrats dans lesquels l'Etat ou une autre collectivité publique est partie, devant la juridiction du lieu où le contrat a été signé ;
- 8° en matière de contestations relatives aux correspondances, objets recommandés et envois de valeurs déclarées et colis postaux, devant la juridiction du domicile de l'expéditeur ou devant celui du domicile du destinataire, au choix de la partie la plus diligente ;
- 9° en matière d'impôts directs et taxes, devant la juridiction du lieu où l'impôt ou la taxe est dû ;
- 10° en matière de succession, devant la juridiction du lieu où la succession est ouverte ;
- 11° en matière d'incapacité, d'émancipation, d'interdiction ou de révocation d'un tuteur, devant le tribunal du lieu d'ouverture de la succession ou du domicile de ceux qui sont frappés d'incapacité, au
- 3° Mu vyerekeye amatati afatiye ku bikorwa vy'ukuvura canke vy'ugutanga ibifungurwa, ni muri sentare y'ahabereye ivyo bikorwa vy'ubuvuzi canke ahatangiwe ibifungurwa.
- 4° Mu vyerekeye ugutanga indishi ni muri sentare y'aho igisabirwa indishi cononekariye canke muri sentare y'aho uwitwariwe afise urugo, mu gihe uwitwaye ari ho yahisemwo;
- 5° Mu vyerekeye amasezerano y'ugutanga ibidandazwa, ugukora ibikorwa, ugukotesha, amasezerano y'ugupatana ibikorwa canke ibihingurwa, ni muri sentare y'aho amasezerano yagiriwe canke yashiriwe mu ngiro mu gihe umwe mu bagiraniye amasezerano ari ho afise urugo canke mu gihe iyo sentare itahari na ho, urubanza rushingishwa muri sentare y'aho uwitwariwe afise urugo;
- 6° Mu vyerekeye ibikorwa vya Reta, ni muri sentare y'aho ibikorwa vyaranguriwe;
- 7° Mu vyerekeye amasezerano Reta canke urwego rw'intworo rwagize, ni muri sentare y'aho amasezerano yashiriweko umukono;
- 8° Mu vyerekeye amatati ajanye n'amakete yarungitswe, ibintu bicishwa mw'iposita bigatangirwa icemezo ko vyakiriwe, ibirungikwa agaciro kavyo kamenyeshewe hamwe n'imizigo icishwa mw'iposita, ni muri sentare y'aho uwarungitse ibintu afise urugo canke muri sentare y'aho uwabirungikiwe afise urugo, mu gihe uwabisavye ari yo sentare yahisemwo;
- 9° Mu vyerekeye amakori atozwa ku matungo hamwe n'amatagisi ni muri sentare y'aho ayo makori canke amatagisi bitangirwa;
- 10° Mu vyerekeye ugutorana ni muri sentare y'aho ibijanye n'ugutorana vyagiriwe;
- 11° Mu vyerekeye ugutakaza uburenganzira bw'ukuba umurezi, ugukuza umwana, ukubuza umurenzi kubandanya amabanga y'uburezi canke ukwakwa burundu ayo mabanga, ni muri sentare

choix de ceux-ci ou de leur représentant légal ; s'ils n'ont pas de domicile au Burundi, devant la juridiction du lieu du domicile du défendeur ;

yugururiwemwo ibijanye n'ugutorana canke iy'ahari urugo rw'abafatiwe iyo ngingo canke urw'abo iyo ngingo yatumye baronka akarusho mu gihe ari yo sentare bahisemwo canke uwubaserukira imbere y'amategeko ari we yayibahitiyemwo canke bataba mu Burundi na ho, ni muri sentare y'aho uwitwariwe afise urugo.

12° en matière de société, devant la juridiction du lieu du siège social ;

12° Mu vyerekeye ishirahamwe, ni muri sentare y'aho iryo shirahamwe rifise icicaro;

13° en matière de faillite, devant la juridiction du lieu du domicile ou de la dernière résidence du failli ;

13° Mu vyerekeye uruhombo, ni muri Sentare yaho uwahomvye afise urugo canke yabaye ubwa nyuma;

14° en toute autre matière commerciale, le demandeur peut, au choix, porter son action, soit devant la juridiction du domicile du défendeur, soit devant celui dans le ressort duquel l'exécution devait être effectuée ;

14° Mu zindi manza zose zerekeye ubudandaji, Uwitwaye ashobora guhitamwo gushingisha urubanza muri sentare y'aho uwitwariwe afise urugo canke muri sentare iri mu karere k'aho ingingo izofatwa izokurikirizwamwo;

15° en matière d'assurance, dans toutes les instances relatives à la fixation et au règlement des indemnités dues, devant la juridiction du domicile ou de la résidence de l'assuré, ou devant la juridiction du lieu où s'est produit le fait dommageable ;

15° Mu vyerekeye uguteganziriza impanuka, mu manza zose zijanye n'ugushinga n'ugutanga inshumbusho zitegerejwe, ni muri Sentare y'aho uwuteganzirizwa impanuka afise urugo canke aho aba canke muri sentare y'aho igisabirwa indishi cononekariye;

16° en matière d'assurance des immeubles ou de meubles par nature, la compétence est attribuée à la juridiction du lieu de la situation des objets assurés.

16° Mu vyerekeye uguteganziriza impanuka mu bijanye n'ibitumuka canke ivyimuka, ububasha buhabwa sentare y'ahari ibintu vyateganzirijwe.

Article 116

La compétence territoriale en matière sociale est déterminée ainsi qu'il suit :

Ingingo ya 116

Ububasha bwa Sentare mu karere kanaka mu vyerekeye ugutegekaniriza kazoza abakozi butomorwa uku gukurikira:

1° en matière de contrat de travail et d'apprentissage, devant le tribunal de la situation de l'établissement lorsque le travail a lieu dans un établissement ou celui du lieu où l'engagement a été contracté ou exécuté pour le travail en dehors de l'établissement ;

1° Mu vyerekeye amasezerano y'akazi n'ayo kwiga umwuga, urubanza rushingishwa muri Sentare iri mu karere ishirahamwe rikoreramwo mu gihe akazi kakorewe muri iryo shirahamwe canke muri sentare y'aho amasezerano yapfundikiwe canke yashiriwe mu ngiro mu gihe akazi kakorewe ahatari mw'ishirahamwe;

2° en matière de sécurité sociale, celui du domicile du défendeur ;

2° Mu vyerekeye ugutegekaniriza kazoza abakozi, urubanza rushingishwa muri Sentare y'aho uwitwariwe aba;

3° en matière d'accidents du travail, celui dans le ressort duquel s'est produit l'accident.

3° Mu vyerekeye amasanganya y'akazi, urubanza rushingishwa muri sentare y'aho isanganya ryabereye.

Toutefois, lorsque l'accident s'est produit dans le ressort d'un tribunal autre que celui dans lequel réside la victime, celle-ci ou ses ayants droit peuvent opter pour le tribunal de leur résidence ;

Ariko, mu gihe isanganya ryabereye mu karere gakukira sentare itari iyo aho uwagize isanganya aba, uwo yagize isanganya canke abafise uburenganzira bwo kumutorana barashobora guhitamwo sentare y'aho baba;

4° en matière de maladies professionnelles, celui de la résidence du travailleur ou de ses ayants droit.

4° Mu vyerekeye indwara ziturutse ku kazi, urubanza rushingishwa muri sentare y'aho umukozi aba canke ahaba abafise uburenganzira bwo kumutorana.

Article 117

La juridiction administrative territorialement compétente est celle :

Ingingo ya 117

Sentare ica imanza za Reta ifise ububasha mu karere kanaka ni iyo :

1° dans le ressort de laquelle a légalement son siège l'autorité qui a pris la décision attaquée ;

1° Mu karere karimwo ibiro vya sentare umutegetsyi yafashe ingingo yitwariwe akoreramwo;

2° de la résidence du demandeur ;

2° Aho uwitwaye aba ;

3° de la situation des biens ;

3° Aho amatungo aherereye;

4° du lieu de la conclusion du contrat ;

4° Aho amasezerano yagiriwe ;

5° du lieu du fait dommageable si ce fait est imputable à une décision.

5° Ahari icateye agahombo iyo kavuye ku ngingo yafashwe.

La juridiction administrative du siège de l'autorité ayant pris la décision attaquée, est également compétente pour connaître de l'action en indemnité imputable à la décision querellée, ainsi que des recours en interprétation et appréciation de la légalité de l'acte litigieux intervenant sur renvoi de l'autorité judiciaire.

Sentare isasa mu manza zerekeye Reta n'ibisata bimwebimwe vyayo yo mu karere karimwo ibiro vya sentare umutegetsyi yafashe ingingo yitwariwe akorera ifise kandi ububasha bwo guca urubanza rwerekeye indishi iturutse ku ngingo iteye amatati hamwe n'ingingo zisabirwa insiguro n'ukwihwezwa ko imanza z'amatazi zarungitswe n'umukuru wa sentare zisungamategeko.

Article 118

La juridiction administrative territorialement compétente pour connaître d'une demande principale l'est également pour toute demande accessoire, incidente ou reconventionnelle relevant de la compétence des juridictions administratives.

Ingingo ya 118

Sentare ica imanza za Reta mu karere kanaka ifise ububasha bw'ukwakira ibirego nyamukuru urubanza rushingiyeko ni yo nyene ifise ububasha bw'ukwakira ibirego vy'iyongera, ivyiyadukiza canke ivy'ukwitwarira

uwari yashingishirije uwundi biva ku bubasha bwa sentare zica imanza za Reta.

Article 119

En matière immobilière, l'action doit être portée devant la juridiction de la situation de l'immeuble.

Ingingo ya 119

Mu vyerekeye ibitimuka, urubanza rucibwa na sentare iri mu karere ivyo bitimuka birimwo.

Si l'immeuble est situé dans différents ressorts, la compétence est déterminée par la partie de l'immeuble la plus étendue.

Mu gihe ikitimuka kiri mu turere dukukira sentare nyinshi, ububasha k' urubanza buhabwa sentare irimwo igice kinini c'ico kitimuka.

Toutefois, le demandeur peut opter pour la juridiction de la partie de l'immeuble dans laquelle le défendeur a son domicile.

Ariko, uwitwara arashobora gushingisha urubanza muri sentare iri mu karere karimwo igice c'ikitimuka uwitwarirwa abamwo.

Article 120

En matière mobilière, l'action peut être portée devant la juridiction du lieu dans lequel l'obligation est née ou dans lequel elle doit être ou a été exécutée.

Ingingo ya 120

Ku vyerekeye amatungo yimuka, urubanza ruyerekeye rushobora gushingishwa muri sentare y'aho amasezerano yabereye canke aho ategerezwa gushirirwa mu ngiro canke yashiriwe mu ngiro.

Article 121

La juridiction du siège social de la société ou, à défaut, celle de son domicile élu, est seule compétente pour connaître:

Ingingo ya 121

Sentare iri mu karere ishirahamwe rifisemwo icicarwo canke, kitahari naho, sentare y'aho ishirahamwe ryitoye gukorera ni yo yonyene ifise ububasha bwo kwakira imanza zerekeye :

1° des contestations entre associés ou entre administrateurs ou gérants et associés ;

1° Amatati ari hagati y'abasangiye ishirahamwe canke ari hagati y'abagize urwego nshingwantwari canke hagati y'abajewe gutunganya ishirahamwe n'abasangiye ishirahamwe ;

2° des contestations relatives à la dissolution et à la liquidation de la société.

2° Amatati ajanye n'ugusambura ishirahamwe n'ayerekeye uguheraheza ishirahamwe ryahombye.

Article 122

Les actions dirigées contre les administrateurs, curateurs, comptables et autres mandataires commis par justice doivent être portées devant la juridiction qui les a désignés.

Ingingo ya 122

Imanza zo kwitwarira abagize urwego nshingwantwari, abajewe gutunganya urudandaza rwahombye, abajewe guharura amafaranga yinjira n'ayasohoka y'ishirahamwe n'abandi bose bagenywe n'ubutungane zitegerezwa gushingishwa muri sentare yabagenye.

Article 123

Les étrangers et les burundais qui n'ont au Burundi ni domicile, ni résidence, ni domicile élu peuvent être

Ingingo ya 123

Abanyamahanga n'Abarundi badafise urugo mu Burundi, batahaba canke batahatoye ko ari ho babarizwa barashobora kurengutswa n'umurundi

- assignés devant les juridictions burundaises, soit par un burundais, soit par un étranger, dans les cas suivants :
- canke n'umunyamahanga muri Sentare z'Uburundi mu bihe bikurikira:
- 1° lorsque le demandeur a au Burundi, un domicile ou une résidence ou s'il y a fait élection de domicile ; 1° Igihe uwitwaye afise mu Burundi urugo, ari ho aba canke ari ho yatoye ko abarizwa;
 - 2° en matière immobilière quand l'immeuble est situé au Burundi ; 2° Mu manza zerekeye ibitimuka mu gihe ikitimuka kiri mu Burundi ;
 - 3° lorsque l'obligation qui sert de base à la demande est née, a été ou doit être exécutée au Burundi ; 3° Igihe imvo nyamukuru y'urubanza yatanguriye, yabereye canke itegerezwa gukurikirizwa mu Burundi ;
 - 4° lorsque l'action est relative à une succession ouverte au Burundi ; 4° Igihe urubanza rwerekeye ugutorana rwashingishirijwe mu Burundi ;
 - 5° lorsqu'il s'agit de demandes en validité ou en main levée de saisies formées au Burundi ou de toutes autres mesures provisoires ou conservatoires ; 5° Igihe ari imanza zerekeye ukwemeza canke gukuraho ingingo yo gufatisha ibintu yafatiwe mu Burundi canke izindi ngingo zose z'imfatakibanza canke z'agateganyo;
 - 6° lorsque la demande est connexe à un procès déjà pendant devant une juridiction burundaise ; 6° Igihe ibisabwa bifitaniye isano n'urundi rubanza ruriko ruraburanishwa muri sentare yo mu Burundi ;
 - 7° lorsqu'il s'agit de faire déclarer exécutoires au Burundi des décisions judiciaires rendues ou les actes authentiques passés en pays étrangers ; 7° Igihe ari ugusaba kwemeza ko urubanza rwaciriwe mu kindi gihugu canke urwandiko rwemerejwe mu kindi gihugu rukurikirizwa mu Burundi ;
 - 8° lorsqu'il s'agit d'une contestation en matière de faillite, quand cette faillite est ouverte au Burundi ; 8° Igihe ari amatati ajanye n'uruhombo, igihe urubanza rujanye n'urwo ruhombo rwashingishirijwe mu Burundi ;
 - 9° lorsqu'il s'agit d'une demande en garantie ou d'une demande reconventionnelle, quand la demande originaire est pendante devant une juridiction burundaise ; 9° Igihe ari urubanza rusaba ko hatangwa ingwati canke ari urubanza rw'uwitwarira uwamwitwariye, urwo rubanza rw'uwitwaye ubwa mbere ruba rukiriko ruraburanishirizwa mu Burundi ;
 - 10° dans les cas où il y a plusieurs défendeurs dont l'un a son domicile ou sa résidence au Burundi ; 10° Mu gihe ari urubanza rurimwo abitwariwe benshi, umwe muri bo akaba afise urugo mu Burundi canke ari ho aba;
 - 11° quand le navire ou le bâtiment poursuivi pour des faits commis dans les eaux étrangères se trouve dans les eaux burundaises au moment de l'assignation ; 11° Mu gihe ari ubwato bukurikiranwa ku vyo bwakoze buri mu mazi yo mu kindi gihugu, bukaba buri mu mazi y'Uburundi mu gihe hatangwa umutahe w'ukuburengukisha imbere ya sentare.

12° quand l'avion poursuivi pour des faits commis dans l'espace aérien étranger se trouve dans l'espace aérien burundais au moment de l'assignation ;

13° en cas d'abordage ou d'assistance d'un navire dans les eaux étrangères pour autant que le bâtiment contre lequel les poursuites sont exercées se trouve dans les eaux territoriales burundaises au moment de l'assignation.

Article 124

Si les différentes circonstances indiquées à l'article 123 de la présente loi organique ne permettent pas de déterminer la compétence des juridictions burundaises à l'égard des étrangers, le demandeur peut saisir la juridiction burundaise du lieu où il a son domicile ou sa résidence ou de l'objet du litige.

Article 125

Les demandes en garantie et autres demandes incidentes, les interventions et les demandes reconventionnelles doivent être portées devant la juridiction saisie de la demande principale.

Toutefois, s'il apparaît, de toute évidence, que la demande initiale a été portée devant une juridiction pour traduire la partie appelée hors de la juridiction compétente, le demandeur est renvoyé à mieux se pourvoir.

Section 7: De la compétence territoriale des cours et tribunaux en matière répressive

Article 126

En matière répressive, sont compétentes les juridictions de jugement :

- 1° du lieu où l'infraction a été commise ;
- 2° du lieu du domicile ou de résidence du prévenu ;
- 3° du lieu où le prévenu a été trouvé.

12° Mu gihe ari indege ikurikiranwa ku bintu yakoze iri mu kirere co mu kindi gihugu iri mu kirere c'uburundi mu gihe hatangwa umutahe w'ukuyirengukisha imbere ya sentare.

13° Mu gihe ari ubwato bwagoganye n'ubundi canke arugufasha ubwato buri mu mazi y'ikindi gihugu igihe ubwato bukurikiranwa buba buri mu mazi y'Uburundi mu gihe hatangwa umutahe w'ukuburengukisha imbere ya sentare.

Ingingo ya 124

Iyo ibishobora gushika vyavuzwe mu ngingo ya 123 y'iri bwirizwa ryunganira ibwirizwa Shingiro bidatuma hatomorwa sentare z'Uburundi zifise ububasha bw'uguca imanza zerekeye abanyamahanga, uwitwaye arashobora kwitura sentare y'Uburundi y'aho afise urugo canke iy'aho aba, canke sentare y'aho amatati yabereye.

Ingingo ya 125

Imanza zisaba ko hatangwa ingwati n'izindi manza zivuka urubanza ruriko ruraburanishwa, abasaba kwinjira mu rubanza rwashingishijwe n'abandi hamwe n'imanza z'ukwitwarira ababitwariye, ziburamurira muri sentare yashingishijwemwo urubanza nyamukuru.

Ariko, iyo bigaragaye ko urubanza rwashingishijwe ubwa mbere muri sentare kugira harengutswe uwitwariye muri sentare atari iyo asanzwe aburaniramo, uwitwaye aca arungikwa muri sentare yategerezwa kumwitwariramwo.

Agace ka 7. Akarere sentare zifise ububasha mu manza zerekeye ivyaha

Ingingo ya 126

Mu manza zerekeye ivyaha, sentare zifise ububasha bwo guca izo manza ni izi zikurikira:

- 1° Sentare y'aho icaha cakorewe;
- 2° Sentare y'aho uwagirizwa icaha afise urugo canke aho aba;
- 3° Sentare y'aho uwagirizwa icaha yatowe;

Par dérogation aux règles de la compétence territoriale, les juridictions peuvent siéger dans la localité où sont détenus les prévenus poursuivis devant elles.

Article 127

Lorsque deux affaires, ayant le même objet et provenant de la même infraction, sont pendantes devant deux juridictions différentes, la juridiction du lieu de l'infraction sera préférée à la juridiction de la résidence du prévenu et celle-ci à la juridiction du lieu où le prévenu est arrêté.

Article 128

Lorsque plusieurs personnes sont poursuivies conjointement comme auteurs ou complices d'une infraction ou d'infractions connexes, la juridiction compétente au point de vue territorial pour juger l'infraction la plus grave, est compétente pour juger toutes les autres infractions.

Article 129

Lorsqu'une personne est poursuivie simultanément du chef de plusieurs infractions qui sont de la compétence des juridictions de rang ou de nature différents, la juridiction ordinaire du rang le plus élevé est compétente pour connaître de toutes ces infractions.

Lorsque plusieurs personnes, justiciables de juridictions de nature ou de rang différents, sont poursuivies pour une même infraction, la juridiction compétente est la juridiction ordinaire du rang le plus élevé.

Article 130

En cas d'infractions commises par un ou plusieurs militaires avec un ou plusieurs civils, la juridiction ordinaire est seule compétente.

Article 131

Lorsqu'un militaire commet simultanément une ou plusieurs infractions de droit commun et une ou plusieurs infractions militaires, la juridiction militaire est

Hirengagijwe ko sentare zifise ububasha mu karere irimwo gusa, sentare zirashobora gusasa mu kandi karere gapfungiwemwo abagirizwa ivyaha bakurikiranwa muri izo sentare.

Ingingo ya 127

Mu gihe imanza zibiri zifise intumbero imwe kandi zatewe n'ikintu kimwe, ziriko ziraburanishwa muri sentare zibiri zitandukanye, hagati ya sentare y'ahakorewe icaha na sentare y'aho uwagirizwa icaha aba, iyitorwa ngo ice urubanza ni sentare y'aho uwagirizwa icaha aba, hagati naho ya sentare y'aho uwagirizwa icaha aba na sentare y'aho uwagirizwa icaha yafatiwe canke apfungiwe hatorwa iy'aho aba.

Ingingo ya 128

Mu gihe abantu benshi bakurikiranwa nk'abakoreye hamwe icaha canke nk'abafashije mu kugikora canke mu gukora ivyaha bifitaniye isano n'icaha cakoze, sentare ifise ububasha bwo guca urubanza rwerekeye icaha gikomeye gusumba ibindi muri ako karere ni yo ifise ububasha bwo guca imanza zerekeye ibindi vyaha vyose.

Ingingo ya 129

Mu gihe umuntu umwe akurikiranwa mu gihe kimwe ku vyaha vyinshi bifitiwe ububasha na sentare zitari ku rugero rumwe kandi zitajejwe bimwe, sentare isanzwe yo ku rugero rwo hejuru ni yo ifise ububasha bwo guca izo manza zose.

Mu gihe abantu benshi bakurikiranwa ku caha kimwe ariko bategerezwa gucirwa imanza na sentare zitajejwe bimwe canke zitari ku rugero rumwe, sentare isanzwe yo ku rugero rwo hejuru ni yo ifise ububasha bwo guca urwo rubanza.

Ingingo ya 130

Mu gihe ari icaha cakoze n'umusirikare umwe canke benshi bafadikanije n'umunyagihugu asanzwe umwe canke benshi, sentare isanzwe ni yo yonyene ifise ububasha bwo guca urwo rubanza.

Ingingo ya 131

Mu gihe umusirikare akoze mu gishingo kimwe icaha kimwe canke vyinshi bijanye n'ukurenga amategeko asanzwe hamwe n'icaha kimwe canke vyinshi bijanye

seule compétente.

n'ukurenga amategeko y'igisirikare, sentare ya gisirikare ni yo yonyene ifise ububasha bwo guca urwo rubanza.

Article 132

Si une juridiction saisie d'une infraction de sa compétence constate que les faits ne constituent qu'une infraction dont la connaissance est attribuée à une juridiction d'un rang inférieur, elle disqualifie et statue sur l'action publique et sur les dommages et intérêts le cas échéant.

Ingingo ya 132

Iyo sentare yitwawe ku caha ifitiye ububasha igasanga ivyakozwe bijanye n'icaha sentare yo ku rugero rwo musu ari yo ibifitiye ububasha ica ihindura kamere k'icaha igaca ica urwo rubanza ikongera igashinga n'indishi iyo bikenewe.

Article 133

Les règles de la compétence répressive des cours et tribunaux sont d'ordre public.

Ingingo ya 133

Ingingo zaha sentare ububasha bw'uguhana ivyaha zitegerezwa gukurikizwa.

Section 8: De l'action civile résultant d'une infraction

Agace ka 8. Ugusaba indishi ku caha cakozwe

Article 134

Nonobstant les dispositions relatives à la compétence matérielle et territoriale en matière civile, l'action en réparation du dommage causé par une infraction peut être poursuivie en même temps que l'action publique et devant la même juridiction.

Ingingo ya 134

Hirengagijwe ingingo zijanye n'ububasha bwa sentare mu manza z'amatafi zerekeye ibintu mu karere ifisemwo ububasha, urubanza rwerekeye ugusaba indishi ku caha cakozwe rurashobora gukurikiranirwa rimwe n'urubanza rw'ivyaha, imbere ya sentare imwe.

Les juridictions répressives saisies de l'action publique accordent les dommages et intérêts qui peuvent être dus en vertu de la loi après constitution de la partie civile ou d'office sur demande du Ministère public et, s'il échet, après évaluation du préjudice subi par la victime à dire d'expert, à moins que la victime n'ait expressément déclaré suivre la seule voie civile.

Sentare zihana ivyaha zituwe ku rubanza rw'ivyaha ziraca indishi zishobora kuba zitegekanijwe n'amategeko mu gihe abitwaye bazisavye canke bisabwe n'Umushikirizamanza kandi, iyo zitegerezwa gutangwa, hamaze kuba igikorwa c'abahinga co gutomora agaciro k'ivyo uwakorewe icaha yononewe, kiretse amenyesheje mu buryo butomoye neza ko akurikirana urubanza rujanye n'indishi gusa.

Quelle que soit la partie lésée, la restitution des objets sur lesquels a porté l'infraction est prononcée d'office, lorsqu'ils ont été retrouvés en nature et que la propriété n'en est pas contestée.

Hatarinze kurabwa uwakorewe icaha uwo ari we, ingingo yo gusubiza ibintu uwakorewe icaha yabuze ica ifatwa na sentare bitarinze gusabwa, mu gihe vyatowe bikiri uko vyari kandi akaba atawuhakana ko uwubisubizwa ari we nyene vyo.

Article 135

Lorsque la partie lésée par une infraction est une personne incapable d'agir en justice et qu'elle n'est pas assistée ou qu'elle est dépourvue de représentant légal, la juridiction saisie de l'action publique prononce également d'office les dommages-intérêts qui peuvent

Ingingo ya 135

Mu gihe uwakorewe icaha ari umuntu adashobora kwiburanira muri sentare akaba adafise uwubimufashamwo canke adafise uwumuserukira imbere y'amategeko, sentare yitwawe kuri ico caha ica ishingira kandi indishi zishobora gutangwa hisunzwe amategeko, bisabwe n'Umushikirizamanza.

être dus en vertu de la loi, sur demande du Ministère public.

Article 136

L'action civile en réparation du dommage causé par un crime, un délit ou une contravention appartient à la victime et à ses ayants droit.

La renonciation à l'action civile ne peut arrêter, ni suspendre l'exercice de l'action publique, sauf dans les cas où la loi subordonne celle-ci à une plainte de la partie lésée.

Article 137

L'action civile est recevable pour tous chefs de dommages, aussi bien matériels que corporels ou moraux, qui découlent des faits, objet de la poursuite.

Article 138

L'action civile en réparation du dommage causé par l'infraction peut être exercée devant une juridiction civile, séparément de l'action publique.

Toutefois, il est sursis au jugement civil tant que le tribunal ne s'est pas prononcé définitivement sur l'action publique lorsque celle-ci a été mise en mouvement.

Article 139

La partie qui a exercé son action devant la juridiction civile compétente ne peut la porter devant la juridiction répressive. Il en est autrement si celle-ci a été saisie par le Ministère public avant qu'un jugement sur le fond ait été rendu par la juridiction civile.

Article 140

L'acquiescement d'un prévenu au premier degré ne constitue pas un obstacle à la poursuite de l'action civile en appel.

Ingingo ya 136

Urubanza rw'ugusaba indishi ku vyononekaye biturutse ku caha gikomeye, ku caha gisanzwe canke ku caha gitoyi rushingishwa n'uwakorewe icaha canke abafise uburenganzira ku matungo yiwe.

Ingingo y'uguheba gukurikirana urubanza rw'ugusaba indishi ntishobora guhagarika burundu canke ivy'agateganyo ingingo y'ugushingisha urubanza rw'icaha, kiretse mu bihe amategeko ashinga ko rusubira kuburanishwa bisabwe n'uwakorewe icaha.

Ingingo 137

Urubanza rw'amatati rw'ugusaba indishi rwakirwa ku vyononekaye vyose, vyaba ivyerekeye ibintu, umuntu yakomeretse ku mubiri canke ku mutima, biturutse ku vyabaye, bituma urubanza rukurikiranwa.

Ingingo ya 138

Urubanza rw'amatati rwerekeye ugusaba indishi ruturutse ku caha cakozwe rurashobora gukurikiranwa muri sentare ica imanza z'amatati, urw'ivyaha na rwo rugashingishwa ahandi.

Ariko, urubanza rw'amatati rurabangirwako igihe cose sentare iba itarafata ingingo ntabanduka ku rubanza rw'ivyaha mu gihe urwo rubanza rwamaze gushingishwa.

Ingingo ya 139

Uwashingishije urubanza muri sentare ifise ububasha bw'uguca imanza zerekeye amatati ntashobora kurujana muri sentare ica imanza z'ivyaha. Bigenda ukundi iyo sentare yituwe n'umushikirizamanza imbere yuko sentare ica imanza zerekeye amatati ishingira ingingo kuvyoye urubanza rushingiyeko.

Ingingo ya 140

Ukuba uwagirizwa icaha yambitswe izera na sentare yakiriye urubanza ubwa mbere ntibibuza ko urubanza rw'amatati rwungurujwe rubandanya.

Article 141

Les juridictions répressives régulièrement saisies de l'action civile, peuvent accorder les dommages-intérêts lorsque les faits constitutifs de l'infraction sont établis, même si le prévenu ne peut être condamné suite à son décès, à l'amnistie ou la prescription de l'action publique.

Ingingo ya 141

Sentare zica imanza z'ivyaha zituwe hisunzwe amategeko ku manza z'amatati zirashobora gutanga indishi mu gihe ibigize icaha vyagaragaye, n'aho uwagirizwa icaha adashobora guhanwa kubera yapfuye, yagiriwe ikigongwe c'ikivunga canke urubanza rw'ivyaha rwataye igihe.

Article 142

L'action civile peut être engagée même après expiration du délai de prescription de l'action publique.

Cependant, lorsqu'il a été définitivement statué sur l'action publique et si une condamnation pénale a été prononcée, l'action civile peut être portée devant la juridiction civile compétente et ne se prescrit que par trente ans à compter du prononcé du jugement.

Ingingo ya 142

Urubanza rw'amatati rurashobora gushingishwa n'aho urubanza rw'ivyaha rwoba rwaramaze guta igihe.

Ariko, mu gihe hamaze gushingwa ingingo ntabanduka ku rubanza rw'icaha kandi igihano mpanavyaha caratanzwe, urubanza rw'amatati rushobora kurungikwa muri sentare ica imanza z'amatati ibifitiye ububasha kandi ruta igihe haciye imyaka mirongo itatu iharurwa kuva ingingo ishikirijwe.

Article 143

Lorsque les pertes et dommages résultant d'une infraction sont en totalité ou en partie garantis par un contrat d'assurance souscrit par le prévenu ou le civilement responsable, la partie civile peut appeler l'assureur devant la juridiction répressive en même temps que le prévenu ou le civilement responsable.

Ingingo ya 143

Mu gihe ivyaho vyemwe n'ivyononekaye biturutse ku caha cakozwe vyose canke bimwebimwe vyari biteganirijwe impanuka n'uwagirizwa icaha canke uwubazwa indishi, nyene gusaba indishi arashobora guhamagaza ishira hamwe riteganiriza impanuka muri sentare mpanavyaha co kimwe n'uwagirizwa icaha canke uwubazwa indishi.

L'assureur peut intervenir volontairement au procès pénal s'il y a une partie civile, même en appel.

Ishira hamwe riteganiriza impanuka rirashobora kwitaba ribishaka urubanza rw'ivyaha iyo hari uwusaba indishi n'aho urubanza ruba rwungurujwe.

Dans ces deux cas, la décision rendue sur l'action civile contre le prévenu ou le civilement responsable est opposable à l'assureur, dans les limites du contrat d'assurance.

Mu gihe ishira hamwe riteganiriza impanuka rihamagajwe canke ryitavye ribishatse, ingingo sentare yafatiye uwagirizwa icaha canke uwuronderwako indishi mu rubanza rw'amatati irashobora kwitwazwa imbere y'ishira hamwe riteganiriza impanuka, hubahirijwe amasezerano y'ugutegamiriza impanuka.

Section 9: De la litispendance et de la connexité

Agace ka 9. Urubanza rushingishijwe muri sentare zibiri hamwe n'imanza zifitanye isano

Article 144

Sous réserve des dispositions particulières résultant de la présente loi organique ou d'autres lois, lorsque deux juridictions compétentes se trouvent saisies des mêmes faits, les causes sont renvoyées par l'une des juridictions à une autre, selon les règles et dans l'ordre ci-après :

Ingingo ya 144

Hatirengagijwe ingingo zivyerekeye zikomoka kuri iri bwirizwa ryunganira ibwirizwa Shingiro canke ku yandi mategeko, mu gihe sentare zibiri zibifitiye ububasha zituwe ku manza zimwe, sentare imwe muri izo ica

izirungika mu yindi sentare hisunzwe amategeko n'urutonde rukurikira :

- | | |
|---|--|
| 1° la juridiction ordinaire est préférée à la juridiction spécialisée ; | 1° Sentare isanzwe ni yo itorwa kuri sentare idasanzwe; |
| 2° la juridiction saisie au degré d'appel est préférée à la juridiction du premier degré ; | 2° Sentare y'iyungururizo ni yo itorwa kuri sentare yo ku rugero rwa mbere ; |
| 3° la juridiction du rang le plus élevé est préférée à la juridiction du rang inférieur ; | 3° Sentare yo ku rugero rwo hejuru cane ni yo itorwa kuri sentare yo ku rugero rutoyi ; |
| 4° la juridiction qui a rendu une décision provisoire sur l'affaire est préférée à celle qui ne l'a pas encore rendue ; | 4° Sentare yafashe ingingo ku rubanza ni yo itorwa kuri sentare ata ngingo irarufatako; |
| 5° la juridiction saisie la première est préférée aux autres juridictions saisies dans la suite. | 5° Sentare yituwe ubwa mbere ni yo itorwa ku zindi sentare zituwe kugira ibandanye urubanza. |

Article 145

Lorsque les demandes pendantes devant deux ou plusieurs juridictions sont connexes, elles peuvent à la demande de l'une des parties, être renvoyées par l'une de ces juridictions à une autre, selon les règles énoncées à l'article 144 de la présente loi organique.

Ingingo ya 145

Mu gihe imanza zitaracibwa zashingishijwe muri sentare zibiri canke nyinshi zifitaniye isano, bisabwwe n'umwe mu baburanyi, sentare imwe muri zo irashobora kuzirungika mu yindi sentare, hubahirijwe ibitegekanijwe mu ngingo ya 144.

Article 146

Une expédition de la décision de renvoi est transmise avec les pièces de la procédure au greffe de la juridiction devant laquelle la cause est renvoyée. Elle statue alors au premier degré.

Ingingo ya 146

Ikopi y'ingingo y'ukurungika urubanza mu yindi sentare ica irungikwa mw'iyandikiro ry'imanza rya sentare irungitswemwo urwo rubanza iri kumwe n'inzandiko zose zerekana intambwe zose urubanza rwacyeyeko. Iyo sentare ica ica urubanza ku rugero rwa mbere.

Section 10: Des délibérés

Agace ka 10. Umwihereho w'abacamanza

Article 147

Les délibérations des juges sont secrètes.

Ingingo ya 147

Umwihereho w'abacamanza ugirwa mw'ibanga.

En cas de collégialité, la décision est prise à la majorité des voix.

Mu gihe ari umugwi w'abacamanza, ingingo ifatwa iyo abayemeje ari benshi ku batayemeje.

En matière répressive, s'il se forme plus de deux opinions dans le délibéré, le juge qui a émis l'opinion la moins favorable au prévenu est tenu de se rallier à l'une des deux autres opinions.

Ariko, mu manza z'ivyaha, iyo hari ivyiyumviro birenga bibiri mu mwihereho, umucamanza yatanze icyiyumviro kitorohereza uwagirizwa icaha ategerezwa kuca ashigikira kimwe muri bibiri bindi vyatanzwe.

Toutefois, lorsqu'un juge est en désaccord avec ses collègues sur un jugement ou un arrêt auquel il a participé, il peut, après avoir apposé sa signature avec mention « opinion dissidente », développer son opinion qui doit être motivée en fait et en droit.

L'opinion dissidente apparaît en annexe du même jugement ou arrêt.

Article 148

Le siège qui prend la cause en délibéré en indique la date du prononcé.

Le prononcé intervient au plus tard dans soixante jours calendriers en matières civile, commerciale, sociale et administrative, et dans les trente jours qui suivent la prise en délibéré du dossier en matière répressive, par le même juge qui l'a pris en délibéré.

Toutefois, le chef de la juridiction peut, à la demande du magistrat rédacteur, et si les éléments de la cause le justifient ou en cas de force majeure dûment prouvée, proroger ce délai de quinze jours en matières civile, commerciale, sociale ou administrative et de cinq jours en matière répressive par une ordonnance du président de la juridiction portée à la connaissance des parties par voie d'affichage à la porte principale de la salle d'audience de la juridiction.

En matière pénale, lorsque le jugement ou l'arrêt est prononcé en l'absence des parties, le délai de recours court à partir de la signification de la décision et pour le Ministère public, à la date du prononcé.

Mu manza z'amatati, iyo hari ivyiyumviro birenga bibiri mu mwiherero, umucamanza amaze imyaka mike mu kazi, ari ku rugero ruto kuri abo bandi ategerezwa kuca ashigikira kimwe muri bibiri bindi vyatanzwe.

Ingingo ya 148

Abacamanza bashize urubanza mu mwiherero barashinga igenekerezo ingingo bazofata izosomerwako.

Ingingo ishikirizwa mu kiringo kitarenza imisi mirongo itandatu ikurikirana mu manza z'amatati, izerekeye ubudandaji, amatati y'akazi n'ugutegekaniriza kazoza abakozi hamwe n'amatati arimwo Reta no mu kiringo c'imisi mirongo itatu giharurwa kuva idosiye ishizwe mu mwiherero ku manza z'ivyaha, n'umucamanza yayishize mu mwiherero.

Ariko, umukuru wa sentare arashobora, abisabwe n'umucamanza yafashe icegeranyo c'urubanza, kandi ibigize urwo rubanza bikaba bibisigura canke mu gihe hari intambanyi ntasimbwa igaragara, kwongereza ikiringo c'imisi icumi n'itanu mu manza z'amatati, izerekeye ubudandaji, amatati y'akazi n'ugutegekaniriza kazoza abakozi canke amatati arimwo Reta hamwe n'ikiringo c'imisi itanu ku vyerekeye imanza z'ivyaha bishingwa n'ingingo imenyeshwa ababuranyi biciye mu kuyimanika ku muryango mukuru w'ingoro y'intahe ya sentare.

Mu manza z'ivyaha, mu gihe urubanza rwasomwe ababurana bose basivye kandi ibiringo vyarenze ababurana batamenyeshewe igenekerezo ruzosomerwako, ikiringo c'ukwunguruza gitangura guharurwa kuva umusi ingingo yafashwe imenyesherejweko, ku Bushikirizamanza na bwo, kw'igenekerezo urubanza rwasomeweko.

Section 11: De la rectification et de l'interprétation

Agace ka 11. Ugukosora n'ugutanga insiguro

Article 149

Il appartient à tout juge d'interpréter sa décision si elle n'est pas frappée d'appel.

Ingingo ya 149

Umucamanza wese ni we asobanura ingingo yafashe igihe itungurujwe.

La demande en interprétation est formée par simple requête de l'une des parties ou par requête commune.

Ugusaba insiguro y'ingingo yafashwe bigirwa bisabwe n'umwe mu baburanyi canke ababuranyi bompibabisabiye hamwe.

Article 150

Les erreurs ou omissions matérielles qui affectent un jugement, même passé en force de chose jugée, peuvent toujours être réparées par la juridiction qui l'a rendu ou par celle à laquelle il est déféré, selon ce que le dossier révèle ou, à défaut, ce que la raison commande.

Ingingo ya 150

Amakosa canke ivyibagiwe gushirwa mu rubanza bivuye ku kwihenda bisanzwe, n'aho rwoba rwaramaze kuba ntabanduka, birashobora gukosorwa na sentare yaruciye canke na sentare rwarungitswemwo, bivanye n'ico idosiye yerekanye canke na ho, uko ibintu vyategerezwa kumera mu bisanzwe.

Le juge est saisi par simple requête de l'une des parties, ou par requête commune ; il peut aussi se saisir d'office.

Umucamanza abishikirizwa biciye mw'ikete risanzwe ry'ugusaba gukosora ritanzwe n'umwe mu baburanyi canke ababuranyi bompibabisabiye hamwe. Arashobora kandi kubikosora avyibwirije.

Le juge statue après avoir entendu les parties, le cas échéant.

Umucamanza afata ingingo amaze kwumviriza ababuranyi, iyo bikenewe.

La décision rectificative est mentionnée sur la minute et sur les expéditions du jugement. Elle est notifiée comme le jugement.

Ingingo y'ugukosora amakosa irandikwa ku rwardiko rw'urubanza rw'imvaho no ku makopi yarwo. Imenyeshwa nk'uko urubanza rwaciwe rumenyeshwa.

Article 151

Le jugement rectificatif ou interprétatif n'affecte pas le fond du jugement rectifié ou interprété.

Ingingo ya 151

Urubanza rukosora canke rutanga insiguro ntirugira inkurikizi kw'ido n'ido ry'urubanza rwakosowe canke rwatangirwe insiguro.

Section 12 : De l'exequatur

Agace ka 12. Ishirwa mu ngiro ry'urubanza rwaciriwe mu kindi gihugu

Article 152

Les décisions des juridictions étrangères sont rendues exécutoires au Burundi, par les tribunaux de grande instance, si elles réunissent les conditions ci-après :

Ingingo ya 152

Ingingo zifatwa na sentare zo mu bindi bihugu zishirwa mu ngiro mu Burundi na sentare nkuru z'igihugu canke na sentare z'ubudandaji iyo zikwije ibisabwa bikurikira:

1° qu'elles ne contiennent rien de contraire à l'ordre public burundais ;

1° Zitarimwo ikintu na kimwe gihungabanya umutekano w'abanyagihugu mu Burundi;

- 2° que, d'après la loi du pays où les décisions ont été rendues ; elles soient passées en force de chose jugée ;
- 2° Ko, hisunzwe amategeko y'igihugu ingingo zafatiwemwo, ziba zabaye ntabanduka;
- 3° que, d'après la même loi, les expéditions produites réunissent les conditions nécessaires à leur authenticité ;
- 3° Ko, nk'uko ayo mategeko nyene abivuga, amakopi y'urubanza yatanzwe akwije ibisabwa bikenewe kugira yemezwe;
- 4° que les droits de la défense aient été respectés ;
- 4° Ko uburenganzira bw'ukwiregura bwubahirijwe;
- 5° que le Tribunal étranger ne soit pas uniquement compétent en raison de la nationalité du demandeur.
- 5° Ko sentare yo mu kindi gihugu itogira ububasha yonyene kubera ubwenegihugu bw'uwitwaye.

Article 153

Les sentences arbitrales étrangères ne sont reconnues et rendues exécutoires au Burundi par le tribunal de grande instance que si elles réunissent les conditions suivantes :

Ingingo ya 153

Imanza zaciriwe mu bindi bihugu n'abahuza ziremerwa kandi zigashirirwa mu ngiro mu Burundi na sentare nkuru y'igihugu iyo zikwije ibisabwa bikurikira:

- 1° le requérant doit produire :
- 1° Uwitwaye ategerezwa gushikiriza:
- a) l'original de la sentence arbitrale ou son expédition dûment authentifié par l'autorité compétente de l'Etat d'origine ;
- a) Urwandiko rw'imvaho canke y'urubanza rwaciwe n'umuhuza yemejwe n'umutegetsu abifitiye ububasha wo mu gihugu uwitwaye aturukamwo;
- b) l'original authentifié de la convention ou de la clause compromissoire dûment signée par les parties ;
- b) Ikopi y'imvaho yemejwe n'ababijejwe y'amasezerano canke y'ingingo itegekanya umuhuza azoca urubanza ishirwako umukono n'ababurana bompi nk'uko bitegerejwe;
- c) la traduction certifiée conforme de la sentence et de la convention après visa du ministère ayant les affaires étrangères dans ses attributions si elles ne sont pas rédigées en langues officielles du Burundi ;
- c) Urwandiko rw'urubanza rwaciwe hamwe n'urw'amasezerano zemejwe ko zihuye n'urw'imvaho zimaze kwemezwa n'Ubushikiranganji bujewe imigenderanire y'Uburundi n'ayandi makungu iyo zitanditswe mu ndimi zikoreshwa mu ntwaro zemewe n'amategeko mu Burundi ;
- d) la preuve de paiement des frais de procédure exigés par la législation burundaise ;
- d) Icemeza ko harishwe amafaranga asabwa ku rubanza ategekanijwe n'amategeko y'Uburundi.
- 2° la convention visée au point 1) b) doit être conforme à la loi du pays à laquelle les parties l'ont subordonnée ou, à défaut de l'indication par les parties, à la loi du pays où la sentence a été rendue ;
- 2° Amasezerano avugwa mu gahimba ka 1° akarongo b) ategerezwa kwisunga amategeko yo mu gihugu ababuranyi bategerezwa kwisunga canke ababuranyi baterekanye amategeko y'igihugu bisunze, hisungwa

- 3° la procédure de désignation des arbitres et celle de la constitution du tribunal arbitral doivent être conformes à la loi du pays où l'arbitrage a eu lieu ;
- 4° les droits de la défense de la partie contre laquelle la sentence est invoquée doivent avoir été respectés lors de la procédure d'arbitrage ;
- 5° la sentence arbitrale ne doit plus être susceptible de recours ;
- 6° la sentence ne porte pas sur un différend qui, d'après la législation burundaise, ne peut être réglé par voie d'arbitrage ;
- 7° la sentence arbitrale ne peut être contraire à l'ordre public burundais.

Article 154

Les actes authentiques en forme exécutoire qui ont été dressés par une autorité étrangère sont rendus exécutoires au Burundi par les tribunaux de grande instance, aux conditions suivantes :

- 1° que les dispositions dont l'exécution est poursuivie n'aient rien de contraire à l'ordre public burundais ;
- 2° que d'après la loi du pays où ils ont été passés, ils réunissent les conditions nécessaires à leur authenticité.

Article 155

Dans l'un ou l'autre cas visés aux articles 152 à 154 de la présente loi organique, le juge peut décider d'entendre l'autre partie avant de se prononcer.

amategeko yo mu gihugu urubanza rwaciriwemwo;

- 3° Ingene hagenwa abahuza n'ingene hashirwaho sentare isasamwo abahuza bitegerezwa kwisunga amategeko yo mu gihugu c'aho urubanza rwaciriwe;
- 4° Uburenganzira bw'umuburanyi mu bijanye n'ukwiregura ku ngingo yafatiwe mu rubanza rwaciwe n'umuhuza butegerezwa kuba bwarubahirijwe mu gihe urubanza rwariko ruraburanishwa n'umuhuza;
- 5° Ingingo yafashwe mu rubanza rwaciwe n'umuhuza ntiba igishobora kwunguruzwa;
- 6° Ingingo yafashwe mu rubanza rwaciwe n'umuhuza iterekeye amatati, hisunzwe amategeko y'Uburundi, adashobora gutorerwa umuti biciye mu guhuza ababuranyi;
- 7° Ingingo yafashwe mu rubanza rwaciwe n'umuhuza ntishobora kuba iyihungabanya umutekano w'abanyagihugu.

Ingingo ya 154

Inzandiko zemejwe n'uwubifitiye ububasha ziriko ikidodo c'uko zica zikurikizwa zagizwe n'umutegetsu wo mu bindi bihugu zirashirwako ikidodo co gukurikizwa mu Burundi na sentare nkuru z'igihugu iyo zikwije ibisabwa bikwirikira:

- 1° Iyo ata na kimwe kiri muri iyo ngingo giteye kubiri n'umutekano w'igihugu ;
- 2° Iyo hisunzwe amategeko y'igihugu zandikiwemwo, zikwije ibisabwa bikenewe kugirango zibe zemezwe n'ababifitiye ububasha.

Ingingo ya 155

Hafatiwe ku rubanza rumwe canke urundi mu zivugwa mu ngingo ziva ku ya 153 gushika ku ya 155, umucamanza arashobora gufata ingingo yo kwumviriza uwundi muburanyi imbere yo gufata ingingo.

Section 13 : Du serment

Article 156

Avant d'entrer en fonction, tout magistrat doit solennellement prêter serment devant le président de la juridiction dans les termes suivants « *Devant Dieu Tout Puissant, moi (nom et prénom), je jure de respecter la constitution et les lois de la République, de me comporter avec probité, dignité, loyauté et d'être respectueux des droits de toutes les parties et du secret professionnel* ».

Sous réserve des lois spécifiques, le serment ne doit pas être renouvelé lorsqu'il a déjà été prêté antérieurement.

Article 157

Les agents de l'ordre judiciaire prêtent le serment suivant, devant leurs supérieurs hiérarchiques: «Je jure de me conformer aux lois et règlements concernant mon ministère, de remplir mes fonctions avec probité, intégrité et de garder le secret professionnel ».

Section 14: De la récusation et du déport

Article 158

Tout juge ou assesseur peut être récusé pour l'une des causes limitativement énumérées ci-après :

- 1° si lui ou son conjoint a un intérêt personnel quelconque dans l'affaire ;
- 2° si lui ou son conjoint est parent ou allié soit en ligne directe, soit en ligne collatérale jusqu'au quatrième degré inclusivement, de l'un des membres du siège, de l'une des parties, de son avocat ou de son mandataire ;
- 3° s'il existe une amitié ou inimitié prononcée entre lui et l'une des parties faisant suspecter son impartialité ;

Agace ka 13. Indahiro

Ingingo ya 157

Imbere y'uko atangura amabanga yiwe, umucamanza wese ategerezwa kubanza gushikiriza icese imbere y'Umukuru wa sentare indahiro ikurikira: « *Imbere y'Imana Mushobora vyose, jewe.....(Izina n'amatazirano), ndarahiye ko nzokwubahiriza Ibwirizwa Shingiro n'amategeko y'Igihugu, ko ntazotirimuka kw'ibanga, ko nzogendera ubuntu, ko ntazohemuka kandi ko nzokwubahiriza uburenganzira bw'ababuranyi bose kandi ko ntazomena amabanga y'akazi* ».

Hatirengagijwe amabwirizwa avyerekeye, iyo ndahiro ntisubirwamwo mu gihe iba yaramaze kurahirwa.

Ingingo ya 158

Abakozi bo mu rwego rw'ubutungane atari abacamanza barahira imbere y'ababatwara mu kazi indahiro ikurikira: «Ndarahiye ko nzokwisunga amabwirizwa n'amategeko yerekeye amabanga njejwe, ko ntazotirimuka kw'ibanga, ko nzogendera ubuntu, kandi ko ntazomena amabanga y'akazi».

Agace ka 14. Ugutaramura umucamanza n'ukwitaramura kw'umucamanza

Ingingo ya 158

Umucamanza wese canke uwufasha umucamanza wese arashobora gutaramurwa kubera imvo imwe muri izi zikurikira:

- 1° Iyo we nyene canke uwo bubakanye afise inyungu kanaka muri urwo rubanza;
- 2° Iyo we nyene canke uwo bubakanye ari incuti canke bahanye abageni gushika ku rugero rwa kane na rwo nyene rurimwo, n'umwe mu bashashe mu ntahe, umwe mu baburanyi, umushingwamanza wiwe canke n'uwumuserukira;
- 3° Iyo hari ubugenzi buzwi canke urwanko ruzwi hagati ya we n'umwe mu baburanyi vyotuma hizekwa ko yohengama;

- 4° s'il existe des liens de dépendance étroite à titre de domestique, de serviteur ou d'employé entre lui et l'une des parties ;
- 4° Iyo hari ubucuti hagati y'umucamanza n'umwe mu baburanyi bufatiye ko uwo muburanyi ari umukozi wo mu nzu w'uwo mucamanza canke akaba ari umukozi wiwe;
- 5° s'il a donné son avis ou un conseil à propos du différend ;
- 5° Iyo umucamanza yamaze gushikiriza icyumviro ciwe canke impanuro ku matati;
- 6° s'il est intervenu dans l'affaire en qualité de juge, d'officier du Ministère public ou d'officier de police judiciaire, de témoin, d'interprète, d'expert, d'agent de l'administration, d'avocat ou de défenseur judiciaire ;
- 6° Iyo yamaze kuja muri urwo rubanza ka bucamanza, ka bushikirizamanza canke bunyamiramabi, ari icabona, uwuhindura mu rundi rurimi ibiriko biravugwa, umuhinga, umukozi ajejwe ivy'intwari, umushingwamanza canke uwufasha uwuburana;
- 7° si lui-même ou son conjoint est créancier, débiteur, héritier présomptif ou donataire de l'une des parties ;
- 7° Iyo we nyene canke uwo bubakanye aheraniwe, aheranye, iyo akekwa ko ari samuragwa canke yagabiwe n'umwe mu baburanyi;
- 8° s'il y a eu ou s'il y a procès entre lui ou son conjoint et l'une des parties ou le conjoint de celle-ci ;
- 8° Iyo habaye canke hari urubanza hagati yiwe canke hagati y'uwo bubakanye n'umwe mu baburanyi, canke n'uwubakanye n'umwe mu baburanyi;
- 9° si lui ou son conjoint est chargé d'administrer les biens de l'une des parties ;
- 9° Iyo we nyene canke uwo bubakanye ashinzwe gutunganya amatungo y'umwe mu baburanyi;
- 10° si lui ou son conjoint, leurs parents ou alliés en ligne directe ont un litige quelconque avec l'une des parties.
- 10° Iyo we canke uwo bubakanye, incuti biwe canke abo bahanye abageni ku rugero rwa mbere bafitaniye amatati ayo ari yo yose n'umwe mu baburanyi.

Article 159

Celui qui veut récuser agit, sous peine d'irrecevabilité, dès qu'il a connaissance de la cause de récusation et au plus tard avant la clôture des débats, par une déclaration motivée faite à l'audience et actée par le greffier de la juridiction dont le juge mis en cause fait partie.

Le greffier notifie la déclaration de récusation au président de la juridiction ainsi qu'au juge mis en cause. Ce dernier fait ses observations par écrit dans les deux jours de la notification de l'acte de récusation.

Ingingo ya 159

Kugira ivyo asaba vyemerwe, uwumva ko yotaramukisha umucamanza ahashe mu ntahe y'icese, aragira ico ashikirije kuva akimenye icotuma ataramurwa n'imbere y'uko hasozerwa imburano, biciye mu rwandiko rw'ukubimenyeshya rutangirwa imvo rushikirizwa mu ntahe y'icese kandi rukemezwa n'umwanditsi w'imanza wa sentare umucamanza ashaka ko ataramurwa urubanza arimwo.

Umwanditsi w'imanza wa sentare aramenyeshya biciye mu rwandiko umukuru wa sentare hamwe n'umucamanza vyerekeye ko yataramuwe. Uwo mucamanza yataramuwe aragira ico ashikirije biciye mu rwandiko mu misi ibiri kuva amenyeshajwe ko yataramuwe.

Article 160

Le président de la juridiction à laquelle appartient le juge mis en cause statue par ordonnance motivée sur la récusation endéans quarante huit heures comptées à partir du dépôt des observations du juge mis en cause. La décision prise est sans recours.

Article 161

Le juge se trouvant dans une des hypothèses prévues à l'article 158 de la présente loi organique est tenu de se déporter, sous peine de poursuites disciplinaires.

Article 162

Le juge qui désire se déporter informe le président de la juridiction à laquelle il appartient en vue de pourvoir à son remplacement.

Article 163

Les dispositions relatives au déport sont applicables à l'officier du Ministère public lorsqu'il intervient par voie d'avis ou comme partie jointe.

Article 164

L'inculpé qui estime que l'officier du Ministère public appelé à instruire son affaire se trouve dans l'une des hypothèses prévues à l'article 158 de la présente loi organique, adresse au chef hiérarchique, une requête motivée tendant à voir ce magistrat être déchargé de l'instruction de la cause. Il est répondu à cette requête par une ordonnance motivée, non susceptible de recours, qui doit être rendue dans les quarante-huit heures, le magistrat mis en cause entendu.

Article 165

Le Ministère public ou les parties peut (peuvent) récuser un interprète, un traducteur ou un expert.

La demande de récusation doit être motivée et présentée au président de la juridiction saisie.

Ingingo ya 160

Umukuru wa sentare umucamanza agira ataramurwe akoreramwo arafata ingingo itangiwe imvo ku bijanye n'ugutaramura uwo mucamanza mu kiringo c'amasaha mirongo ine n'umunani gitangura guharurwa kuva umucamanza yataramuwe agize ico ashikiriza. Ingingo yafashwe ntiyungururizwa.

Ingingo ya 161

Umucamanza ari mu bategekanijwe mu ngingo ya 159 y'iri bwirizwa ryunganira lbwirizwa Shingiro ategerezwa kwitaramura, bitagenze uko agakurikiranwa ku makosa y'akazi.

Ingingo ya 162

Umucamanza yipfuzwa kwitaramura arabimenyeshwa umukuru wa sentare akoreramwo kugira amubirize mu ntahe.

Ingingo ya 163

Ingingo zijanye n'ukwitaramura ku mucamanza zirakurikizwa ku mushikirizamanza mu gihe asabwe guterera icyumviro mu rubanza atari asanzwe arimwo canke nk'uwinjijwe mu rubanza.

Ingingo ya 164

Uwagirizwa icaha abona ko umushikirizamanza yashinzwe gutohoza ibijanye n'urubanza rwiwe ari mu bategekanijwe mu ngingo ya 159 y'iri bwirizwa ryunganira lbwirizwa Shingiro, arashikiriza uwutwara uwo mucamanza ku rugero rwa mbere, ikete ritangiwe imvo rifise intumbero yo gutuma uwo mucamanza yakwa uburenganzira bw'ugutohoza ibijanye n'urwo rubanza. Uwo na we aca yishurwa biciye mu ngingo itangirwa imvo, itungururizwa, itegerezwa gushikirizwa mu masaha mirongo ine n'umunani n'umucamanza asabwa gutaramurwa akabimenyeshwa.

Ingingo ya 165

Umushikirizamanza canke ababuranyi barashobora gutaramura uwujewe guhindura mu rundi rurimi ibiriko biravugwa, uwujewe guhindura mu rundi rurimi ivyanditswe canke umuhinga.

Urwandiko rw'ugusaba gutaramura umucamanza rutegerezwa gutangirwa imvo kandi rugashikirizwa umukuru wa sentare yitewe.

Le président statue immédiatement sur la demande. La décision n'est susceptible d'aucune voie de recours.

Section 15 : Des renvois de juridiction

Article 166

Sur réquisition écrite du Ministère public, les tribunaux de grande instance peuvent, pour cause de sûreté publique ou de suspicion légitime, renvoyer la connaissance d'une affaire, d'un tribunal de résidence de leur ressort à une autre juridiction de même degré.

Il en est de même des cours d'appel et de la Cour suprême respectivement à l'égard des tribunaux de grande instance et des juridictions de même rang et des cours d'appel ainsi que les juridictions de même rang.

Exceptionnellement, le Président de la Cour suprême peut renvoyer la connaissance d'une affaire du tribunal de grande instance à un autre de même rang pour le cas d'une cour d'appel ayant dans son ressort un seul tribunal de grande instance.

Pour cause de suspicion légitime, la requête peut également être présentée par les parties.

Article 167

La requête aux fins de renvoi est introduite par écrit et doit être présentée avant la clôture des débats.

Article 168

La juridiction saisie de la demande de renvoi donne acte du dépôt de la requête.

Sur production d'une expédition de cet acte par le Ministère public ou par la partie la plus diligente, la juridiction saisie quant au fond sursoit à statuer jusqu'à la décision définitive sur le renvoi.

Umukuru wa sentare aca afata ingingo ubwo nyene akibisabwa. Iyo ingingo ntishobora kwungururizwa.

Agace ka 15. Ukurungika urubanza mu yindi sentare

Ingingo ya 166

Bisabwe n'Umushikirizamanza abicishije mu rwandiko, Sentare nkuru z'igihugu zirashobora, ku mvo z'umutekano canke hafatiwe ku makenga afise imvo ashingiyeko, gufata ingingo yo kurungika urubanza rwari muri sentare y'intango iyikukira mu yindi sentare y'intango yo ku rugero rumwe na yo iyikukira nyene.

Ni ko k'uko no kuri Sentare nkuru zisubiramwo ku bijanye na sentare nkuru z'igihugu n'izo ku rugero rumwe na zo; no kuri Sentare Ntahinyuzwa ku bijanye na Sentare nkuru zisubiramwo hamwe na sentare ziri ku rugero rumwe n'izo.

Gake kabaho, Umukuru wa Sentare Ntahinyuzwa arashobora kurungika urubanza rwari muri sentare nkuru y'igihugu mu yindi sentare yo ku rugero rumwe mu gihe ari Sentare nkuru isubiramwo ifise sentare nkuru y'igihugu imwe rudende iyikukira.

Hafatiwe ku makenga afise imvo ashingiyeko, ababuranyi barashobora gusaba ko urubanza rurungikwa mu yindi sentare.

Ingingo ya 167

Uwusaba ko urubanza rurungikwa mu yindi sentare abicisha mu rwandiko rushikirizwa imbere yuko imborano zisozerwa.

Ingingo ya 168

Sentare yitwe isabwa kurungika urubanza mu yindi sentare iramenyeshako yashikirijwe urwandiko rubisaba.

Umushikirizamanza canke umuburanyi abikeneye gusumba amaze gushikiriza ikopi y'urwo rwandiko, sentare yitwe ku bijanye n'ido n'ido ry'urubanza ica ibanza kubangira gufata ingingo gushika hafatwe ingingo ntabanduka ijanye n'ukurungika urwo rubanza mu yindi sentare.

La décision est rendue par ordonnance du président de la juridiction endéans huit jours et n'est pas susceptible de recours.

Ingingo ifatwa biciye mu ngingo y'Umukuru wa sentare mu misi umunani kandi ntiyungururizwa.

Lorsque le président ordonne le renvoi de l'affaire devant une autre juridiction, le dossier est transmis sans délai à la juridiction de renvoi. Celle-ci ne peut décliner sa compétence.

Mu gihe Umukuru wa sentare ashinze ko urubanza rurungikwa mu yindi sentare, iyo dosiye ica irungikirwa bidatevye sentare irungikiwe urwo rubanza. Iyo sentare ntishobora kwanka kuruca yitwaje ko itabifitiye ububasha.

Section 16 : Du remplacement des magistrats du siège

Agace ka 16. Ibijanye n'isubirizwa ry'abacamanza basasa mu ntahe

Article 169

En cas d'absence ou d'empêchement, le président de la juridiction est remplacé par le vice-président ou, à défaut, par le magistrat le plus ancien.

Ingingo ya 169

Mu gihe umukuru wa sentare atari ho ari canke yafatiriwe, asubirirwa n'icegera ciwe, canke mu gihe na we nyene atari ho ari, agasubirirwa n'umucamanza amaze imyaka myinshi muri ayo mabanga kurusha abandi.

Article 170

Lorsqu'en cas d'absence ou d'empêchement d'un ou plusieurs juges, le siège de la juridiction ne pouvant être régulièrement composé, le président de celle-ci peut assumer tout magistrat assis de carrière affecté à une juridiction du même ressort et du rang immédiatement inférieur.

Ingingo ya 170

Mu gihe umucamanza umwe canke benshi atariho bari canke bafatiriwe abagize intahe ya sentare ntibashobora gushirwaho nk'uko vyahora bigenda, umukuru wa sentare arashobora kwikora ku mucamanza wese yagize ubucamanza umwuga wo muri sentare ikukira ako karere ikaba iri ku rugero rwo musi rukurikira.

Section 17 : De la tenue des magistrats

Agace ka 17. Ibijanye n'umwambaro w'abacamanza

Article 171

Pendant les audiences, les magistrats portent une tenue dont le modèle est fixé par décret après avis du Conseil supérieur de la magistrature.

Ingingo ya 171

Igihe abacamanza bashashe mu ntahe, baba bambaye umwambaro ushingwa n'itegeko ry'Umukuru w'igihugu, Inama nkuru y'ubucamanza imaze kugira ico ibivuzeko.

Les dispositions du présent article s'appliquent aussi aux magistrats du parquet et aux greffiers.

Ibitegekanijwe muri iyi ngingo birakurikizwa kandi ku bashikirizamanza no ku banditsi b'imanza ba sentare.

Les magistrats de la Cour suprême et du Parquet général de la République portent la toque et la toge qui diffèrent de ceux des autres magistrats.

Abacamanza bo muri Sentare Ntahinyuzwa n'abashingwamanza bo muri Paraki Nkuru ya Repuburika bambara inkofero n'ikanzu bitandukanye n'ivy'abandi bacamanza.

Section 18 : Des vacances judiciaires et de la rentrée judiciaire

Article 172

Pendant le mois d'août, toutes les juridictions se trouvent en vacances judiciaires. Durant cette période, les juridictions ne tiennent que des audiences consacrées essentiellement à l'examen des procédures urgentes notamment les audiences de régularisation de la détention et les procédures de flagrance.

Article 173

Au premier jour ouvrable du mois de septembre, la Cour suprême organise une audience solennelle de rentrée judiciaire à laquelle assistent tous les magistrats, les agents de l'ordre judiciaire et tous les auxiliaires de justice.

Les magistrats participent à cette audience solennelle en toge.

Article 174

Au cours de l'audience solennelle, le président de la Cour suprême fait un exposé de l'activité des juridictions durant l'année écoulée.

L'exposé est précédé d'une mercuriale du Procureur général de la République portant sur un sujet d'actualité ou sur un sujet d'intérêt juridique ou judiciaire.

Les cérémonies marquant la rentrée judiciaire sont rehaussées par le Président de la République en sa qualité de Magistrat suprême.

Section 19 : De la reconstitution du dossier judiciaire

Article 175

Lorsque, par suite d'une cause quelconque, des minutes d'arrêts ou de jugements non encore exécutés, ou des pièces d'une procédure en cours ont été détruites, enlevées ou se trouvent égarées et qu'il n'a pas été possible de les rétablir, il est procédé à la reconstitution du dossier par la juridiction.

Agace ka 18. Ibijanye n'uburuhuko bw'abacamanza n'ugutangura umwaka w'ubutungane

Ingingo ya 173

Mu kwezi kwa Myandagaro, sentare zose ziba ziri mu buruhuko. Muri ico kiringo, sentare zisasa gusa mu ntahe zijanye n'ukwihweza imanza zihutirwa nk'imanza zijanye n'ukuraba ko umuntu yapfunzwe hakurikijwe amategeko n'imanza zerekeye abafatanywe itonga.

Ingingo ya 173

Ku musu wa mbere w'akazi w'ukwezi kwa Nyakanga, Sentare Ntahinyuzwa iratunganya ibirori vy'ukwugurura umwaka w'ubutungane vyitabwa n'abacamanza bose, abakozi bo mu rwego rw'ubutungane atari abacamanza n'abafasha abacamanza.

Abacamanza n'abashikirizamanza bitaba ivyo birori baba bambaye umwambaro ubaranga.

Ingingo ya 174

Mu birori vy'ukwugurura umwaka w'ubutungane, Umukuru wa sentare ntahinyuzwa arashikiriza ibikorwa vyaranguwe n'amasentare mu mwaka urangiye.

Ijambo ry'Umukuru wa Sentare ntahinyuzwa rikurikira ijambo ry'Umushikirizamanza kizigenza wa Repuburika ryerekeye inkuru igezweho canke ijambo ryerekeye ibintu bifise akamaro mu bijanye n'amategeko canke n'ubutungane.

Ibirori vy'ukwugurura umwaka w'ubutungane biterwa iteka n'Umukuru w'Igihugu ari na we Mucamanza Kizigenza.

Agace ka 19. Ugusubiriza inzandiko zazimiye zo mw'idosiye yarungitswe n'Umushikirizamanza muri sentare

Ingingo ya 175

Mu gihe, bivuye ku mvo kanaka, inzandiko z'inkomoko zirimwo ingingo zafashwe na sentare canke iz'imanza zitarashirwa mu ngiro, canke inzandiko z'urubanza rukiriko ruraburanishwa zazimanganye, zakuwemwo canke zatakaye kandi bikaba bitashobotse ko zisubira kuboneka zica zisubirizwa na sentare.

**TITRE III : DU MINISTERE PUBLIC ET DE LA POLICE
JUDICIAIRE**

IKIGABANE CA III. IVYEREKEYE URWEGO
RW'ABASHIKIRIZAMANZA N'IGIPORISI
C'INYAMIRAMABI

CHAPITRE I : DU MINISTERE PUBLIC

IGICE CA MBERE. IVYEREKEYE URWEGO
RW'ABASHIKIRIZAMANZA

Section 1 : De l'organisation du Ministère public

Agace ka 1. Ingene Urwego rw'abashikirizamanza
rutunganijwe

Article 176

Le Ministère public est constitué :

Ingingo ya 176

Urwego rw'abashikirizamanza rugizwe na :

1° du Parquet général de la République dirigé par le
Procureur général de la République assisté d'un
premier substitut général et de substituts généraux ;

1° Paraki nkuru ya Repuburika irongowe
n'Umushikirizamanza kizigenza wa Repuburika,
afashijwe n'icariho ca mbere
c'Umushikirizamanza kizigenza wa Repuburika
umwe hamwe n'ivyariho vy'Umushikirizamanza
kizigenza wa Repuburika;

2° d'un parquet général près chaque cour d'appel dirigé
par un Procureur général près la cour d'appel assisté
d'un premier substitut général et de substituts
généraux ;

2° Paraki nkuru ikukira Sentare nkuru isubiramwo
imwimwe yose irongowe n'Umushikirizamanza
mukuru akukira sentare nkuru isubiramwo
afashijwe n'icariho ca mbere
c'Umushikirizamanza akukira sentare nkuru
isubiramwo hamwe n'ivyariho
vy'Umushikirizamanza;

3° d'un parquet près chaque tribunal de grande instance
dirigé par un Procureur de la République assisté d'un
premier substitut et de substituts.

3° Paraki ikukira sentare nkuru y'igihugu irongowe
n'umushikirizamanza wa Repuburika afashijwe
n'icariho ca mbere hamwe n'ivyariho
vy'umushikirizamanza wa Repuburika.

Article 177

Sous la surveillance du Procureur général de la
République, le Ministère public près les juridictions
militaires est chargé de la recherche, de l'instruction et
de la poursuite des infractions de la compétence des
juridictions militaires.

Ingingo ya 177

Bakurikiraniwe hafi n'Umushikirizamanza kizigenza wa
Repuburika, Abashikirizamanza bakukira sentare za
gisirikare bajajwe ukurondera, ugutohoza,
n'ugukurikirana imanza z'ivyaha, sentare z'intango za
gisirikare zifitiye ububasha.

Toutefois, lorsqu'il l'estime nécessaire au bon
déroulement de l'action publique, le Procureur
général de la République, en concertation avec
l'Auditeur général, peut décider que la recherche,
l'instruction ou la poursuite d'une ou plusieurs
infractions visées à l'alinéa précédent sera assurée
par un ou plusieurs magistrats du Ministère public

Ariko, igihe Umushikirizamanza kizigenza wa
Repuburika abonye ko bikenewe kugira urubanza
rugende neza, abigiye inama n'Umushikirizamanza
mukuru wa gisirikare, arashobora gufata ingingo yuko
ukurondera, ugutohoza canke ugukurikirana icaha
kimwe canke vyinshi mu bihejeje kuvugwa mu gahimba

près les juridictions ordinaires.

Article 178

Le Ministère public est un, indivisible et hiérarchisé. Les officiers du Ministère public sont placés sous la direction et le contrôle de leurs supérieurs hiérarchiques.

Article 179

En cas d'absence ou d'empêchement, les remplacements au sein du Ministère public ont lieu comme suit :

1° le Procureur général de la République est remplacé par le premier substitut général près la Cour suprême ou à défaut, par le plus ancien substitut général près la Cour suprême ;

2° le Procureur général près la cour d'appel est remplacé par le premier substitut général près la cour d'appel, ou à défaut, par le plus ancien substitut général près la cour d'appel ;

3° le Procureur de la République est remplacé par le premier substitut, ou à défaut, par le plus ancien substitut.

Article 180

Le Ministère public est placé sous l'autorité du Ministre ayant la justice dans ses attributions qui peut enjoindre d'instruire et de poursuivre au Procureur général de la République, aux procureurs généraux près les cours d'appel et aux procureurs de la République.

Toutefois, il ne peut s'opposer ni aux instructions, ni aux poursuites intentées par le Ministère public. Il peut réclamer l'état d'avancement d'une enquête, en consulter le dossier ou demander des renseignements.

ka mbere k'iyi ngingo bikorwa n'Umushikirizamanza umwe canke benshi bakukira sentare zisanzwe.

Ingingo ya 178

Urwego rw'abashikirizamanza ni rumwe, ntirugaburwa kandi rufise inzego zirurongoye zigenda zirasumbasumbana. Abashikirizamanza barongorwa kandi bagenzurwa n'abatwara mu kazi.

Ingingo ya 179

Mu gihe Umushikirizamanza atari ho ari canke yafatiriwe, asubirizwa mu buryo bukurikira :

1° Umushikirizamanza kizigenza wa Repuburika asubirirwa n'icariho ca mbere c'Umushikirizamanza akukira Sentare Ntahinyuzwa canke bitagenze uko agasubirirwa n'icariho c'Umushikirizamanza asumvya abandi uburambe mu kazi akukira Sentare Ntahinyuzwa;

2° Umushikirizamanza mukuru akukira sentare nkuru isubiramwo asubirirwa n'icariho ca mbere c'umushikirizamanza akukira Sentare nkuru isubiramwo canke bitagenze uko agasubirirwa n'icariho c'umushikirizamanza mukuru asumvya abandi uburambe mu kazi akukira Sentare nkuru isubiramwo;

3° Umushikirizamanza wa Repuburika asubirirwa n'icariho ca mbere canke bitagenze uko agasubirirwa n'icariho c'umushikirizamanza asumvya abandi uburambe mu kazi.

Ingingo ya 180

Urwego rw'abashikirizamanza rutwarwa n'Umushikiranganji w'ubutungane ashobora gutegeka Umushikirizamanza kizigenza wa Repuburika, abashikirizamanza bakuru bakukira Sentare zisubiramwo hamwe n'abashikirizamanza ba Repuburika gutohoza no gukurikirana ivyaha.

Ariko, Umushikiranganji ntashobora kubera intambamyi itohoza, canke ikurikirana ry'imanza rigirwa n'abashikirizamanza. Arashobora kubaza aho itohoza rigeze, akaraba ibiri mw'idosiye y'itohoza, canke akabaza inkuru zijanye n'iryo tohoza.

Article 181

Le personnel judiciaire du Ministère public comprend les magistrats du Ministère public et les agents de l'ordre judiciaire.

Les magistrats du Ministère public sont des magistrats de carrière affectés dans les parquets et parquets généraux à l'exception des magistrats stagiaires.

Sont également magistrats de carrière les magistrats du Ministère public détachés ou affectés auprès de l'administration centrale du ministère ayant la justice dans ses attributions, auprès des administrations personnalisées relevant du ministère ayant la justice dans ses attributions, auprès d'autres services de l'Etat ou d'une organisation régionale ou internationale.

Article 182

Sont agents de l'ordre judiciaire au sein du Ministère public: les secrétaires en chef, les secrétaires et les commis secrétaires ainsi que les commis des parquets et parquets généraux.

Article 183

Un règlement d'ordre intérieur précise les règles d'organisation et de fonctionnement des parquets généraux, des parquets et des secrétariats. Il est fixé par instruction du Procureur général de la République après approbation du Conseil supérieur des parquets.

Section 2 : De la compétence du Ministère public**Article 184**

Le Ministère public surveille l'exécution des lois, des règlements, des décisions de justice et des autres titres exécutoires. Il poursuit d'office cette exécution selon les dispositions qui intéressent l'ordre public. Il a la surveillance de tous les officiers de Police judiciaire.

A la requête des huissiers agissant sous la supervision de la juridiction compétente en ce qui concerne

Ingingo ya 181

Abakozi bo mu rwego rw'abashikirizamanza bagizwe n'abashikirizamanza hamwe n'abandi bakozi bo mu rwego rw'ubutungane.

Abashikirizamanza ni abacamanza babigize umwuga bakorera muri paraki no muri paraki nkuru kiretse abacamanza bacimenyereza umwuga.

Abandi babigize umwuga ni abacamanza bashinzwe canke bahawe ayandi mabanga mu Bushikiranganji bw'ubutungane, mu bisata vyitunganiriza ibijanye n'intwaro n'ikigega bikukira Ubushikiranganji bw'ubutungane, mu bindi bisata vya Reta canke mw'ishirahamwe ry'ibihugu Uburundi buherereyemwo canke mpuzamakungu.

Ingingo ya 182

Abakozi bo mu rwego rw'ubutungane batari abashikirizamanza bakorera mu rwego rw'abashikirizamanza ni abanyamabanga bakuru, abanyamabanga, abafasha abanyamabanga, hamwe n'abakarani bo muri paraki no muri paraki nkuru.

Ingingo ya 183

Amategeko ntunganyabikorwa aratomora amategeko agenga ingene paraki nkuru, paraki n'ibiro vy'abanyamabanga bitunganijwe n'ingene bikora Ayo mategeko ntunganyabikorwa ashingwa biciye mu ngingo ifatwa n'Umushikirizamanza kizigenza wa Repuburika abanje kwemezwa n'Inama nkuru y'ubushikirizamanza.

Agace ka 2. Ububasha bw'abashikirizamanza

Ingingo ya 184

Urwego rw'abashikirizamanza rucungera ikurikizwa ry'amabwirizwa, amategeko, ingingo z'ubutungane n'izindi nzandiko zose zirekura ko ingingo zafashwe zikurikizwa. Urwo rwego rurakurikirana iryo kurikizwa ruvuyibwirije rwisunze ingingo zijanye n'umutekano w'igihugu. Urwo rwego ni rwo rucungera ibikorwa vy'inyamiramabi zose.

Bisabwe n'abamenyeshamanza bahagarikiwe na sentare ibifitiye ububasha mu vyerekeye ishirwa mu

l'exécution des décisions de justice, des ordonnances, des mandats ou de tous autres actes revêtus de la formule exécutoire, le Ministère public défère à la réquisition de la force publique.

Article 185

Les officiers du Ministère public peuvent agir au civil par voie d'action principale, au nom et dans l'intérêt de toute personne physique ou morale lésée qu'ils estiment être, pour quelque cause que ce soit, dans l'incapacité ou dans l'impossibilité d'assurer elle-même la défense de ses intérêts sous réserve d'autres attributions qui leur sont conférées par des lois particulières.

Le Ministère public peut par voie de requête écrite, demander au président de la juridiction, la désignation d'un conseil ou d'un défenseur chargé d'assister les personnes visées à l'alinéa précédent.

Il agit d'office comme partie principale dans les cas spécifiés par la loi et chaque fois que l'intérêt public exige son concours.

Article 186

Sont communiqués au Ministère public pour avis :

- 1° les causes concernant l'Etat ou les communes, les établissements publics, les sociétés publiques et à participation publique ainsi que les entreprises publiques ;
- 2° les procédures relatives à l'absence des personnes, aux actes de l'état civil, à l'ouverture, à l'organisation et au fonctionnement des tutelles, la mise sous conseil judiciaire ainsi que les litiges relatifs aux successions ;
- 3° les demandes qui intéressent les mineurs, les interdits, et les personnes placées sous tutelle ou qui concernent l'administration du patrimoine du failli ;
- 4° les procédures en matière de faillite ou de concordat judiciaire.

ngiro ry'ingingo z'ubutungane, ingingo z'abacamanza, imitahe canke izindi ngingo zose n'ivyemezo vy'uko zikurikizwa, urwego rw'abashikirizamanza rurashobora gufata ingingo yo kwikora ku bajewe umutekano.

Ingingo ya 185

Abashikirizamanza barashobora gushingisha urubanza rw'amatazi nyamukuru kw'izina no ku nyungu z'umuntu wese canke ishira hamwe ryose babona ko yarenganijwe canke, kubera imvo iyo ari yo yose, adashoboye kwiburanira hatirengagijwe ko bashobora kurangura iyindi mirimo bahabwa n'amategeko avyerekeye.

Umushikirizamanza arashobora, biciye mu rwandiko, gusaba umukuru wa sentare, ko hagenwa umugwi canke uwufasha uwuburana ajejwe gufasha abantu bavugwa mu gahimba ka mbere k'iyi ngingo.

Umushikirizamanza avyibwirije akora nk'umuburanyi nyamukuru mu bihe bitegekanijwe n'ibwirizwa no mu gihe cose biba bikenewe ko afasha ku neza ya bose.

Ingingo ya 186

Ibimenyeshwa umushikirizamanza kugira agire ico abivuzeko ni :

- 1° Imanza zerekeye Reta canke amakomine, ibigo vya Reta, amashirahamwe ya Reta n'ayo Reta ifisemwo umutahe hamwe n'amahinguriro ya Reta;
- 2° Imanza zerekeye abantu batarenguka muri sentare, inzandiko ndangamuntu, ugutanguza igenwa ry'umurezi, ingene ico gikorwa gitunganijwe n'ingene kirangurwa, ugushiraho abahanuzi mu vyerekeye ubutungane hamwe n'amatazi ajanye n'ugutorana ;
- 3° Imanza zerekeye abana, ibibujijwe hamwe n'abantu barezwe canke izerekeye itunganywa ry'amatungo y'uwahomvye ;
- 4° Imanza zerekeye uruhombo canke amasezerano yo kuzamura ishira hamwe riri mu ngorane biciye mu butungane;

Les attributions du Ministère public près les juridictions spécialisées ayant rang des cours d'appel sont remplies par les magistrats du parquet général près la cour d'appel de leur ressort.

Les attributions du Ministère public près les juridictions spécialisées ayant rang des tribunaux de grande instance sont remplies par les magistrats du parquet près le tribunal de grande instance de leur ressort.

Article 187

L'avis du Ministère public est donné par écrit dans les trente jours après que la cause lui ait été communiquée, à moins qu'en raison des circonstances de l'affaire, il puisse être émis verbalement sur les bancs. Dans ce cas, l'avis est acté à la feuille d'audience.

Article 188

En matière répressive, le Ministère public recherche les infractions commises sur le territoire de la République, reçoit les dénonciations, fait tous les actes d'instruction et saisit les juridictions lorsqu'il ne décide pas du classement sans suite.

Article 189

L'exercice de l'action publique dans toute sa plénitude et devant toutes les juridictions appartient au Procureur général de la République. Celui-ci peut exercer les fonctions d'officier du Ministère public auprès de toutes les juridictions ou y déléguer son premier substitut général ou ses substituts généraux.

Les mêmes pouvoirs appartiennent aux procureurs généraux près les cours d'appel et aux procureurs près les juridictions qui ont leur siège ordinaire dans leurs ressorts respectifs. Sur l'autorisation de leur supérieur hiérarchique, les officiers du Ministère public peuvent également exercer leurs fonctions devant les juridictions sises en dehors de leur ressort.

Chaque parquet coordonne l'ensemble des activités de la Police judiciaire de son ressort et en rend compte régulièrement.

Ibikorwa Ubushikirizamanza bujejwe muri sentare zica imanza zerekeye igisata kanaka ziri ku rugero rwa sentare nkuru zisubiramwo birangurwa n'abacamanza bo muri paraki nkuru ikukira Sentare nkuru isubiramwo iri mu karere bakoreramwo.

Ibikorwa Ubushikirizamanza bujejwe muri sentare zica imanza zerekeye igisata kanaka ziri ku rugero rwa sentare nkuru z'igihugu birangurwa n'abacamanza bo muri paraki ikukira sentare nkuru y'igihugu iri mu karere bakoreramwo.

Ingingo ya 187

Umushikirizamanza ashikiriza icyumviro abicishije mu rwandiko mu kiringo c'imisi mirongo itatu amaze kumenyeshwa urubanza, ariko bivanye n'uko urubanza rumeze, arashobora gushikiriza ku munwa ivyiyumviro urubanza ruriko ruraburanishwa. Muri ico gihe, icyumviro ciwe gica gishirwa mu rwerekeye intahe.

Ingingo ya 188

Mu vyerekeye imanza z'ivyaha, abashikirizamanza baratohoza ivyaha vyakorewe ku gataka k'Uburundi, bakakira ibirego vy'abaje kurega, bakagira itohoza ku vyaha vyose vyakozwe bakongera bagashingisha imanza muri sentare iyo badafashe ingingo yuko urubanza ruherera aho.

Ingingo ya 189

Umushikirizamanza kizigenza wa Repuburika ni we ashingisha imanza z'ivyaha izo ari zo zose muri sentare zose. Arashobora kurangura amabanga y'Ubushikirizamanza muri sentare zose canke agatuma icariho ca mbere c'Umushikirizamanza kizigenza canke ivyariho vy'Umushikirizamanza kizigenza.

Abashikirizamanza bakuru bakukira sentare nkuru zisubiramwo, hamwe n'abashikirizamanza ba Repuburika muri sentare bakukira na bo nyene barafise ubwo bubasha. Abashikirizamanza, babanje guhabwa uruhusha n'uwubatwara mu kazi, barashobora kandi kurangurira imirimo bajejwe muri sentare ziri mu karere badasanzwe bakoreramwo. Paraki imwimwe yose irakurikiranira hafi ibikorwa vyose vy'inyamiramabi bikorerwa mu karere ijejwe, kandi ikaja iratanga icegeranyo c'ivyakozwe.

Article 190

Sans préjudice d'autres dispositions de la présente loi organique, les juridictions jugent les affaires de leur compétence avec l'assistance et le concours du Ministère public lorsque l'ordre public est intéressé.

Le Ministère public concourt à la défense des intérêts de l'Etat, des communes, des établissements publics à caractère administratif. Il intervient par voie de conclusions ou par avis écrit.

Article 191

Seul un magistrat du Parquet général de la République peut rechercher, instruire et poursuivre une infraction à charge des personnes suivantes, justiciables au premier degré de la chambre judiciaire de la Cour suprême :

- 1° un député ;
- 2° un sénateur ;
- 3° un membre du Gouvernement ;
- 4° l'ombudsman ;
- 5° un ancien chef d'Etat ;
- 6° un magistrat de la Cour suprême et du Parquet général de la République ;
- 7° un membre de la Cour constitutionnelle ;
- 8° un magistrat de la Cour spéciale des terres et autres blens ;
- 9° un magistrat de la Cour anti-corruption et du parquet général près la Cour anti-corruption ;
- 10° un officier général de la Force de Défense Nationale, un magistrat de la Cour militaire ou de l'Auditorat général ;

Ingingo ya 190

Hatirengangijwe izindi ingingo z'iri bwirizwa ryunganira lbwirizwa Shingiro, sentare zica imanza zifitiye ububasha zibifashijwemwo n'abashikirizamanza mu gihe ari ku neza y'umutekano w'igihugu.

Abashikirizamanza bafise uruhara rw'ukuburanira inyugu za Reta, iz'amakomine n'iz'amashirahamwe ya Reta adafise intumbero y'ukudandaza. Ivyo bica mu mburano bashikiriza canke mu kwerekana aho bahagaze babicishije mu rwandiko.

Ingingo ya 191

Umushikirizamanza wo muri Paraki nkuru y'igihugu ni we wenyene ashobora kurondera, gutohoza no gukurikirana icaha cagira abantu bafise icubahiro c'ukuburanira ku rugero rwa mbere mu gisata ca Sentare ntahinyuzwa gicira imanza z'ivyaha abanyacubahiro bakurikira :

- 1° Umushingamateka ;
- 2° Umukenguzamateka ;
- 3° Umushikiranganji ;
- 4° Umuhuza w'abarundi ;
- 5° Uwahoze ari Umukuru w'Igihugu ;
- 6° Umucamanza wo muri Sentare ntahinyuzwa n'umucamanza wo muri Paraki nkuru ya Repuburika ;
- 7° Umucamanza wo muri Sentare yubahiriza lbwirizwa Shingiro ;
- 8° Umucamanza wo muri Sentare idasanzwe ica imanza z'amatongo n'ayandi matungo ;
- 9° Umucamanza wo muri sentare irwanya igiturire n'uwo muri paraki nkuru ikukira Sentare irwanya igiturire ;
- 10° Intwazangabo y'ipete rya jenerari wo mu Rwego rw'ukwivuna abansi, umucamanza wo muri Sentare

ya gisirikare canke umushikirizamanza wo muri Paraki ya gisirikare;

11° un officier général de police ;

11° Umukomiseri wo mu Giporisi;

12° un commissaire de la Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme ;

12° Umukomiseri wo mu Mugwi w'igihugu wigenga ujejwe agateka ka zina muntu;

13° un mandataire politique ou public ayant le rang de Ministre ;

13° Umukozi mukuru wa Reta akora ivyerekeye poritike mu kiringo kinaka canke umukozi mukuru wa Reta akora mu kiringo kizwi afise icubahiro nk'ic'Umushikiranganji;

14° un gouverneur de province ;

14° Buramatari;

15° un magistrat de la cour d'appel, un magistrat de la Cour administrative, un magistrat de la Cour d'appel de commerce ou un magistrat du Parquet général près la cour d'appel ;

15° Umucamanza wo muri sentare nkuru isubiramwo, umucamanza isasa mu manza za Reta n'ibisata bimwebimwe vyayo, umucamanza wa sentare nkuru isubiramwo y'ubudandaji canke umucamanza wo muri Paraki nkuru ikukira Sentare nkuru isubiramwo;

16° un magistrat détaché ou affecté auprès de l'administration centrale et personnalisée du Ministère de la Justice ;

16° Umucamanza yarungitswe gukorera mu biro vy'Umushikiranganji w'ubutungane canke uwarungitswe mu gisata citunganiriza intwaro n'ikigega co mu Bushikiranganji bw'ubutungane;

17° un magistrat de la Cour des comptes.

Article 192

Seul un magistrat du Parquet général près la cour d'appel peut rechercher, instruire et poursuivre une infraction à charge d'un magistrat de carrière autre que ceux visés à l'article 191 de la présente loi organique, d'un administrateur communal, de tout haut fonctionnaire ou mandataire public nommé par décret, autres que ceux qui sont justiciables au premier degré de la Cour suprême ainsi qu'un avocat régulièrement inscrit au barreau du Burundi.

Ingingo ya 192

Umushikirizamanza wo muri Paraki nkuru ikukira sentare nkuru isubiramwo ni we wenyene ashobora kurondera, gutohoza no gukurikirana icaha cagirizwa umucamanza yabigize umwuga atari mu bavugwa mu ngingo ya 192, Musitanteri, n'abandi bakozi ba Reta bakurubakuru canke abakozi bakuru ba Reta bagenywe n'itegeko ry'Umukuru w'Igihugu, atari abacirwa imanza ku rugero rwa mbere muri Sentare Ntahinyuzwa hamwe n'umushingwamanza yiyandikishije hisunzwe amategeko mu rwego rw'abashingwamanza rwo mu Burundi.

Article 193

Sauf cas de flagrant délit, les personnes visées aux articles 191 et 192 de la présente loi organique ne peuvent être placées en détention préventive que si l'infraction à raison de laquelle elles sont poursuivies est passible d'une peine de plus de cinq ans de

Ingingo ya 193

Kiretse bafatanywe itonga, abantu bavugwa mu ngingo ya 192 n'ya 193 ntibashobora gupfungwa ivy'agateganyo kiretse iyo icaha bakurikiranwako gihanishwa umunyororo w'imyaka irenga itanu.

servitude pénale.

Article 194

Les dispositions des articles 192 et 193 de la présente loi organique sont applicables à toutes les infractions commises pendant l'exercice des fonctions qu'elles soient ou non en rapport avec celles-ci ou si les personnes concernées y accèdent postérieurement au fait qui leur est reproché.

Après la cessation des fonctions, elles continuent à bénéficier du privilège de juridiction uniquement pour les faits en rapport avec ces dernières.

CHAPITRE II : DE LA POLICE JUDICIAIRE

Article 195

L'organisation et le statut de la Police judiciaire font l'objet d'une loi particulière.

Article 196

La police judiciaire est chargée de rechercher les auteurs des infractions à la loi pénale, de réunir les indices à leur charge et de les mettre à la disposition du Ministère public conformément au Code de procédure pénale.

Elle assiste le Ministère public dans sa mission d'exécution des lois, des règlements et des décisions de justice.

Article 197

La Police judiciaire a le pouvoir de procéder à l'arrestation provisoire des auteurs ou complices présumés de l'infraction, à la perquisition de leur domicile, à la saisie de leurs biens, le tout dans les limites déterminées par le Code de procédure pénale et sous le contrôle du Ministère public.

Ingingo ya 194

Ibitegekanijwe mu ngingo ya 193 n'ya 194 birakurikizwa ku vyaha vyose vyakozwe n'abantu mu kiringo bakirangura amabanga bajejwe, ivyo vyaha vyaba bijanye canke bitajanye n'ayo mabanga, canke iyo abo bantu bashinzwe ayo mabanga ivyo vyaha bakurikiranwako baramaze kubikora.

Mu gihe abo bantu batakiri muri ayo mabanga, bagumana iryo teka ryo kuburanira muri izo sentare, ariko gusa ku vyaha bijanye n'ayo mabanga.

IGICE CA II. IVYEREKEYE IGIPORISI C'INYAMIRAMABI

Ingingo ya 195

Ingene igiporisi c'inyamiramabi gikora hamwe n'amategeko akigenga bitegekanijwe mw'ibwirizwa cisangije.

Ingingo ya 196

Igiporisi c'inyamiramabi gishinzwe kurondera abakoze ivyaha bitegekanijwe mu Gitabu c'amategeko mpanavyaha, gutorokanya ivyagiriji no kubashikiriza abashikirizamanza, hisunzwe ibitegekanijwe n'Igitabu c'amategeko yerekeye ingene imanza z'ivyaha zitohozwa, ziburamishwa, zicibwa n'ingene zikurikizwa.

Igiporisi c'inyamiramabi gifasha abashikirizamanza mu mirimo yabo y'ugushira mu ngiro amabwirizwa, amategeko n'ingingo z'ubutungane.

Ingingo ya 197

Igiporisi c'inyamiramabi gifise ububasha bwo gufunga ivy'imfatakibanza abakoze icaha canke abakekwa ko bafashije abakoze icaha, gusaka aho baba, gufata ibintu vyabo, ivyo vyose bikagirwa hubahirijwe ibitegekanijwe n'Igitabu c'amategeko yerekeye ingene imanza z'ivyaha zitohozwa, ziburamishwa, zicibwa n'ingene zikurikizwa kandi bagakurikiranirwa hafi n'abashikirizamanza.

Article 198

La Police judiciaire est spécialement chargée de:

- 1° exécuter les réquisitions et mandats des magistrats;
- 2° émettre les avis de recherche d'individus ou de biens faisant l'objet d'enquêtes;
- 3° centraliser et exploiter la documentation criminelle tant nationale qu'étrangère;
- 4° délivrer les extraits du casier judiciaire.

Article 199

Le Ministre en charge de la justice peut nommer, au sein des administrations publiques, des officiers de Police judiciaire à compétence **restreinte** sur proposition du Ministre dont ils relèvent administrativement. Ils rendent compte régulièrement au Ministère public de leurs activités strictement judiciaires.

L'acte de nomination détermine leur compétence matérielle et territoriale.

TITRE IV : DES DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Article 200

En attendant la création de la Cour d'appel de commerce, les cours d'appel restent compétentes pour connaître de l'appel contre les décisions rendues au premier degré par le tribunal de commerce et les tribunaux de grande instance statuant en matière commerciale.

Article 201

En attendant l'affectation des officiers du Ministère public auprès des tribunaux de résidence, le Procureur de la République continue à organiser la représentation du Ministère public auprès de ces tribunaux siégeant

Ingingo ya 198

Igiporisi c'inyamiramabi kijejwe canecane :

- 1° Gukora ivyo gisabwe n'abashikirizamanza no gushira mu ngiro ibiri mu mutaha utangwa n'abashikirizamanza;
- 2° Gutanga ibiri mu mitaha yo kurondeza abantu canke ibintu biriko bikorwako itohoza ;
- 3° Kwegeranya no gukorera ku nkuru zijanye n'ubukozi bw'ikibi zaba izo mu gihugu canke izo mu bindi bihugu ;
- 4° Gutanga iyimuriro ry'amafishi y'ivyaha abantu bahaniwe.

Ingingo ya 199

Umushikiranganji ajejwe ubutungane arashobora kugena, mu buzi bwa Reta, abaporisi b'inyamiramabi bafise ububasha ku bintu bimwebimwe, bashikirijwe n'Umushikiranganji abo baporisi b'inyamiramabi batwarwamwo. Abo baporisi bafise ububasha ku bintu bimwebimwe baja barashikiriza Urwego rw'abashikirizamanza icegeranyo c'ibikorwa barangura bijanye n'ubutungane gusa.

Ingingo igena abo baporisi b'inyamiramabi iratomora ububasha bafise bushimikiye ku kiburanwa n'aho akarere bakoreramwo kagarukira.

IKIGABANE CA IV : INGINGO MFATAKIBANZA N'IZISOZERA

Ingingo ya 200

Mu kurindira ko hashingwa Sentare nkuru isubiramwo y'ubudandaji, Sentare nkuru isubiramwo ni yo yonyene ica imanza zungurujwe zerekeye ingingo zafashwe na sentare z'ubudandaji zo mu karere ikoreramwo.

Ingingo ya 201

Mu kurindira ko muri sentare z'intango hashirwaho abashikirizamanza, Umushikirizamanza wa Repuburika abandanya atunganya ibijanye

en matière répressive.

Article 202

A l'entrée en vigueur de la présente loi organique, les litiges fonciers en matière de terres rurales encore pendants devant les cours d'appel continuent à être instruits et vidés par ces mêmes cours.

Article 203

En attendant la création des chambres anti-corruption au sein des tribunaux de grande instance, la Cour anti-corruption continue à trancher les litiges en rapport avec la corruption et les infractions connexes.

Article 204

En attendant la création des chambres d'appel au sein des cours d'appel et des Cours administratives, les affaires pendantes devant la chambre administrative de la Cour suprême continuent à être instruites par cette dernière.

Article 205

Toutes dispositions antérieures contraires à la présente loi organique sont abrogées.

Article 206

La présente loi organique entre en vigueur le jour de sa promulgation.

n'uguserukira urwego rw'abashikirizamanza muri sentare zisasa mu manza z'ivyaha.

Ingingo ya 205

Ingingo zose zahahora ziteye kubiri n'iri bwirizwa ryunganira ibwirizwa Shingiro zirafuswe.

Ingingo ya 206

Iri bwirizwa ritangura gukurikizwa kuva umusi ritangarijweko.

Fait à Gitega, le.../.../2023

Evariste NDAYISHIMIYE

Bigiriwe i Gitega, ku wa.../.../2023

NDAYISHIMIYE Evariste

PAR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

VU ET SCILLE DU SCEAU DE LA REPUBLIQUE,

LE MINISTRE DE LA JUSTICE,

Domine BANYANKIMBONA.

KU BW'UMUKURU W'IGIHUGU,

BIBONYWE KANDI BISHIZWEKO IKIMANGU
CA REPUBURIKA,

UMUSHIKIRANGANJI W'UBUTUNGANE,

BANYANKIMBONA Domine.